

Fonds de cohérence pour la stabilisation

Rapport annuel 2022

Unité d'appui à la
stabilisation de la
MONUSCO

Agent de Gestion : PNUD

Période : Janvier à décembre
2022

Table of Contents

I. Acronymes	2
II. Introduction.....	4
III. Impact global du FCS en 2022	5
IV. Performance : gestion du fonds	9
V. Resultats des projets	11
A. Nord Kivu	11
1. 00127948 - Dialogue démocratique pour la paix à Beni.....	12
2. 00131367 - <i>Muda wa Amani</i> (Le Temps pour la Paix).....	13
B. Sud Kivu	15
1. 00124131 - <i>Udongo Na Ufagaji Kwa Ajili Ya Amani</i>	16
2. 00123982 - Ensemble pour la sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK).....	17
3. 00124130 - <i>Mchango wetu kwa Amani</i>	19
C. Ituri.....	21
1. 00121568 - Accompagnement des communautés du Sud Irumu après la signature de l'Accord de paix du 28 février 2020	21
2. 00121338 - Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI).....	22
3. 00123593 - Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu.....	23
4. 00123594 - Pour un Djugu pacifique.....	24
D. 00125797 - Appui au Secrétariat Technique – Fonctions substantives /00124887 – Appui au Secrétariat Technique - Fonctions de gestion.....	25
Conclusion	30
VI. Annexes.....	31

I. Acronymes

AAP	Appel à propositions
AAP	Aide et action pour la paix
ACIAR	Appui à la communication interculturelle et l'auto-promotion rurale
ADF	Forces démocratiques alliées (<i>Allied Democratic Forces</i>)
AG	Agent de gestion
AGR	Activité génératrice de revenu
APC	Action pour la Paix et la Concorde
ASP	Action Solidaire pour la Paix
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BSCI	Bureau des Services de Contrôle Interne
CAD	Comité d'Aide au Développement de l'OCDE
CAN	Conseil d'Administration National
CAS	Section des Affaires Civiles de la MONUSCO
CCRCC	Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers
CDG :	Comité de développement de groupement
CLSP	Comité Locaux de Sécurité et de Proximité
CODECO	Coopérative pour le Développement du Congo
CONAREF	Commission Nationale de la Réforme Foncière
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CVD	Comité Villageois de Développement
DRC	Danish Refugee Council
ETD	Entités territoriales décentralisées
EAFGA	Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
FACE	Autorisation de Financement et de Confirmation des dépenses (<i>Funding Authorization and Certificate of Expenditures</i>)
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCDO	Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FRPI	Force de résistance patriotique d'Ituri
FPIC	Front Patriotique et Intégrationniste du Congo
FPS	Femmes, Paix et Sécurité

HACT	Approche harmonisée de remise d'espèces (<i>Harmonized Approach to Cash Transfers</i>)
HIMO :	Haute intensité de main d'œuvre
ILP	Initiative Locale de Paix
ISSSS/I4S	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation de la RDC
KUA	Kujitegemea action
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
MUSO :	Mutuelles de Solidarité
M23	Mouvement du 23 mars
NDC-R	Nduma Défense du Congo-Rénové
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPS	Objectifs Prioritaires de Stabilisation
PAS :	Plan d'Action Sécuritaire
PBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (<i>UN Peacebuilding Fund</i>)
PDL	Plan de Développement Local
P-DDRCS	Programme national de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PMO	Partenaires de Mise en œuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUNO	Organisations participantes non-Nations unies (<i>Participating Non-United Nations Organisations</i>)
PNVi	Parc National des Virunga
RAE	Restauration de l'Autorité de l'État
RBF	Financement basé sur les résultats (<i>Results-Based Financing</i>)
RRR	Retour, Réintégration et Relèvement socio-économique
RSASG-CR/CH	Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Coordinateur Résident et Humanitaire
SEA	Suivi, Évaluation et Apprentissage
SFCG	Search for Common Ground
SMS	Système de suivi de la stabilisation (<i>Stabilization Monitoring System</i>)
SOFAD	Solidarité des femmes activistes pour la promotion et la défense des droits
STAREC	Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
UCBC	Université Chrétienne Bilingue du Congo
XC	Ex-combattant
ZOA	Zuid Oost Asie

II. Introduction

Le Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS) a été créé en 2015 pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation pour l'Est de la RDC (ISSSS). A travers ses différents organes, le Fonds est géré par l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS), le PNUD et son partenaire gouvernemental. Le FCS a reçu des contributions d'un montant total de 86,6 millions de dollars américains de la part du Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, de la Suède, des Pays-Bas, de la Norvège et du Fonds pour la consolidation de la paix.¹ Depuis 2015, il a financé 32 projets et a géré en 2022 un portefeuille de onze projets d'une valeur d'environ 20 millions de dollars américains (dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri). Les projets sont conçus sur la base d'une analyse de conflits afin d'atteindre les objectifs prioritaires de stabilisation des différentes provinces, qui sont déterminés conjointement avec les autorités provinciales et les acteurs locaux.

Pendant l'année 2022, plusieurs décisions stratégiques ont été prises et ont redéfini la portée ainsi que la structure de gouvernance et de gestion du fonds. Avec la publication de l'ordonnance 21/038 du 04 juillet 2021 portant la création du P-DDRCS et l'absorption du STAREC et UEPNDDR, et le lancement de la stratégie nationale du P-DDRCS le 4 avril 2022, l'approche et les structures de stabilisation du gouvernement congolais ont été redéfinies en concertation avec les partenaires internationaux. Par conséquent, il a été nécessaire de revoir la structure de gouvernance du FCS.

Ainsi, la dixième réunion du CAN s'est tenue le 23 mai 2022, co-présidée par le Premier ministre S.E.M. Sama Lukonde Kyege et le RSASG-CR/CH Bruno Lemarquis. Il s'agissait de la première réunion convoquée depuis août 2020, dans l'attente de la nomination du représentant du gouvernement auprès du CAN. Les décisions arrêtées sont :

- i. La validation du Premier ministre comme co-président du CAN et du P-DDRCS au sein du Secrétariat technique du FCS ;
- ii. La validation de la prolongation administrative du Fonds jusqu'à la fin de l'année 2024 ;
- iii. La validation conditionnelle de l'attribution des fonds restants à une valeur totale de 14,1 M USD (dollars américains) dans l'esprit de la note conceptuelle soumise à cet effet, et de demander au Secrétariat technique de réviser la note conceptuelle et de la soumettre pour validation finale par le CAN ;
- iv. La révision du Manuel des opérations du Fonds pour refléter la nouvelle structure de gouvernance du Fonds, et ;
- v. La décision que les membres du CAN examineront l'avenir du FCS à la suite de la soumission de l'évaluation externe du Fonds qui avait débuté en mars 2022, mais qui n'avait pas été finalisée durant la période couverte par ce rapport.

En juillet 2022, le CAN a également procédé à l'approbation de la note conceptuelle révisée, et d'une première allocation directe de 6 M USD pour trois zones prioritaires, à travers l'OIM, permettant de financer des premières contributions en appui au P-DDRCS, et d'enclencher sa mise en œuvre. L'objectif de cette allocation est également de permettre aux bailleurs de fonds de s'engager dans le nouveau programme tout en assurant une gestion financière et un partage des risques appropriés. L'objectif de ces allocations est de : (i) créer une dynamique et encourager le soutien au programme par la réalisation de gains tangibles à court terme grâce au dialogue démocratique et à des projets à petite échelle (et à haute intensité de main-d'œuvre) afin de (ii) s'attaquer aux causes profondes du conflit/de la (re)mobilisation des groupes armés en répondant aux besoins de la communauté, en renforçant les structures de gouvernance et en soutenant les opportunités économiques alternatives.

En vue de cette nouvelle allocation et la nécessité de définir les zones prioritaires, le Secrétariat Technique du FCS a organisé en date du 08 au 09 juin 2022, à Goma, un atelier de consultation afin d'identifier les zones d'intervention prioritaire et les recommandations des acteurs provinciaux pour la deuxième phase de l'approche.

¹ À ce jour, les contributions comprennent le FCS, les contributions au secrétariat du PBF lorsqu'il était géré par le FCS, les intérêts et les investissements du Fonds et les intérêts des organisations participantes.

De plus, la prolongation administrative jusqu'au décembre 2024 du FCS était nécessaire afin de permettre la finalisation des projets qui étaient en cours et dont la date de finalisation devait être repoussée au-delà de la date finale du Fonds - 31 décembre 2022. Ceci a permis à l'Agent Administratif et de l'Agent de Gestion de continuer à jouer leur rôle et à transférer des fonds aux projets dont la date de mise en œuvre est programmée au-delà du 31 décembre 2022. Une prolongation administrative permet de fournir le soutien minimum nécessaire pour garantir que les programmes en cours et/ou démarrés en 2022 s'inscrivent dans un cadre légal défini, conformément aux outils de gestion actuellement en vigueur.

Il est également important de noter qu'une restructuration interne au sein de la MONUSCO a abouti en septembre 2022 à une révision de la structure de l'Unité d'Appui à la Stabilisation, à travers l'adoption (i) d'un nouveau mandat pour cette unité recentrée autour de l'appui au P-DDRCS, la coordination et la cohérence, et (ii) d'une séparation des niveaux de redevabilité entre la MONUSCO et le PNUD dans l'appui à la stabilisation, mettant fin à la structure hybride de l'unité. Par conséquent, les personnels ayant un contrat PNUD ont intégré le pilier de stabilisation du PNUD, tout en continuant à accomplir leurs tâches contractuelles avec le Fonds.

Lors de sa réunion du 12 décembre 2022, le CAN a pris plusieurs décisions stratégiques qui permettront de reconfigurer et préparer la relance du Fonds conformément aux recommandations de l'évaluation externe pour élaborer des notes conceptuelles pour une nouvelle fenêtre de financement des opportunités de réinsertion et dialogues implementés par des ONGs nationaux, un nouveau concept de l'agent de gestion, et un nouveau concept de suivi et évaluation, ainsi que le renforcement des capacités P-DDRCS. Une nouvelle contribution de 3M EUR a été annoncée par l'Allemagne, et le représentant d'Allemagne a exprimé leur volonté de soutenir l'opérationnalisation du P-DDRCS et l'importance de renforcer l'aspect genre. Le CAN a pris la décision d'allouer des fonds additionnels aux projets d'appui au P-DDRCS de la phase deux à hauteur de 2.5 millions de dollars américains pour renforcer la prise en compte de la thématique « Femme, paix et sécurité »

III. Impact global du FCS en 2022

Lorsqu'on examine en détails l'impact du FCS en 2022, il est important de replacer les interventions dans la situation générale du pays, et des provinces elles-mêmes. La région de l'Est du pays, en particulier, a continué à connaître une insécurité croissante, avec une augmentation de l'intensité des conflits, l'insécurité liée aux avancées du M23 et qui a conduit à une mobilisation nationale au cours de la période couverte par le rapport. Cette situation a entravé les possibilités de stabilisation et a réduit les perspectives de paix et de développement dans un avenir proche. Les programmes de stabilisation peuvent démontrer une valeur ajoutée, réduisant l'intensité et le nombre d'actes de violence, particulièrement au niveau des communautés.

Le FCS a continué à contribuer à l'autonomisation des femmes et des hommes, à aborder et à résoudre les conflits liés, entre autres, à la terre et aux ressources naturelles, à soutenir la réintégration des anciens combattants et d'autres groupes qui retournent dans leurs communautés, à améliorer l'accès à la justice pour différents groupes de femmes et d'hommes, et à faciliter le dialogue démocratique pour favoriser la cohésion sociale, la compréhension et la construction de sociétés réactives et inclusives capables d'aborder et de résoudre les conflits.

Les données collectées à partir de plus de 32 000 entretiens depuis le lancement du nouveau système de suivi et d'évaluation (Système de Monitoring de la Stabilisation - SMS) en 2020, démontrent des tendances intéressantes.

Au Sud-Kivu, tous les indicateurs montrent des tendances positives, à l'exception d'un indicateur montrant une diminution du nombre de personnes confirmant qu'elles se sentent en présence des

membres d'autres communautés à Walungu. De nombreux indicateurs montrent un changement positif dans les perceptions, en particulier chez les femmes, à travers les interventions dans les différents territoires. Le niveau de connaissance des services de soutien existants à Fizi est passé de 5 % au départ, dont 4 % de femmes et 6 % d'hommes, à 37 % à la fin de l'année 2022, dont 38 % de femmes et 33 % d'hommes. À Uvira, la perception de la sécurité avec les autres groupes ethniques a augmenté de 63 % au cours de l'année, avec la même augmentation pour les femmes que pour les hommes². Une analyse préliminaire des données SMS a indiqué que les facteurs identifiés comme contribuant à cette tendance sont notamment la mise en place et le renforcement de la fonctionnalité de structures communautaires, en particulier les comités de développement au niveau de la chefferie qui ont rassemblé différents groupes ethniques, l'identification de problèmes communs et d'autres activités mises en œuvre pour améliorer les conditions de vie et qui ont rassemblé différents groupes ethniques³. Pour mieux comprendre des conditions nécessaires et des facteurs qui peuvent renforcer cette tendance, des recherches supplémentaires sont nécessaires.

Au Nord-Kivu, le sentiment de sécurité des femmes et des hommes dans certaines zones, comme Walikale, semble avoir été renforcé en raison du fait que les groupes armés opérant normalement dans les zones proches de leurs communautés ont quitté les lieux pour affronter le M23. Parallèlement, dans d'autres régions qui subissent les effets directs de la confrontation entre le M23 et d'autres groupes armés, le sentiment de sécurité s'est détérioré, comme à Lubero. A Beni, où les perceptions de la possibilité que leur territoire devienne plus pacifique dans l'année à venir ont augmenté, d'une part grâce à une contribution des interventions de dialogue démocratique, les femmes (43%) ont une vision plus positive de l'avenir pacifique du village, par rapport aux hommes (38%).⁴ Quelques conditions ont été jugées importantes par les femmes et les hommes pour réaliser un avenir plus pacifique, notamment une bonne collaboration entre les autorités et les différents groupes d'hommes et de femmes de la communauté, la prévention des massacres au niveau local et l'engagement des différents acteurs à travailler ensemble. Cependant, tous les autres territoires du Nord-Kivu ont vu une corrélation négative lorsqu'il s'agit des perceptions de la paix sur leur territoire en 2023. Croire en l'avenir et voir des opportunités dans sa communauté est important pour la réussite de toutes les initiatives et de tous les efforts de stabilisation. Ce qui signifie que la tendance négative touchera très probablement les initiatives en cours et prévues si l'évolution actuelle en termes d'insécurité ne peut pas être inversée.

Une tendance inquiétante observée au cours de cette période dans le Nord-Kivu est que la perception que les interventions de consolidation de la paix abordent des questions importantes pour la stabilisation dans leurs zones, a diminué dans toutes les zones d'intervention dans le Nord-Kivu. Au début des interventions, les femmes avaient en général une opinion plus positive sur le fait que les interventions de consolidation de la paix abordaient des questions importantes pour la stabilisation de leur région et auraient donc été des alliés importants avec lesquels s'engager. Cependant, à l'exception d'un seul territoire(lequel ?), une plus grande proportion de femmes est devenue plus pessimiste dans son opinion sur les interventions de consolidation de la paix traitant des questions importantes pour la stabilisation dans leurs communautés, par rapport à la proportion d'hommes et par rapport au début des interventions. Pour comprendre le pourquoi, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour identifier les causes et les problèmes sous-jacents dans les données existantes.

Une autre tendance inquiétante est la diminution, dans tous les territoires- à l'exception de Beni qui connaît une légère augmentation-, de l'égalité de participation entre hommes et femmes, y compris des

² P 26, SMS : Système de Monitoring de la Stabilisation, FCS Rapport d'Impact : Juillet - Décembre 2022
Préparé par l'équipe MEAL conjointe : Division du Plan, PDDRC et PNUD

³ P, 27, SMS : Système de Monitoring de la Stabilisation, FCS Rapport d'Impact : Juillet - Décembre 2022
Préparé par l'équipe MEAL conjointe : Division du Plan, PDDRC et PNUD. Il s'agit des facteurs identifiés par les bénéficiaires directs et indirects, mais d'autres facteurs externes pourraient bien sûr influencer les résultats, bien qu'ils n'aient pas été analysés dans le présent rapport.

⁴ P 6, SMS : Système de Monitoring de la Stabilisation, FCS Rapport d'Impact : Juillet - Décembre 2022
Préparé par l'équipe MEAL conjointe : Division du Plan, PDDRC et PNUD.

femmes et des hommes membres des groupes marginalisés, et leur capacité à influencer les processus liés à la paix et à la sécurité.

Dans la ville de Beni, les interventions ont contribué à une tendance positive dans la perception des femmes et des hommes à l'égard des FARDC et de leur capacité à contribuer à la sécurité dans la région. Au cours des discussions de groupe avec les bénéficiaires directs, il a été noté qu'il y avait eu une certaine forme de restauration de l'autorité de l'État et que la façon dont les FARDC interagissaient avec les femmes et les hommes dans la ville avait changé, ce qui a eu pour effet d'accroître la confiance. La contribution de la PNC à la sécurité a également connu une tendance positive, bien que dans une moindre mesure.

Dans le territoire d'Irumu en Ituri, il y a eu quelques tendances positives en termes de réduction d'activisme des groupes armés dans les zones d'intervention. Les ADF ont été repoussés par les forces de sécurité, ce qui a permis de rétablir l'accès aux activités agricoles grâce à des niveaux de sécurité plus élevés, de réduire le nombre de meurtres et de pillages et de permettre aux communautés déplacées de revenir dans leurs villages.

Au cours des discussions de groupe avec les parties prenantes du projet, il a été mentionné un manque général de confiance dans les interventions de consolidation de la paix en raison de l'échec du processus de négociation et le cantonnement du groupe FRPI. Cela a également mis en lumière la nécessité de se concentrer sur la situation dans son ensemble et assurer une réponse cohérente à la fois politique et programmatique. En ce qui concerne la perception qu'ont les femmes et les hommes de la réintégration des anciens combattants dans leur communauté, il est noté que 34% des femmes et 36% des hommes ont une perception positive et considèrent que des anciens combattants qui s'engagent et participent à la vie de leur communauté ne représentant plus une menace pour celle-ci, alors que les anciens combattants qui se sont réintégrés mais qui se livrent à diverses activités criminelles sont toujours perçus comme une menace.⁵

Une baisse assez importante de la perception de la prise en compte de la participation équitable des femmes par rapport aux hommes, y compris des femmes et des hommes membres des groupes marginalisés, lors de la recherche de solutions pour la paix à Irumu, a été observée en 2022. Au début de l'année, 74% des femmes et 81% des hommes pensaient que les femmes ainsi que les femmes et les hommes membres des groupes marginalisés pouvaient influencer les solutions pour la paix, alors qu'à la fin de l'année 2022, seuls 42% des femmes et 38% des hommes ont exprimé la même opinion. Dans les discussions de groupe, le résultat a surpris les bénéficiaires, car ils ont vu des femmes participer à diverses réunions, mais des recherches supplémentaires seront nécessaires pour comprendre cette tendance négative. Il pourrait s'agir de divers facteurs, comme le fait que les femmes et les hommes issus de groupes marginalisés peuvent participer, mais n'ont pas assez d'influence, ou que seules quelques femmes sont censées représenter les voix de nombreux groupes de femmes différents, ce qui pourrait s'avérer une tâche ardue et presque impossible. Pour comprendre ce qui se cache derrière cette tendance, des recherches supplémentaires seront nécessaires pour identifier les facteurs sous-jacents.

En conclusion, l'impact du fonds fiduciaire au cours de la période couverte par le rapport a été marqué par des progrès importants au niveau des provinces, en particulier au Sud-Kivu, mais aussi en Ituri où d'importantes avancées ont été réalisées. Au Nord-Kivu, les résultats ont été plus nuancés. A ce stade, nous sommes maintenant à un moment où nous pouvons commencer à tirer les bonnes pratiques et les leçons apprises, pour proposer des orientations stratégiques basées sur les faits en vue d'une programmation future pertinente au sein d'une troisième génération de projets de stabilisation.

⁵ P 42, SMS : Système de Monitoring de la Stabilisation, FCS Rapport d'Impact : Juillet - Décembre 2022
Préparé par l'équipe MEAL conjointe : Division du Plan, PDDRCs et PNUD.



Figure 1 : Une séance d'appui psychosociale au Sud-Kivu

IV. Performance : gestion du fonds

Au cours de cette période de rapportage, onze (11) projets ont été mis en œuvre dans trois provinces de la RDC, pour une valeur totale de 22,472,910 **dollars** américains (USD) dont deux qui couvrent des fonctions d'appui au secrétariat technique national.

Tableau 1 : Tableau récupératif des projets en cours du FCS

Zone	Titre du projet	Montant en USD	Partenaire	Date de démarrage et de clôture
Ituri Province : Sud-Irumu	00121568 Accompagnement des communautés du Sud Irumu après la signature de l'Accord de paix du 28 février 2020	810 525	Lead : ACIAR	01 juin 2020 – 31 mai 2022 (prolongation sans-coût jusqu'au 30 sept 2022)
	00121338 Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI)	3 470 544	Lead : OIM Membres du consortium : Trocaire, Caritas	15 sept 2021 – 15 mars 2023
Ituri Province : Djugu	00123593 Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu	2 484 000	Lead : Cordaid Membres du consortium : FOMI, Justice Plus, VNGI	1 sept 2020 – 30 nov 2022
	00123594 Pour un Djugu pacifique : cohésion sociale, réintégration économique et engagement des jeunes et des femmes	3 024 000	Lead : Le conseil danois des réfugiés Membres du consortium : Justice Plus, AJEDEC et Associturi	1 sept 2020 - 31 août 2022 (prolongation sans-coût jusqu'au 30 nov)
Nord Kivu Province : Sud-Lubero – Bwito	00131367 Muda wa Amani (Temps pour la paix)	2 701 519	Lead : HEKS/EPER Membres du consortium : AAP, ASP	1 juin 2022 – 31 mai 2024
Nord Kivu Province : Ville de Beni	00127948 Dialogue Démocratique pour la paix à Beni	540 000	Lead : Pole Institute Membres du consortium : APCDDH	1 sept 2021 – 31 août 2022 (prolongation sans coût jusqu'au 31 oct 2022)
Sud Kivu Province : Plaine de la Ruzizi- Moyen et haut plateaux d'Uvira	00124131 Udongo Na Ufagaji Kwa Ajili Ya Amani (UJAMAA)	2 915 982	Lead : ZOA Membres du consortium : PSVS, KUA	août 2020 – avril 2023
	00123982 Ensemble pour la sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK)	2 808 000	Lead : Cordaid Membres du consortium : VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF	oct 2020 – mai 2023
Sud Kivu Province : Territoires Uvira et Fizi	00124130 Mchango wetu kwa Amani	755 809	Lead : Interpeace Membres du consortium : APC, SOFAD	01 nov 2020 - 30 avr 2022 (quelques activités jusqu'au nov 2022)
National	00125797 Appui au Secrétariat Technique	986 506	PNUD	04 fév 2021 – 31 déc 2022
National	00124887 Fonctions de gestion de l'Unité d'appui à la stabilisation	1 976 025	PNUD	01 déc 2020 – 31 mars 2023
Total	22,472,910 USD			

Gestion financière

Les données sont extraites du système financier de l'Agent de Gestion (PNUD) pour les Organisations Non Gouvernementales (ONG) au 31 décembre 2022. Cependant, plusieurs dépenses ne sont pas encore reflétées en raison de situations de préfinancement et/ou des dépenses n'ayant pas encore été justifiées. En plus des projets mis en œuvre par des ONGs, le FCS a financé le projet Appui à la cohésion sociale et réinsertion avec # 00121338, implementé par l'OIM à une valeur de 3 470 544 USD. Ainsi, le montant total des ressources du FCS engagées en 2022 s'élève à 22 472 910 USD.

1520 personnes dont 906
femmes ont bénéficié
d'un appui psychosocial,

15022 personnes dont
7204 femmes ont
participé à des tribunaux
d'expression populaire

75 associations des
femmes et 19
associations des jeunes
ont été renforcées

8 infrastructures ont été
réhabilitées

En 2022, les projets financés par le Fond de cohérence ont permis d'atteindre des résultats importants

600 conflits ont été
résolus

1850 personnes dont 686
femmes ont bénéficié
d'un appui à la
reintegration individuelle

5071 personnes dont
2674 femmes ont
bénéficié d'un appui à la
réintegration
communautaire

V. Resultats des projets

Aperçu global du contexte

La situation sécuritaire demeure très précaire à l'est de la RDC en raison de la présence persistante de groupes armés et de leurs affrontements réguliers avec les FARDC. Depuis le 12 novembre 2022, les affrontements entre l'armée congolaise (FARDC) et le groupe rebelle M23 se sont intensifiés autour de Goma, au Nord-Kivu. La situation sécuritaire reste donc instable. Plusieurs initiatives diplomatiques sont en cours pour tenter de faire baisser les tensions. L'une d'elles est conduite par le chef de l'État angolais, João Lourenço, qui préside la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Une autre est conduite par les états membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Le 12 novembre 2022, le premier convoi de militaires kényans de la Force de l'EAC est arrivé à Goma, dans le cadre d'une force Est-Africaine, en plus des troupes de la MONUSCO sous mandat du Conseil de Sécurité, pour stabiliser l'est de la République démocratique du Congo. En Ituri, la détérioration de la situation sécuritaire et son impact sur les civils en Ituri restent également préoccupantes. La province est toujours sous le joug des groupes armés, entre Djugu et ensuite le Sud Irumu. Au cours de cette période, de nombreux civils furent victimes de violences communautaires.⁶

Au Sud-Kivu, la situation globale a été marquée par des affrontements dans la plaine de la Ruzizi et les Hauts Plateaux. Mais la situation sur place reste plus ou moins stable, permettant tout de même la mise en œuvre de projets de stabilisation. Les discours de haine restent d'une grande ampleur et entraînent souvent des conflits dans cette zone du sud de la Province. Les problèmes de transhumance, d'élevage et de gouvernance foncière demeurent les sources de conflits les plus importantes. Dans la zone de Kalehe, de nombreuses opportunités de stabilisation demeurent. En règle générale, le projet dans la Plaine de la Ruzizi et les Hauts Plateaux a démontré des résultats positifs sur lesquels des futurs interventions du P-DDRCS peuvent capitaliser.

A. Nord Kivu

Évolution du contexte en lien avec la stabilisation

Depuis l'année 2021, la province du Nord Kivu est demeurée sous le régime de l'état de siège.

Dans le Grand Nord, quelques incidents sécuritaires ont été enregistrés au cours de cette période aussi bien en ville qu'en territoire de Beni. C'est le cas d'incursions des ADF suivies de morts d'hommes, de femmes et les garçons et les filles, de pillages et de nombreuses destructions à Kabasha et à Kalunguta sur l'axe Beni-Butembo, des cas de tueries et d'enlèvements enregistrés dans le Secteur de Ruwenzori, etc., et ce malgré les opérations conjointes des armées congolaise et ougandaise dans la région.

Dans le Petit Nord, partie sud de la province, depuis mars 2022, le M23 a lancé des attaques contre les forces régulières (FARDC) depuis la cité de Bunagana.⁷ Plusieurs localités/zones ont été conquises dont les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, occasionnant le déplacement massif des populations et plusieurs autres violations de droits humains y compris des massacres de grande ampleur comme ceux de Kishishe et Bambu en novembre 2022. Le M23 a également continué à mener des attaques dans le territoire de Masisi, y provoquant aussi des pertes dans les rangs des FARDC et des déplacements importants de la population.

La persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC rappelle la nécessité de maintenir des efforts en vue de la stabilisation dans la région. Les actions des FARDC, soutenues par la MONUSCO, n'ont pas

⁶ https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/note-info_6_ituri_du_17_juillet_au_12_aout_2022.pdf

⁷ <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130447>

empêché l'activisme continu des groupes armés dans le Petit Nord, et surtout l'activisme du M23 dans le territoire de Rutshuru et son extension dans le territoire de Masisi et vers Walikale. Non seulement cette évolution inquiétante risque d'aggraver l'instabilité, y compris vers la ville de Goma, mais elle a aussi provoqué de vives tensions diplomatiques entre la RDC et le Rwanda. Dans ce contexte, le lancement du P-DDRCS, en lien avec le processus de Nairobi et de Luanda, offre une opportunité de recalibrer l'approche de la stabilisation : le dialogue inclusif, l'approche communautaire du relèvement socio-économique, y compris la création d'emplois et l'adoption d'une approche pour traiter la problématique de la gouvernance qui constitue le pilier principal de la stabilisation à l'est de la RDC.

1. 00127948 - Dialogue démocratique pour la paix à Beni

Aperçu et l'état du projet

Partenaires de mise en œuvre : Pole Institute, APCDDH

Date de démarrage et de clôture : 1 sept 2021 – 31 août 2022 (prolongation sans coût jusqu'au 31 décembre 2022)

Zone Prioritaire : Nord Kivu - Ville de Beni

Montant en USD : 540,000.34 \$

À Beni, le projet « Dialogue démocratique pour la paix à Beni » a démarré en septembre 2022. Il s'agit d'une initiative qui faisait suite à la reconstruction de la mairie de Beni réalisée à travers le projet FCS précédent « Ensemble pour Beni », après que la mairie avait été détruite lors des violences urbaines en novembre 2019. Le projet a permis à toutes les parties prenantes d'avoir des espaces de dialogue dans les quatre communes de la ville de Beni (Mulekera, Bungulu, Rwenzori et Beu) où les groupes des jeunes, des femmes et les autorités se rencontrent, échangent et mettent en œuvre des solutions aux problèmes prioritaires identifiés. Ainsi donc, les groupes des jeunes et des femmes, avec l'appui du projet, ont amélioré leur opérationnalité et sont engagés dans les actions de paix et de prévention des conflits et collaborent étroitement avec les autorités dans la gouvernance sécuritaire. Les diverses activités de dialogue développées ont contribué à la réduction des tensions entre groupes antagonistes de la zone, et un rapprochement entre les populations et les autorités instituées par l'état de siège. Un plan d'action a été élaboré et exécuté avec les membres du Comité de suivi qui soutiennent leurs interventions avec les activités de plaidoyer auprès des autorités pour des problèmes notamment liés à la gouvernance sécuritaire. Grâce à l'utilisation des canaux de communication établis entre les autorités et les communautés, une nette amélioration du système d'alerte a été notée, ainsi qu'une meilleure coopération/collaboration. A ce jour, les jeunes recourent de plus en plus à la discussion plutôt qu'à la violence, pour faire connaître leurs revendications.

Le deuxième semestre de 2022 s'est passé dans une accalmie qui a favorisé le déroulement normal des activités socio-économiques dans toutes les quatre communes de la Ville de Beni. Des sources concordantes ont inscrit cette situation à l'actif de l'amélioration du climat de confiance qui s'est établi entre les administrés et les autorités politico administratives, d'une part, et les forces de sécurité, d'autre part, grâce aux activités de rapprochement et de collaboration entre ces deux camps telles qu'organisées dans le cadre du projet « Dialogue Démocratique pour la Paix à Beni ». Ceci ressort des résultats des enquêtes indépendantes menées au cours de l'évaluation finale de ce projet et pendant lesquelles les autorités, les jeunes, les femmes et d'autres leaders locaux consultés ont été unanimes autour de cette question.

Un changement de comportement s'observe actuellement au sujet de la collaboration entre la population et les autorités étant donné que ces dernières recourent désormais aux mécanismes formels et informels de redevabilité en vue de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et la protection des populations

locales. Cela a été rendu possible grâce à la mise en place d'un comité de pilotage, la formation en faveur des autorités sur la culture de redevabilité, les journées mensuelles de réflexion organisées pour identifier conjointement les besoins spécifiques en termes de protection, de paix et de sécurité, les rencontres mensuelles de priorisation des problèmes et solution au sein des communes, les actions de plaidoyer et autres actions conjointes autour des solutions identifiées et priorisées et les tribunes d'expression populaires.

S'agissant de leur participation, les femmes ont développé et mis en œuvre des plans d'actions issus des analyses qu'elles effectuent régulièrement grâce à la redynamisation et au renforcement des capacités de leurs différents groupes. Ainsi, à partir de la mise en œuvre de ces plans d'action, les autorités locales et plusieurs leaders locaux développent des attitudes favorables à la lutte contre les inégalités et travaillent avec les groupes des femmes pour la promotion de leurs droits. Des tensions sont anticipées grâce à diverses actions et dialogues entre les autorités et les membres des groupes des jeunes et des femmes.

2. 00131367 - *Muda wa Amani* (Le Temps pour la Paix)

Aperçu et l'état du projet

Partenaire de mise en œuvre : HEKS/EPER, AAP, ASP

Date de démarrage et de clôture : 1 juin 2022 – 31 mai 2024

Zone Prioritaire : Nord Kivu - Sud-Lubero/Nord-Bwito et Walikale

Montant en USD : 2,701,519.00\$

Dans la zone prioritaire du Nord Bwito - Sud Lubero, le projet « Muda wa Amani » (Le Temps pour la Paix), mis en œuvre par le consortium Entraide Protestante Suisse (HEKS/EPER) - Aide et Action pour la Paix (AAP) - Action Solidaire pour la Paix (ASP), a été officiellement lancé le 01 juin 2022. Ce projet vise à contribuer aux efforts de stabilisation de la zone entrepris par l'État congolais, afin de mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires. La mise en œuvre du projet au cours de cette année, s'est d'abord focalisée sur la mise en place et la redynamisation des structures communautaires, l'identification des bénéficiaires à réinsérer dans la communauté et la mise en place des actions visant la prise en compte des besoins des femmes. Cela pour préparer le terrain et assurer l'engagement et la participation des communautés, un principe clés de la stratégie nationale du P-DDRCS

Avec l'appui de la Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification (CPAP), huit (8) mécanismes de gestion alternative des conflits dont la Cellule de Paix et de Développement du Groupement (CPDG) dans les groupements ciblés ont été mis en place et/ou redynamisés et sont à ce jour fonctionnels. Les membres de 8 comités de ces structures (43 personnes dont 17 femmes) ont été formés sur l'analyse de conflits et de contexte et la gestion des réunions. Ces structures accompagnent les communautés dans la gestion de conflits et la sensibilisation sur la cohésion pacifique, la prévention des tensions, etc.

Cinq (5) plans communautaires de paix ont été actualisés et les défis majeurs persistants contenus dans les différents plans et les actions proposées pour les relever constitueront une matière qui alimentera les réflexions de la grande table ronde prévue en mars 2023 et, 2 ateliers participatifs ont été organisés à Musindi et Luenge et ont abouti à l'élaboration de plans de paix pour ces 2 groupements.

Pour contribuer significativement dans l'engagement des acteurs politiques dans le processus du dialogue à tous les niveaux, trois (3) structures d'appui à l'engagement politique et de plaidoyer ont été mises en place au niveau local (Comité local de pilotage/CLP), provincial, à Goma (le CCP) et national, à Kinshasa (le GPP-M redynamisé en GPP-NK). Parallèlement, un plan pour l'engagement politique a été élaboré (avec l'appui de la cellule Engagement politique de PNUD, intégrée dans l'UAS jusqu'en

septembre 2022) et est mis en œuvre à ce jour. Une équipe de 4 facilitateurs/chercheurs appuie le projet dans le renforcement de la confiance avec quelques acteurs à influence positive/négative ciblés.

Pour faciliter la communication et la visibilité du projet, une stratégie et un plan de communication ont été produits. Pour la mise en œuvre dudit plan, cinq radios communautaires et une radio provinciale, produisent et diffusent des émissions radios (deux programmes radio élaborés et 13 émissions déjà produites), vingt(20) journalistes communautaires dont 7 femmes ont été formés sur la sensibilité au conflit, la vérification de l'information et la gestion de rumeurs. Une note d'information publique sur le projet et de matériels d'information, éducation et communication ont été produits et diffusés auprès de la communauté.

En vue de renforcer la cohésion sociale intra et intercommunautaire, huit (8) associations villageoises d'épargne et de crédit(AVEC) composées de 240 membres (dont 184 femmes) et 8 organisations paysannes(OP) composées de 986 participants (dont 710 femmes) ont été mis en place et sont opérationnelles.

Pour la composante réhabilitation des infrastructures-clés, un consensus avait été trouvé et un PV signé pour la construction d'un centre multi métiers à Miriki (dont les travaux sont en cours) et la réhabilitation d'un tronçon de route de desserte agricole d'environ 30 km (Lusogha – Kimaka – Buleusa), dont six (6) kms sont déjà réalisés à Lusogha, reliant trois territoires du Nord-Kivu. La réhabilitation de la route à travers l'approche HIMO a permis de créer des emplois et revenus temporaires pour 211 travailleurs issus des communautés se trouvant sur le long de ladite route parmi lesquels les ex combattants, les jeunes à risque et les autres groupes marginalisés.

Dans le cadre de la promotion de la réconciliation y compris l'appui psychosocial, 7 activités conviviales ont été organisées. Il s'agit des manifestations culturelles qui visaient à prévenir les tensions entre déplacés et familles d'accueil dans un contexte où la zone accueillait un grand nombre de déplacés.

Pour prévenir des conflits fonciers dus à l'ignorance de la loi foncière et du code de la famille, des livrets traduits en swahili, résumant le principe clé de la loi foncière et du code de la famille ont été produits et ont permis la vulgarisation de ladite loi foncière auprès des parties prenantes.

En vue de renforcer la responsabilisation des autorités locales dans la mise en œuvre des politiques et lois qui protègent les droits des femmes, en collaboration avec la Division Genre, Famille et Enfants, 280 chefs coutumiers et leaders communautaires (dont 116 femmes) ont été formés sur le Genre transformatif et les lois qui protègent les droits des femmes. Ainsi, 3 comités de pilotage et secrétariats locaux 1325 ont été mis en place à Bwito, Ikobo et à Mambasa/Bamate.

Pour contribuer à la recherche de la paix au sein de leurs entités, 61 femmes de Nord Bwito, Sud Lubero et Ikobo membres de structures communautaires de paix et des associations féminines (toutes les communautés confondues) œuvrant dans la thématique de paix ont été renforcées sur l'analyse des conflits, le plaidoyer et le leadership transformationnel. Les femmes sont aussi accompagnées et appuyées pour intégrer les structures communautaires existantes (CPDG, CCP, GPP-NK, Comités de pilotage et secrétariats locaux 1325...) Ainsi, 36% de postes de décisions (soit 9/25) dans ces structures sont occupés par les femmes ; le CCP à Goma et le GPP-NK à Kinshasa étant particulièrement présidés par des femmes.

B. Sud Kivu

Évolution du contexte général en lien avec la stabilisation

Depuis le début de l'année 2022, la province du Sud-Kivu est touchée par des affrontements armés, notamment dans les Hauts et Moyens-Plateaux de Fizi, Uvira, Mwenga au sud et dans les Hauts plateaux de Kalehe au nord de la province. A la base de ces affrontements armés se trouve le contrôle et la gestion d'espaces riches en ressources naturelles et en activités agro-pastorales, le contrôle du passage de ces ressources vers les zones frontalières avec la Tanzanie, le Burundi et le Rwanda, tout cela sur fond de revendications communautaires ainsi que de conflits coutumiers. Ces situations provoquent des déplacements massifs de la population vers des zones qu'elles jugent plus sûres.

L'insécurité persiste en raison, d'une part, des activités violentes des groupes Raïa Mutomboki dans le nord de la province, des conflits intercommunautaires dans les Hauts et Moyens Plateaux et des affrontements dans la plaine de la Ruzizi entre les FARDC et les groupes Maï Maï, et d'autre part des affrontements entre des groupes armés burundais, dont la Résistance pour l'Etat de droit au Burundi (RED Tabara) et des troupes présumées des Forces de défense nationale du Burundi. Dans le nord de la province du Sud-Kivu, principalement dans le territoire de Shabunda, les factions Raïa Mutomboki ont continué à mener des attaques, souvent concentrées autour des sites miniers.

La situation sécuritaire dans les Hauts et Moyens Plateaux des territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga est restée instable, marquée par la poursuite des violences entre des groupes armés prétendument appelés « d'intérêt communautaire », ainsi que des attaques contre les FARDC et les civils, y compris les populations déplacées. Les FARDC ont lancé des opérations militaires contre les groupes Maï Maï qui ont commis des abus et des attaques contre des civils, ce qui a entraîné à court terme une augmentation des déplacements.

Pendant ce temps, la plaine de la Ruzizi, à travers ses douze points de passage frontaliers irréguliers, continuait d'être le point de transit d'hommes armés étrangers vers la RDC et, dans l'autre sens, des ressources naturelles vers le Burundi, voire plus loin. Dans le sud de la province, les mois d'avril, mai et juin ont été fortement marqués par des discours et messages de haine, principalement à l'encontre de la communauté Banyamulenge. Dans le territoire de Kalehe, certains éléments présumés des forces armées de l'État ont été à l'origine de l'instabilité de la région en recherchant d'anciens combattants Maï Maï qui sont retournés dans leurs communautés. Ce harcèlement a poussé certains à retourner dans les groupes armés actifs, faute de pouvoir payer les amendes réclamées par les FARDC. La grande majorité des personnes déplacées se sont retrouvées dans les territoires de Fizi et Shabunda, entre mars et juin 2022.

Sur le plan politique, après sa réhabilitation par la Cour constitutionnelle, le gouverneur de la province du Sud-Kivu, M. Théo Ngwabidje, est revenu à Bukavu en février mais une faible collaboration entre l'exécutif et l'inspection générale des finances se poursuit. En mai 2022, Mme Grace Ngabo Mugerangabo a été nommée par le Président de la République coordonnatrice provinciale du Sud-Kivu pour le P-DDRCS. En début d'année, des groupes armés avaient depuis été sensibilisés pour leur adhésion au P-DDRCS par des associations locales coordonnées par des acteurs influents dans les zones d'influence desdits groupes armés au Sud-Kivu. Cependant, ces groupes ont actuellement développé une méfiance à l'égard du programme en raison notamment des retards dans sa mise en œuvre.

En fin 2022, l'insécurité était plus localisée dans les hauts plateaux de Minembwe en territoire de Fizi, à Itombwe en territoire de Mwenga et Bijombo en territoire d'Uvira, vers les moyens plateaux de Bibokoboko dans le territoire de Fizi. Ces violences se sont traduites par des attaques de groupes Maï-Maï sur une vingtaine de villages de cette partie, avec pour conséquences des assassinats ciblés à

connotation ethnique, des incendies de villages, le déplacement massif de la population de cette zone vers la côte pour certains et les villes d'Uvira et la plaine de la Ruzizi, jusqu'à Kamanyola.

Aussi, la persistance des affrontements entre les FARDC et les groupes armés dans les groupements de Bijombo et de Kigoma en territoire d'Uvira et le déplacement des populations civiles. La duplication des postes de chef de groupement dans la plaine de la Ruzizi, notamment dans les groupements Luberizi, Kabunambo et Kakamba, qui pose un problème de légitimité et a un impact négatif sur la mise en œuvre des activités du projet.

Les opérations engagées de la force EAC « East African Community » pour la traque des groupes armés dans l'Est de la RDC, ont permis une certaine diminution des braquages dans la plaine de la Ruzizi. Kamanyola reste aujourd'hui un lieu avec un minimum d'insécurité sur son axe et constitue le refuge de certains éleveurs et agriculteurs, voire de certains opérateurs économiques.

Malgré ces situations complexes, le P-DDRCS, avec le soutien de ses partenaires notamment la SSU et le PNUD, via des financements bilatéraux de l'Allemagne (BMZ) ont pu soutenir le P-DDRCS dans l'organisation de l'atelier d'élaboration du Plan Opérationnel Provincial (POP) pour le Sud Kivu qui va permettre de commencer la mise en œuvre des interventions pilotes de la Stratégie Nationale du P-DDRCS.

1. 00124131 - *Udongo Na Ufugaji Kwa Ajili Ya Amani*

Aperçu et l'état du projet

Partenaires de mise en œuvre : ZOA, PSVS, KUA

Date de démarrage et de clôture : août 2020 – avril 2023

Zone Prioritaire : Sud Kivu - Plaine de la Ruzizi/Moyen et haut plateaux d'Uvira

Montant en USD : 2,915,982.00\$

Le consortium Zoa-PSVS-KUA a mis en œuvre le projet Udongo na Ufugaji kwa Ajili ya Amani (UJAMAA) de août 2020 à février 2023 dans la plaine de la RUZIZI sous le financement FCS. Le projet avait comme thématique la transhumance et gouvernance foncière et vise à répondre aux besoins d'instabilité sécuritaire dans la zone prioritaire du territoire de FIZI causé par les attaques répétées des groupes armés tant locaux qu'étrangers. Dans la zone du projet, au cours de l'année 2022, plus particulièrement au dernier trimestre de l'année, il y a eu une amélioration timide de la sécurité qui a favorisé le retour progressif et la réintégration de personnes en déplacement dans le moyen plateau de FIZI. Ils ont regagné leurs villages et retrouvé leurs anciennes terres.

Dans ce contexte le projet a pu réaliser au courant de l'année ce qui suit :

- Construction des bureaux de structures communautaires de résolution des conflits
- Construction de la laitière de Bwegeza
- La construction du bureau de la circonscription de Fizi a Baraka
- Établir la cartographie des couloirs et pistes de transhumances
- Le démarrage de la phase de sécurisation foncière dans le territoire de Fizi et Uvira
- Formation des agents des circonscriptions foncières sur les outils de cartographie sensibles au conflit
- L'autonomisation financière des jeunes à risque et des femmes vulnérables

La mise en œuvre des activités du projet a été touchée par la généralisation des violences intercommunautaires qui étaient, au début du projet, localisées dans les hauts plateaux de Minembwe en territoire de Fizi, à Itombwe en territoire de Mwenga et à Bijombo en territoire d'Uvira. Dans les moyens plateaux de Bibokoboko, en territoire de Fizi, ces violences ont été marquées par les attaques

des groupes Maï-Maï. L'insécurité presque quasi permanente observée dans la zone de Bibokoboko limite les mouvements vers ce village et de l'autre côté, en dépit de toutes les tentatives de réconciliation aujourd'hui les banyamulenge n'arrivent pas à Baraka.

Pendant cette période, il a été observé un retour progressif de quelques familles déplacées du village Bibokoboko dans le moyen plateau de Fizi, un retour timide, à Bibokoboko, d'autres communautés telle que les Bafuliru, qui témoigne aussi d'une légère amélioration de la sécurité ce dernier trimestre de l'année 2022.

Parmi des résultats clés du volet foncier, 160 conflits identifiés et résolus dans les structures habilitées et 60 contrats de métayage ont été signés entre les concessionnaires et les paysans sans terre pour une durée de 4 à 5 ans. On note aussi 2028 personnes ont fait enregistrer leurs champs lors de la cartographie participative qui a permis la livraison de 94 certificats fonciers coutumiers. Trois (3000) personnes ont participé aux 20 tribunes d'expression populaire sur la participation de la femme dans la gestion des conflits fonciers et ceux de la transhumance organisées dans le territoire d'Uvira (12) et le territoire de Fizi(8)

En ce qui concerne la réintégration et relance socio-economique, 72 jeunes à risque ont pris part aux sessions de la sociothérapie et 180 personnes (jeunes à risque et femmes membres des structures féminines) en métiers. 22 Associations Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) ont été mises en place, dont 12 à FIZI et 10 à UVIRA.



Figures 2&3: Jeunes couturiers de Bwegera

2. 00123982 - Ensemble pour la sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK)

Aperçu et l'état du projet

Partenaire de mise en œuvre : Cordaid, VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF

Date de démarrage et de clôture : Oct 2020 – mai 2023

Zone Prioritaire : Sud Kivu - Plaine de la Ruzizi/Moyen et haut plateaux d'Uvira

Montant en USD : 2,808,000.00\$

Le Projet ESPASK a démarré en octobre 2020 et sera clôturé en mai 2023. Les partenaires ont mis en œuvre le projet en un consortium de 5 organisations (Cordaid, VNGI, GASAP, CDJP et SOFIBEF) dans les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga. Ces zones ont un potentiel déstabilisant et une méfiance inter et intracommunautaires qui se traduisent en conflits coutumiers et au courant l'année 2022 le projet ESPASK qui, par sa stratégie d'intervention globale, a apporté des réponses aux causes profondes de conflits et de la méfiance, dont le renforcement de la gouvernance locale pour la réduction de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier. Un atelier de mobilisation des autorités coutumières pour renforcer l'inclusion des femmes dans le processus de prise de décisions dans le cadre de la cohésion sociale et la consolidation de la paix a été organisé le 23 avril 2022 et a réuni 41 participants dont 15 femmes (37%). Un acte d'engagement a été signé par les chefs coutumiers pour renforcer l'inclusion des femmes dans le processus de paix. Dans le cadre du développement, 6 Plans des comités de développement des groupements (CDG) ont pris en compte les besoins spécifiques des femmes à hauteur de 30% pour donner suite à la publication du rapport sur les besoins spécifiques des femmes.

L'année 2022 a été consacrée à la mise en œuvre des activités du projet ESPASK dans une zone à multiples défis et conflits. Certains défis ont été rencontrés pendant la mise en œuvre du projet en lien avec la situation sécuritaire et les changements politiques. Une stratégie a été adoptée en vue de s'adapter au contexte et répondre aux défis liés aux conflits coutumiers qui entravent la réalisation des activités des Comité Locaux de Sécurité et de Proximité (CLSP), des Plans d'Action Sécuritaire (PAS), Plan de Développement Local (PDL) et implique le processus de la redynamisation et mise en œuvre des Commissions Consultatives pour la Résolution des Conflits Coutumiers (CCRCC). Une révision du projet et du budget a été effectuée en début d'année 2022 pour mieux répondre au contexte actuel de la zone en intégrant par exemple la mise en place/redynamisation des CCRCC qui n'était pas initialement prévue, et le renforcement du mécanisme de coordination et un mécanisme de suivi de proximité a été mis en place pour mitiger le retard dans la mise en œuvre.

Malgré les défis, le projet a connu des progrès à travers ses activités d'appui aux CCRCC notamment des formations des chefs coutumiers (chefs des chefferies, chefs des groupements et chefs des villages) et des membres de la société civile des chefferies et la mise en place des CCRCC dans le territoire d'Uvira notamment dans les chefferies de Bavira, Bafuliiru et de la plaine de la Ruzizi. Les ateliers réalisés ont bénéficié de l'expertise et facilitation du chef de division de la décentralisation du Nord Kivu mais aussi l'accompagnement du ministère provincial de l'intérieur, décentralisation et affaires coutumières, la division provinciale des affaires coutumières et la CCRCC provinciale. Il faut préciser que dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi il n'a pas été possible de mettre en place une CCRCC à cause de la dualité des pouvoirs qui prévaut dans cette chefferie. Sur une trentaine des villages et groupements, seuls six villages ne connaissent pas de dualité des pouvoirs. En conclusion, les activités ciblant les CCRCC ont produit :

- Une feuille de route
- L'organisation et la participation à des séances de dialogue démocratique et inclusif
- L'amélioration de la performance et la qualité des services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)
- L'actualisation de 6 Plans d'Action, de Plan d'Action Sécuritaire et les Plans de Développement Local
- Le soutien à la participation des femmes dans les Comités locaux de sécurité de proximité (CLSP)

A la suite de plusieurs séances de renforcement des capacités des ETD organisées pour la première année sur des thématiques diverses, y inclus l'approche du financement basée sur les résultats (RBF) et l'élaboration du Plan de Développement Local (PDL), une formation des membres des CDG dans les 12 groupements de la chefferie de Bafuliiru et de Bavira a été organisée sur la composition, l'organisation et le fonctionnement des Comités Locaux de Développement (CLD) selon l'arrêté provincial N0 20/066/GP/SK du 11 septembre 2020, les outils de gestion de CLD/CDG. Au total, 166 personnes dont 51 femmes (31%) ont participé à cette formation.

Un appui aux comités locaux de sécurité de proximité (CLSP) et foras de groupements (FG) a été apporté pour leur permettre de prévenir et répondre aux problèmes de sécurité et améliorer la gouvernance locale et sécuritaire dans les chefferies de Bavira et de Bafuliiru. Un total de 62 réunions de sécurité dont 35 dans la chefferie de Bavira et 27 dans la chefferie de Bafuliiru ont été organisées par les 12 groupements des chefferies de Bafuliiru et de Bavira avec une participation d'un total 1800 personnes dont 620 femmes (34,4%). Les sujets sécuritaires qui ont été traités dans les FG et CLSP sont notamment: les braquages, kidnapping/enlèvement, les vols des vaches/bétail, les viols et violences basées sur le genre (VBG), l'insécurité due à la présence des groupes armés, les infiltrations des troupes étrangères non identifiées, les barrières illégales, les tracasseries, les conflits fonciers (la transhumance), les méfaits des boissons fortement alcoolisées, les assassinats, etc. Ces réunions permettent de diagnostiquer la situation sécuritaire des chefferies pour identifier et analyser les problèmes sécuritaires des entités et proposer des pistes des solutions avec les différentes parties prenantes aux réunions.

3. 00124130 - *Mchango wetu kwa Amani*

Aperçu de l'état du projet

Partenaire de mise en œuvre : Interpeace, APC, SOFAD

Date de démarrage et de clôture : 01 nov 2020 - 30 avr 2022 (quelques activités jusqu'au nov 2022)

Zone Prioritaire : Sud Kivu - Territoires Uvira et Fizi

Montant en USD : 755,809.00\$

Le consortium Interpeace, APC et SOFAD a assuré la mise en œuvre du projet MUCHANGO WETU KWA AMANI allant du 01 octobre 2020 au 30 avril 2022 dans le territoire d'UVIRA et FIZI en province du Sud Kivu qui soutient le processus inclusif dans lequel les communautés et les autorités politiques s'accordent sur une approche de démobilisation, désarmement, et réintégration (DDR) communautaires des groupes armés.

Au cours de la phase finale du projet, tous les efforts ont été davantage axés sur la mise en œuvre effective des activités génératrices de revenus (AGR), à travers des approches à la fois communautaires et individuelles. Les membres de la communauté, les bénéficiaires directs (démobilisés et jeunes à risque), les autorités locales et les membres du comité local de suivi ont été sensibilisés et engagés dans la mise en place d'activités de sociothérapie, d'AGR, de prévention et transformation des conflits dans le cadre du projet pilote. Au cours de la période de rapport de mise en œuvre de la sociothérapie, on note une amélioration des comportements et des attitudes des participants aux séances de sociothérapie qui ont été organisées dans les sept quartiers de la ville de Kiliba. Ainsi, au début de cette activité, il a été noté que 20% des participants se sentaient désespérés contre 6% des participants trois mois plus tard, tandis que 35% des bénéficiaires gardaient encore espoir contre 59% trois mois plus tard.

Un atelier sur le P-DDRCS tenu au printemps 2022 par le Consortium Mchango wetu kwa amani en collaboration avec la Coordination Nationale du P-DDRCS a contribué à la mise en place du Cadre de Concertation pour la Paix et l'Appui au Programme (CCPAP) dans la Province du Sud-Kivu. Ce cadre de concertation présidé par le Gouverneur de Province est une instance inclusive qui définit les rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du P-DDRCS dans la Province.

Le projet a atteint les résultats escomptés dont les principaux sont :

- L'élaboration d'une stratégie provinciale d'une approche DDRCS efficace
- La mise à jour de la cartographie des groupes armés actifs dans la zone

- L'exécution d'un projet pilote dans la cité de Kiliba comme modèle de réinsertion économique et communautaire efficace
- L'expérimentation de l'approche de la sociothérapie comme stratégie de briser le cycle de violence au profit de la cohésion sociale entre les différentes communautés
- La tenue des réunions de coordination avec les acteurs de la consolidation de la paix sous la houlette de l'UAS
- Forte mobilisation des acteurs de consolidation de la paix ainsi des autorités tant nationales, provinciales que locales dans la participation à différents ateliers.
- Mise en place d'un cadre de concertation provinciale ;



Figure 4 : Discussions sur le P-DDRCS et l'approche communautaire

L'évaluation externe finale du projet a démontré que le projet MWKA a été pertinent, cohérent, efficace, à fort impact et durable dans les communautés où il a été implémenté. Du point de vue de la pertinence, il a été constaté que le projet a réellement répondu aux attentes des bénéficiaires. Les actions du projet dans les différentes zones d'intervention se sont révélées à fort impact socioéconomique. Les ex-combattants et les jeunes à risque ont bénéficié d'un encadrement sociothérapeutique afin de leur permettre de rompre avec le cycle de violence et être réintégrés au sein de leurs communautés. Allant de pair avec les moyens de subsistance, le projet

a permis à cette catégorie des bénéficiaires d'initier des activités génératrices de revenus afin d'accroître leurs revenus au sein de leurs ménages (AGR individuelles) et dans leurs communautés (AGR collectives). Il les a ensuite regroupés en associations pour assurer non seulement une forte appropriation du projet, un pouvoir de négociation plus accru mais aussi pour la pérennisation de leurs activités. Quant à la dimension genre, il sied de souligner que le projet MWKA a pu mettre en avant le rôle que les femmes peuvent jouer dans la gestion des conflits et réduction de l'insécurité dans les différentes zones d'intervention. Celles-ci ont été formées sur plusieurs thématiques et ont pu procéder à la sensibilisation communautaire dans le but de mettre fin au cycle de violence en parlant aux différents belligérants dont Makanika et Yakutumba.

C. Ituri

Évolution du contexte général en lien avec la stabilisation

L'année 2022 aura été parsemée d'accalmie mais malheureusement également d'insécurité avec des groupes armés toujours aussi actifs – CODECO, ZAIRE, etc. Dans son ensemble, la province de l'Ituri est touchée par une crise sécuritaire considérable. Dans le territoire de Aru et dans la ville de Bunia, il y a eu une augmentation de la violence, caractérisée par l'activisme des bandits contre les civils. A Irumu, dans la chefferie de Walese Vonkutu, dans la partie limitrophe avec le Nord Kivu, les attaques des présumés ADF furent en progression. A Mambassa, l'activisme des groupes criminels a été davantage rapporté, avec comme cible, les sites miniers. A Mahagi, des affrontements entre la CODECO et la nouvelle branche de la milice Zaïre délocalisée dans ce territoire, furent responsables de nombreux morts et déplacements de la population. A Djugu, on enregistre régulièrement de nombreux affrontements violents entre la CODECO et Zaïre, CODECO et les FARDC. Les CODECO sont depuis 2017, considérés comme l'axe le plus négatif dans la province, et les Zaïre sont plus perçus comme les sauveurs des victimes. Ce qui justifie les attaques simultanées de CODECO contre Zaïre et les FARDC. Malgré cette insécurité, les partenaires de la stabilisation se sont concentrés sur différents plaidoyers en direction des autorités provinciales. Les communautés demandent fortement la restauration des services de l'état ainsi que de projets de relance économique et intégrateurs. Le dialogue démocratique reste un outil solide qui maintient des liens entre les communautés.



Figure 5 : Cérémonie d'installation des magistrats au Tribunal de paix de Djugu

1. 00121568 - Accompagnement des communautés du Sud Irumu après la signature de l'Accord de paix du 28 février 2020

Aperçu et l'état du projet

Partenaire de mise en œuvre : ACIAR

Date de démarrage et de clôture : 01 juin 2020 – 31 mai 2022 (prolongation sans-coût jusqu'au 30 sept 2022)

Zone Prioritaire : Ituri - Sud-Irumu

Piliers d'intervention : Dialogue démocratique (Pilier 1 DDRCS)

Montant en USD : 810,525.48\$

ACIAR a mené dans le Sud Irumu un projet de dialogue démocratique au profit des communautés des entités ci-après : Bahema Boga, Bahema Mitego, Bahema Sud, Banyali Tchabi, Babira Andisoma, Walese Vonkutu, Walendu Bindi.. Ce projet a permis de renforcer les mécanismes locaux de dialogue et de paix dans les entités visées et d'encourager les communautés à résoudre pacifiquement leurs différends. À cet effet, plusieurs structures d'initiatives locales de paix(ILP) ont été renforcées en capacités et appuyées en vue d'opérationnaliser la stratégie de dialogue intra-communautaire.

Depuis la révision et prolongation avec coûts accordée par le CAN à l'ONG nationale ACIAR en 2021, la mise en œuvre du projet s'est focalisé sur son objectif global d'appuyer la population de l'Est de la RDC et l'État congolais à s'engager dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer les problèmes liés à la Force de résistance patriotique d'Ituri(FRPI) et résoudre les conflits liés au processus de paix avec ce groupe armé, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives. La lenteur dans le processus de signature de l'avenant au contrat et le transfert tardif de fonds ont impacté la mise en œuvre des activités. Une extension sans coût a été accordée afin de permettre de clôturer les activités prévues.

En 2022, trois réunions de CLSP (Comité Local de Suivi du Processus FRPI) ont été organisées avec la participation de 205 personnes dont 23 femmes (11,2 %) pour présenter le P-DDRCS, évaluer la situation sécuritaire de la Chefferie des Walendu Bindi et la situation sécuritaire en général, notamment les exactions commises par les éléments de la FRPI. Aussi, trois ateliers de vulgarisation de la stratégie nationale du PDDRCS ont été organisés dans les communautés de Gety, Shari et Nyankunde. Au total, 340 personnes dont 42 femmes y ont participé. Dans le cadre du P-DDRCS, des contrats ont été signés avec 5 radios (3 radios à Gety, 1 radio à Nyankunde et 1 à Bunia) pour trois émissions par jour dans différentes langues.

L'évaluation externe du projet a démontré que le projet a permis de sensibiliser les communautés et de faciliter le retour et réintégration des XCs à travers des futures interventions de P-DDRCS. Pour ce qui concerne la réintégration communautaire des éléments qui seront démobilisés de la FRPI et des effets de cette sensibilisation, 84,8% dont 52,1% des femmes et 32,7% des hommes, majoritairement des Walendu-Bindi (46,1%) affirment être prêts à accueillir et cohabiter avec les démobilisés. L'optimisme quant à un avenir plus paisible et à l'aboutissement du processus d'éradication de la FRPI a été exprimé par presque trois quart (73,3%) des enquêtés.

En fin de compte, le processus de P-DDRCS lancé par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo rencontre également l'assentiment de la majorité des enquêtés dont 78,3% (48,9% des femmes et 29,4% des hommes) ont exprimé une opinion favorable à l'adhésion au programme.

2. 00121338 - Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI)

Aperçu et l'état du projet

Partenaires de mise en œuvre : OIM, Trocaire, Caritas

Date de démarrage et de clôture : 15 sept 2021 – 15 mars 2023

Zone Prioritaire : Ituri - Sud-Irumu

Montant en USD : 3,470,544.00\$

Le projet mis en œuvre par le consortium « OIM-Trôcaire-CARITAS » vise à contribuer au renforcement de la coexistence pacifique et à la résilience des communautés grâce à des activités de relance économique et de renforcement de la cohésion sociale.

Durant cette période, et en dépit des défis sécuritaires spécialement à Boga, le projet a mis en œuvre des activités selon la planification dans les 4 localités ciblées de Gety et Olongba dans la chefferie des Walendu Bindi, Kasenyi et ses villages environnants et dans le secteur des Bahema Sud et Boga centre dans la chefferie des Bahema Boga. La recrudescence de l'insécurité aux alentours de la zone de Boga où les ADF ont continué à opérer clandestinement, et l'insécurité dans la zone de Baviba caractérisée par l'affrontement entre les éléments de la milice FRPI et ceux de FPIC dit CHINI YA KILIMA ont constitué des défis à la mise en œuvre et le projet a connu des retards. Dans la zone de Boga, les fonds pour des travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), qui étaient destinés aux 225 jeunes à risque ont été affectés à la mise en place des AGRs en soutien à la radio communautaire tel que décidé par les communautés bénéficiaires de la localité cible du projet à Boga.

A travers son approche communautaire, le projet a permis aux communautés bénéficiaires et les autorités locales de s'en approprier afin de mieux travailler ensemble. Les données des partenaires démontrent une augmentation de 85% à 99% des personnes enquêtées qui affirment que le tissu social s'est renforcé grâce aux multiples rapprochements inter et intracommunautaires induits à travers différentes activités d'appui telles que les formations professionnelles, le renforcement des capacités des Mutuelles de Soolidarité(MUSO), des groupements de producteurs, et des travaux HIMO.

Au cours de ce semestre, avec la modalité HIMO, le projet s'est concentré sur les travaux de construction des infrastructures communautaires retenues dans les localités de mise en œuvre du projet. Les bénéficiaires HIMO sont au total 975 personnes, à raison de 325 personnes par localité d'intervention du projet. A Gety (170F et 155H) et Bavi (183F et 142H), 100% des bénéficiaires attendus se sont présentés. Pour la composante réintégration communautaire, 400 jeunes ayant bénéficié des formations professionnelles en secrétariat public, coupe et couture, menuiserie, coiffure et esthétique, boulangerie et savonnerie qui ont duré 4 mois, se sont regroupés en associations pour démarrer des AGRs avec des fonds/ moyens octroyés par le projet, en appui à leur auto-emploi. Une formation sur la réussite d'une microentreprise à travers une bonne gestion a été organisée par le projet au profit de 1572 participants dont 692 hommes et 880 femmes et parmi lesquels 981 étaient des jeunes. Pour appuyer les groupements, quarante (40) machines mixeurs dont 20 pour la transformation de feuilles de manioc et 20 autres mixeurs pour la transformation de pâte d'arachide ont été mis à la disposition des groupements agricoles des chefferies de Walendu Bindi et Bahema Boga et sont opérationnels, un bâtiment (Kasenyi) et un dépôt sur les trois prévus ont été complètement achevés, les deux autres étant en cours de finalisation (crépissage) à Boga et Gety.

3. 00123593 - Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu

Aperçu et l'état du projet

Partenaires de mise en œuvre : Cordaid, FOMI, Justice Plus, VNGI

Date de démarrage et de clôture : 1 sept 2020 – 30 nov 2022

Zone Prioritaire : Ituri - Djugu

Montant en USD : 2,484,000.00

À Djugu, le projet « Ensemble pour la sécurité et la paix à Djugu », ESPAD en sigle, mis en œuvre par un consortium de quatre organisations (Cordaid, VNGI, Justice Plus et FOMI) a été clôturé au 30 septembre 2022. Les ETD suivantes ont été concernées par le projet : Bahema Nord, Bahema Badjere, Walendu Djatsi, Walendu Pitsi et Walendu Tatsi. Ce projet a visé à renforcer la reconnaissance par les

populations de l'État comme le principal fournisseur redevable et transparent des services à la population, favorable à la paix et à la stabilité. Les bénéficiaires directs de ce projet sont les autorités judiciaires ainsi que les agents et cadres du personnel du Tribunal de paix(Tripaix) Djugu, les autorités administratives et coutumières, les structures communautaires de dialogue et de paix, la société civile, la PNC, les FARDC, les membres des associations des jeunes et des femmes, ainsi que les membres de la communauté.

En termes de réalisations, un bâtiment pour la police a été construit à Fataki par le projet en collaboration avec la MONUSCO, UNPOL, le Gouvernement provincial et le Ministère provincial de l'Intérieur. En vue de rétablir et renforcer la confiance entre les populations et les forces de sécurité, 57 personnes ont participé à l'activité de rapprochement civilo-militaire organisée à Djugu centre, avec la participation des membres des structures des femmes (AFP) et des jeunes(AJP), les membres des comités de sensibilisation au sein de la FARDC et PNC, les agents de la sécurité (FARDC et PNC et ANR), les éléments de la FARDC, les membres des associations taxi moto, Fédération des entreprises du Congo (FEC) et les leaders communautaires. Parmi les participants, on a noté la présence de 7 jeunes filles, 22 femmes, 10 jeunes garçons et 18hommes.

Le projet a également appuyé 4 audiences foraines du Tribunal de Paix de Djugu (dont le siège se trouve à Djugu Territoire) à Pimbo, Bule et Djugu centre sur l'homologation des compromis fonciers. Sur 244 dossiers inscrits au rôle, 400 ont été pris en délibéré, 27 jugements prononcés et 2 signifiés. 17 survivantes des VBG dont 8 mineures ont bénéficié de l'assistance juridique et judiciaires ainsi que des frais de transport.



4. 00123594 - Pour un Djugu pacifique

Aperçu et l'état du projet

Partenaire de mise en œuvre : DRC, Justice Plus, AJEDEC et Associturi

Date de démarrage et de clôture : 1 sept 2020 - 31 août 2022 (prolongation sans-coût jusqu'au 30 nov)

Zone Prioritaire : Ituri - Djugu

Montant en USD : 3,024,000.00\$

Au cours de la période 2022, le projet a mis en œuvre des activités de cohésion sociale et résilience intra et intercommunautaire et de réduction des risques de recrutement des jeunes défavorisés par des groupes armés. Les activités menées incluent entre autres la réalisation d'activités d'échanges intracommunautaires, des journées portes ouvertes, des séances de sensibilisation, des réunions de stabilisation avec les autorités territoriales et locales, l'appui technique et l'accompagnement des associations des femmes et jeunes dans la mise en œuvre des activités (sensibilisation, plaidoyer, portes ouvertes, référencement des cas de protection, coaching sur la gestion des AVEC, AGR, formation des membres de la société civile). Ces activités ont été mises en œuvre dans les 8 zones d'intervention à savoir : Nizi, Pimbo, Fataki, Kpandroma, Blukwa, Masumbuko, Tchomia et Bule. Le vol de certains matériaux de construction des ouvrages communautaires, l'accès difficile dans certaines localités à cause de l'insécurité notamment à Aru, à Fataki, aux alentours de Bule, de Masumbuko, de Pimbo et de Niziont ont perturbé la mise en œuvre des activités. Le rebondissement des conflits entre communautés par suite de l'incident de Tchomia et le problème d'accessibilité, à la suite de la reprise de la saison des pluies ont également touché le projet. Pour pallier à ces défis, le projet a organisé des réunions communautaires chaque semaine pour faciliter l'appropriation des activités par les leaders communautaires, et assuré le recrutement des staffs issus des communautés ciblées.

Le projet a été caractérisé par une forte implication des jeunes et des femmes dans sa mise en œuvre à travers des activités de sensibilisation qui ont contribué à adopter, au sein des communautés, un comportement pacifique pour le développement du territoire de Djugu. Pour y arriver, plus de 840 jeunes parmi lesquels plus de 40% de femmes étaient impliqués directement dans cette sensibilisation et dans les activités pour la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les communautés du territoire de Djugu. Au total, 59 séances de sensibilisations ont été réalisées au profit de 1910 jeunes dont 691 femmes et 1219 hommes. Ces séances de sensibilisation ont été suivies par 16 émissions radios sur le même thème entre autres. Au delà des messages de paix et de cohésion sociale, la sensibilisation portait également sur des thématiques de protection à l'issue de laquelle 57 cas de protection dont 30 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été identifiés et documentés durant cette période. Les cas nécessitant une prise en charge médicale ont été référés à l'hôpital.

Tout au long de la mise en œuvre du projet, 144 jeunes (dont 64 filles, soit 44,44% et 80 garçons) ont bénéficié du processus d'apprentissage professionnel en métiers notamment la coupe et couture, la menuiserie et la mécanique automobile. Au total, 848 jeunes à risque dont 39 % des filles étaient impliqués dans la réhabilitation et la construction de 8 infrastructures communautaires par l'approche HIMO dans la communauté de Nizi, Tchomia, Bule, Masumbuko, Blukwa, Kpandroma, Fataki et Pimbo. Par exemple, en 2022 les travaux de construction du bâtiment administratif du centre de santé de la zone de Pimbo et 3 hangars du marché de Fataki ont été finalisés et auxquels 96 jeunes (46 femmes et 50 hommes) ont contribué à exécuter à travers l'approche HIMO qui consiste à recourir à la main d'œuvre locale.

ASSOCITURI sous l'accompagnement de DRC a appuyé la redynamisation des 58 associations féminines et la formation des 8 réseaux d'associations des femmes du territoire de Djugu. L'intervention a permis à 180 femmes d'être impliquées dans la promotion du leadership féminin et du genre dans leurs communautés. A la suite des plaidoyers, les autorités ont signé des actes d'engagement soutenant et accompagnant les femmes de Djugu tout au long de la mise en œuvre du projet.

D. 00125797 - Appui au Secrétariat Technique – Fonctions substantives /00124887 – Appui au Secrétariat Technique - Fonctions de gestion

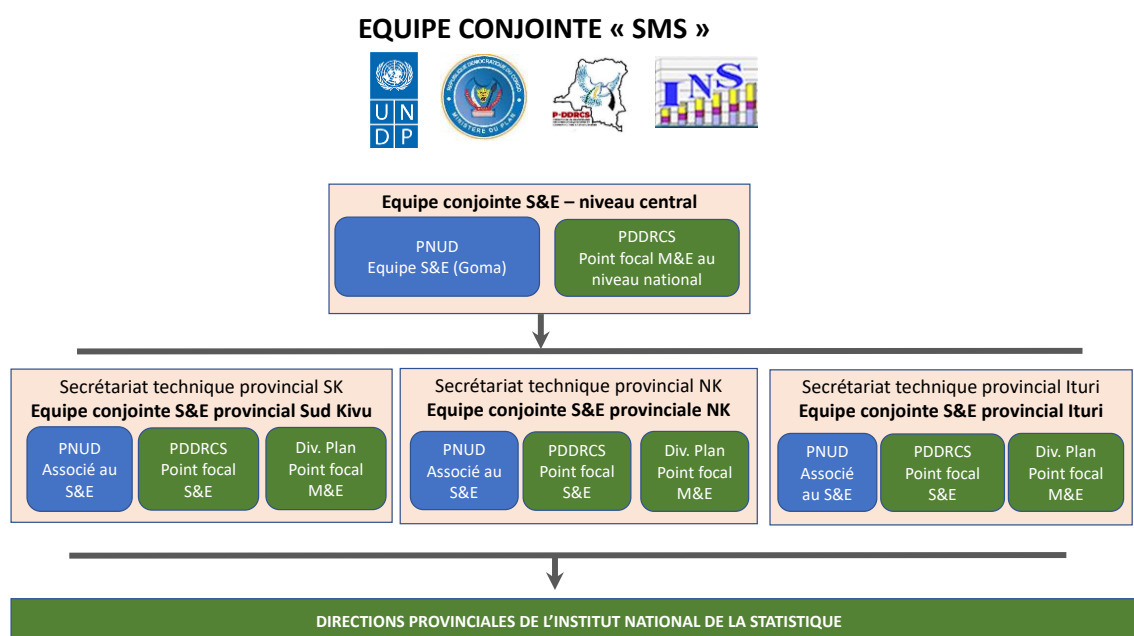
Ces deux projets avaient été conçus pour assurer le fonctionnement du Secrétariat technique (ST) et de mettre en œuvre l'ébauche du cadre de mise en œuvre de l'ISSSS 2020-2024. Il était prévu que ces deux projets soient exécutés directement par l'UAS, avec l'appui opérationnel du PNUD, mais aucun accord d'entente entre les deux structures n'a été mis en place à cet effet et la ligne de reporting est

resté avec le PNUD. Aucun rapport annuel n'a été reçu du partenaire de mise en oeuvre, à part les contributions au rapport consolidé ci-dessous.

Appui au Secrétariat Technique - Fonctions de gestion

Le projet de gestion contribue à la fois à la gestion programmatique -y inclu le rôle d'agent de gestion-, et le suivi-évaluation. Initialement conçu en 2020, la réalisation de certaines activités prévues dans le document de projet n'ont pas été réalisées, notamment celles de renforcement de capacités de la contrepartie nationale, suite à l'absorption du STAREC dans le P-DDRCS et des questions qui se posaient sur la représentation du gouvernement congolais dans le secrétariat technique du FCS. Par conséquent, un contrat de performance n'a pas été conclu, et toutes les séances de renforcement prévues n'ont pas eu lieu. Cependant, l'équipe de suivi et évaluation a continué de travailler conjointement avec des coordinateurs par interim du P-DDRCS et ensuite avec des coordinateurs provinciaux nommés par le Président de la République.

À la suite de la nomination des coordinateurs provinciaux du PDDRCS, l'équipe de S&E a changé la configuration institutionnelle de l'équipe conjointe en intégrant pleinement le PDDRCS. L'équipe a travaillé avec le PDDRCS qui a nommé des points focaux permanents de suivi et évaluation dans chaque province. Ces points focaux sont employés par le PDDRCS, mais travaillent à 60 % avec l'équipe SMS. La nouvelle configuration est représentée par la figure 1 ci-dessous.



Dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, des séances de formation sur l'évaluation d'impact selon les critères du CAD ont été organisées pour la contrepartie gouvernementale de l'équipe de suivi et évaluation⁸. Les modules proposés incluaient la révision de la théorie de changement, le traitement des questionnaires de recherche, la collecte des données quantitatives et qualitatives, le nettoyage des données, la triangulation des données, l'analyse, la rédaction du rapport et la restitution aux partenaires. Le cours a été mis en pratique en mars, lorsque l'équipe SMS a effectué des évaluations à mi-parcours des projets financés par le FCS et lors de la collecte des données quantitatives en décembre 2022.

⁸ En 2019, le réseau du CAD sur l'évaluation du développement a adapté les critères d'évaluation du CAD au nouveau paysage du développement et à l'Agenda 2030. Les critères sont largement utilisés dans les évaluations des programmes de développement bien au-delà de l'adhésion du CAD

Après deux ans de mise en œuvre et de collecte de données, le SMS dispose d'une base de données quantitative avec plus de 32.000 observations vérifiées. Il s'agit de la première base de données consolidée en RD Congo contenant des données de stabilisation provenant des bénéficiaires directs de différents projets. Du 12 au 16 décembre 2022, ces données ont été examinées par l'institut provincial des statistiques, des fonctionnaires du PDDRCs et de la Division du Plan du Nord-Kivu, Sud-Kivu et de l'Ituri. Les données suivantes sont disponibles :

Type de données disponibles	Collecte de données effectuée au cours du semestre	Accès en ligne
SMS 2 ⁹ - Données du cadre de résultats du FCS	L'équipe a réalisé en juillet une collecte de données sur environ 4000 bénéficiaires.	SMS VISUAL (https://app.powerbi.com/view?r=eyJrJoiZmU0ODMzMtAtYmQ4NC00ZDA3LTgyYTYtOTE5NTE1YzBkNjU3IiwidCI6ImIzZTVkYjVlTi5NDQtdGzNy05OWY1LTc0ODhhY2U1NDMxOSIsImMiOiJh9)
SMS 4 ¹⁰ - Aperçu du contexte	L'équipe a réalisé en mars et juillet une collecte de données sur environ 100 structures communautaires.	
SMS 5 ¹¹ - Etudes qualitatives longitudinales	Quatre études qualitatives réalisées au Sud Kivu et en Ituri	ISSUU Platform Stack SMS 5 (https://issuu.com/sms_drc/stacks/b845d92156d54f3bbcc1d203097d41f4)
Evaluations à mi-parcours des projets	L'équipe S&E a finalisé quatre évaluations à mi-parcours et tous les rapports et enseignements tirés ont été finalisés et discutés avec les partenaires FCS.	ISSUU PLATFORM: STACK EVALUATION MID-TERM (https://issuu.com/sms_drc/stacks/be73384f51ca4eeb90cd8f24d1b9c40a)
Rapport d'impact du FCS	Vous trouverez ici tous les rapports sur l'impact des projets FCS (produits tous les 6 mois).	ISSUU PLATFORM STACK IMPACT REPORT

Les annexes 1 et 3 du présent rapport reprennent les informations clés en terme de contribution des partenaires à l'atteinte des résultats (annexe 1 – SMS1) et sur l'impact du fonds (annexe 3 – Rapport d'impact). À la suite de la formation organisée en 2021 en faveur des partenaires de FCS en *Data Quality Assessment*, une évaluation de la qualité des données pour garantir la validité, la transparence et l'intégrité des données, l'équipe S&E a constaté une amélioration considérable de la qualité des données reçues des partenaires en juillet 2022 et en janvier 2023 (deux périodes clés pour la récolte des données) comparativement aux semestres passés.

Gestion programmatique

Cette fonction recouvre deux éléments distincts : (i) la gestion quotidienne du FCS par la cellule de gestion du Fonds dans le cadre du Secrétariat Technique d'une part¹², et (ii) la fonction d'agent de gestion du FCS pour les partenaires non-UN par le PNUD d'autre part. La gestion programmatique a été soutenue par l'équipe de suivi et évaluation qui a effectué des visites programmatiques régulières. En ce qui concerne la **gestion du Trust Fund Management Cell, il est à noter que le poste de Gestionnaire de Fonds a été vacante depuis le mois d'août 2022.**

Au cours de l'année 2022, l'équipe de S&E a effectué 12 missions trimestrielles régulières de contrôle de la qualité des projets (quatre missions au Sud-Kivu, 6 en Ituri et 2 au Nord-Kivu), produisant 6 rapports d'évaluation à mi-parcours sur des projets, un rapport d'évaluation finale du projet « dialogue

⁹ SMS 2 : guide des indicateurs de stabilisation en RDC & contrôle de la qualité des données (DQA)

¹⁰ SMS 4 : suivi- actualisation du contexte suivi des changements dans le contexte : collecte de données trimestrielles

¹¹ SMS 5 : étude qualitative longitudinale Comprendre les changements observés - collecte de données semestrielle

¹² Il est à noter que le poste de gestionnaire de fonds a été vacant depuis le mois de septembre 2022. En effet, pour ce fonction avec responsabilité fiduciaire importante, le PNUD ne peut recruter que du personnel sous statut FTA (staff), ce qui nécessite d'avoir un financement sécurisé sur un an. Le projet d'appui au secrétariat technique allait prendre fin le 31 décembre 2022, ce qui n'ont pas permis de sécuriser les conditions minimales pour pouvoir recruter un remplacement.

démocratique pour la paix à Beni » et 6 rapports de fin de mission. Tous les rapports identifient l'état d'avancement des activités, le degré d'appréciation par les bénéficiaires, les problèmes rencontrés et les stratégies d'atténuation.

Tableau 2 : Des missions effectuées par les points focaux SEA

Types de mission	Période	Statut des recommandations ¹³
Ituri		
Évaluation à mi-parcours du projet « Pour un Djugu Pacifique », DRC	fév/mars et septembre 2022	12 recommandations : 7 déjà réalisées, 2 en cours de réalisation, 2 non réalisées, à prendre en compte pour des projets futurs
Évaluation mi-parcours du projet « Ensemble pour la Paix et la sécurité à Djugu », CORDAID	fév/mars et septembre 2022	10 recommandations : 7 déjà réalisées, 2 non réalisées et 3 à prendre en compte pour des projets futurs
Suivi et Évaluation à Irumu du projet « Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées », OIM	mai et octobre 2022	11 recommandations : 5 suivies et 3 non réalisées, 1 en cours de réalisation, 1 réalisée partiellement et 1 à prendre en compte pour des projets futurs
Suivi et Évaluation à Irumu du projet « Dialogue démocratique à Irumu », ACIAR	mai 2022	2 recommandations : 1 réalisé
Sud-Kivu		
Évaluation à mi-parcours du projet « Ensemble pour la paix et la sécurité au Sud Kivu » (ESPAK), Cordaid	fév/mars 2022	10 recommandations : 3 réalisées, 3 en cours de réalisation et 4 non réalisées
Evaluation à mi-parcours du projet « Terre et élevage pour la paix » UJAMAA, Zoa	fév/mars 2022	10 recommandations : 2 réalisées, 4 en cours de réalisation et 4 non réalisées
Suivi-évaluation des projets UJAMAA, Zoa; Muchango Wetu kwa Amani, Interpeace	Mars, octobre 2022	1 réalisée, 14 en cours de réalisation et 2 non réalisées
Nord-Kivu		
Une mission de suivi du projet « Dialogue Démocratique pour la paix à Beni », Pole Institute	mai 2022	Toutes les 4 recommandations ont été suivi avant la fin des activités du projet
Une mission de l'évaluation finale du projet « Dialogue Démocratique pour la paix à Beni », Pole Institute	Octobre 2022	8 recommandations qui pourront être prises en compte pour la mise en œuvre des nouveaux projets similaires.

En plus de la gestion courante et les relations avec les partenaires en lien avec les décisions programmatiques sur les projets en cours, nous pouvons rapporter les activités principales suivantes :

- Revue préliminaire du manuel d'opérations du FCS avec l'appui d'un consultant externe, dans le courant du premier trimestre 2022. Il a ensuite été décidé de mettre en suspens ce processus dans l'attente de la clarification de l'avenir du Fonds.
- Réalisation d'une évaluation externe en vue de la clôture du FCS à la fin de 2022, et préparation de la réponse de management à ce rapport.
- Préparation et tenue de deux réunions en présentiel du Conseil d'Administration National du FCS en mai et décembre 2022.

¹³ Voir S&E Annexe I

- Préparation d'une note conceptuelle pour l'appui au P-DDRCS (phase 1), et d'une feuille de route pour la préparation et le lancement des AAP pour l'appui au P-DDRCS (seconde phase).
- Organisation d'une retraite de l'UAS à Bukavu en septembre 2022, qui a entériné l'adoption d'un nouveau concept pour l'unité (fin de l'unité hybride).

En 2022, l'Agent de gestion(AG) a géré 8 contrats avec les partenaires. En ce qui concerne la gestion financière des projets mis en œuvre par les partenaires ONG, l'AG a reçu à la fin de 2022 de l'Agent Administratif une somme totale de 16.04 millions USD et en a transféré 12 millions aux partenaires. Les activités d'assurance qualité sont réalisées suivant l'approche HACT des Nations-Unies. Ceci recouvre : (i) les micro-évaluations (pour les partenaires sélectionnés ou potentiels) ; (ii) les vérifications ponctuelles (ou spot-checks), (iii) les audits ordinaires ou spéciaux ; (iv) le suivi financier (essentiel pour comparer l'exécution budgétaire et l'avancement vers les résultats) ; (v) le renforcement de capacités par des formations ou coaching. L'annexe 3 présente le détail des activités réalisées par partenaire.

Appui au Secrétariat Technique – Fonctions substantives

A travers ce projet, un certain nombre de postes ont été financés pour mettre en œuvre l'ébauche du cadre opérationnelle de l'ISSSS (il n'a jamais été validé par le gouvernement congolais). Le projet a permis de financer un poste de renforcement de capacités. Des séances d'échanges sur l'identification des thématiques clés ont été organisées et l'élaboration des plans d'appuis à Uvira, Bukavu et Goma. L'objectif de ces séances était de permettre aux acteurs de la stabilisation, notamment, les organisations non-gouvernementales nationales œuvrant dans le domaine de la stabilisation, les divisions et les Ministères provinciaux du plan, de l'intérieur et des affaires coutumières et les leaders communautaires d'identifier et prioriser les thématiques clés relatives à l'information et formation sur la stabilisation et d'élaborer les plans de formations/informations et le calendrier des appuis annuels pour l'année 2022-23.

Mise en place en septembre 2021, la Cellule engagement politique a élaboré sa stratégie et son plan opérationnel début 2022, au terme d'un cycle de consultation mené à Kinshasa et dans les provinces au sein de la MONUSCO, auprès de certains bailleurs, des autorités et des partenaires de la société civile. L'engagement politique a bénéficié en 2022 d'un soutien financier réduit du FCS limité au financement de deux postes d'experts nationaux (sur un total de quatre experts nationaux et un expert international constituant la cellule). D'autres postes et des activités de la cellule sont principalement financés à travers des contributions bilatérales substantives au PNUD, en particulier les Pays-Bas et l'Allemagne.

La stratégie d'engagement politique déployée repose sur deux principaux axes, lesquels adressent les dimensions politiques et institutionnelles de certains des objectifs prioritaires de stabilisation définis dans les provinces (voir supra). L'action de la cellule agit ainsi en soutien et en complémentarité aux différents programmes mis en œuvre par les partenaires du FCS, et permet de lier les actions au niveau communautaires à des processus de changement politique au niveau provincial et national. Ci-dessous, les principales réalisations de la Cellule pour l'année 2022 (le PNUD n'a pas donné des informations sur la source de financement).

- Appui financier de l'atelier de validation de l'avant-projet de loi foncière organisé par la CONAREF à Kinshasa du 25 au 27 mai. L'atelier a réuni plus de 300 participants et a permis de préciser les contours de la réforme sur les enjeux de la sécurisation des terres des communautés locales et de l'accès à la terre (en lien avec la problématique des grandes concessions particulièrement sensible dans les zones couvertes par les interventions de stabilisation).
- En lien et en appui au projet UJAMAA (ZOA, Sud Kivu), la Cellule engagement politique s'est engagée à appuyer le Ministère national de la Pêche et Élevage, à travers la Députée Annie

Mombunza et certaines organisations de la société civile (dont les partenaires FCS) pour le développement d'un cadre législatif permettant de réduire la conflictualité entourant la transhumance. Un 1^{er} atelier organisé en mars 2022 a permis la finalisation d'une proposition de loi. Suite au plaidoyer mené, la transmission du texte au GoDRC a finalement eu lieu dans le courant de la session parlementaire suivante (septembre – décembre), ce qui constitue une première étape importante.

La Cellule EP a organisé deux ateliers à Goma en avril 2022 avec les autorités compétentes et des organisations partenaires spécialisées pour discuter de l'installation de la Coordination provinciale (CP) CONAREF et développer un plan d'engagement pour obtenir la signature par le Gouverneur militaire d'un arrêté de création. Un plan d'actions fut développé au terme de la rencontre et sa mise en œuvre fut confiée au conseiller du gouverneur en charge des affaires foncières et quelques partenaires clés. Le 30 mai 2022, l'arrêté provincial a été signé créant la CP-CONAREF. La Cellule engagement politique a ensuite collaboré avec la CP-CONAREF dans le développement de son plan opérationnel et de sa stratégie de communication. Un projet d'appui à la CP-CONAREF a été élaboré par la cellule EP et la CONAREF, avec comme principal objectif le développement de la politique publique provinciale en matière foncière et d'aménagement du territoire pour le Nord Kivu (P3-FAT).

En novembre 2022, la Cellule engagement politique du PNUD a lancé un projet de résolution des conflits coutumiers dans les territoires de Rutshuru et de Lubero au Nord Kivu, avec son partenaire le Forum des Amis de la Terre (FAT) et en appui à la Commission Consultative pour le Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC) et à la Division provinciale des affaires coutumières. Ce projet de 3 mois s'était fixé comme ambition la résolution de 4 conflits coutumiers, ainsi que la production de leçons apprises pour une mise à l'échelle de l'intervention. Au terme du projet, la CCRCC provinciale est parvenue à régler pacifiquement, par voie d'arbitrage, trois des quatre dossiers dont elle s'était emparée, dans le village Kyahemba et dans les groupements de Tama et Itala.

En appui au programme ESPASK financé par le FCS, la Cellule engagement politique et son partenaire VNG ont développé un projet d'appui au Ministère provincial de l'Intérieur et à la Division des affaires coutumières au Sud Kivu. Ce projet poursuit 3 principaux objectifs : 1) informer, sensibiliser et mobiliser les chefs coutumiers sur la CCRCC et son rôle dans le règlement des conflits coutumiers, 2) obtenir l'adhésion des chefs coutumiers à la redynamisation et l'opérationnalisation de la CCRCC et 3) convenir de manière collégiale d'une stratégie et d'un plan d'actions pour la redynamisation de la CCRCC, au niveau de la province et des ETD. Ce projet a été lancé en décembre 2022 et se clôturera en avril 2023.

L'adhésion des acteurs clés, politiques, coutumiers, sécuritaires et économiques, exerçant une influence (positive et/ou négative) sur les dynamiques de conflit et leur engagement constituent une condition important du succès des interventions de stabilisation. Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre et aux partenaires du projet Muda wa Amani implementé par HEKS-EPER, la Cellule a recruté 4 facilitateurs (des acteurs influents, politiques pour certains d'entre eux, sur le modèle des « inside mediators »). Ils ont mené des analyses d'acteurs, ont facilité un certain nombre de contacts au niveau local, provincial et national et soutiennent activement les efforts de communication et de mobilisation des parties prenantes. Ils orientent par ailleurs les partenaires dans l'exécution de leurs actions, avec un focus particulier sur l'engagement politique et la sensibilité aux conflits.

Conclusion

Ce rapport présente les réalisations et la performance du Fonds de cohérence pour la stabilisation pour l'année 2022. Il est important de noter que l'année 2022 a rencontré des changements importants en matière de sécurité, politique et institutionnel autour du Fonds de cohérence pour la stabilisation. Sur le plan sécuritaire, nous avons pu noter une augmentation des conflits, au Nord Kivu entre les FARDC et le M23, en Ituri entre CODECO, Zaire et les FARDC. Par contre, le mouvement des groupes armés du Sud Kivu en direction du Nord Kivu aura contribué à réduire l'intensité des conflits dans la province du

Sud Kivu. De plus, le nombre de processus politiques en cours s'avèrent complexes et il reste de même de nombreuses attentes par rapport au Programme DDRCS.

Sur le plan institutionnel, l'année 2022 aura été une année charnière pour le Programme DDRCS avec le développement de la Stratégie Nationale ainsi que le développement inclusif des Plans Opérationnels Provinciaux en Ituri, au Sud Kivu, au Maniema et Tanganyika.

Malgré un contexte politico-sécuritaire difficile, ainsi que des changements institutionnels profonds, le FCS a continué son travail et atteint des résultats et un impact de plus en plus perceptible et mesurable. Grâce au système du SMS développé par la Cellule Suivi et Evaluation du FCS, en collaboration avec le P-DDRCS dans les provinces de l'Est, ainsi que l'Institut National des Statistiques et les Divisions du Plan de l'Ituri, Nord et Sud Kivu, il est possible de retenir des points suivants des différents projets financés par le FCS, qui sont basés sur des évidences statistiquement significatives :

- Dans un projet, la sociothérapie a favorisé la cohésion sociale et faciliter une cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Cependant, aucune donnée d'appui psychosociale et de santé mentale n'a été incluse dans le projet et il n'est pas possible de mesurer si le projet a eu des éventuelles conséquences sur la santé mentale des bénéficiaires.
- Les structures de gouvernance sécuritaire peuvent contribuer à renforcer la gouvernance sécuritaire inclusive. Les CLS et CLSP sont des mécanismes de gouvernance sécuritaire qui identifient et traitent les problèmes de sécurité au niveau local.
- L'approche de financement basé sur la performance (Result Based Founding) permet d'atteindre des résultats précis et bien déterminés, laquelle incite le contractant à remplir ses obligations avec une meilleure performance.
- L'approche de médiation pacifique mise en œuvre à travers des structures communautaires a démontré son efficacité comme mécanisme de résolution pacifique des conflits. Elle contribue non seulement à la réduction des conflits dans les communautés mais aussi épargne aux ménages des dépenses liées à une approche judiciaire.
- La responsabilisation des leaders communautaires, des organisations de femmes et des jeunes dans la conduite des initiatives de paix et de cohésion sociale peut contribuer à la durabilité des acquis des projets.
- La présence des instances judiciaires dans une zone et qui tranche les problèmes de manière équitable, réduit le recours à la justice informelle et l'impunité.

L'année 2022 fut également une période qui aura permis le déblocage des organes du Conseil National d'Administration du FCS, permettant la prise de décisions stratégiques pour l'allocation des fonds. L'avenir du FCS a été sécurisé à court terme avec une prolongation administrative jusque fin 2024. L'avenir des activités d'appui à la stabilisation à plus long terme (réforme du FCS) fait l'objet de consultations depuis début 2023.

Il est à noter que l'espace politique et sécuritaire risque de se détériorer davantage en 2023 à l'approche des élections, ce qui exige un positionnement stratégique du FCS en tant qu'instrument de financement des Nations-Unies pour l'appui au P-DDRCS.

VI. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrale du présent rapport :

- Annexe 1 – SMS1 - Performance des partenaires dans l'atteinte des résultats ISSSS
- Annexe 2 – Rapport 2022 de l'agent de gestion
- Annexe 3 – Rapport d'impact (Juillet à décembre 2022)

ANNEXE 2:
RAPPORT de
l'AGENT de
GESTION

Fonds de cohérence pour la stabilisation

Rapport de l'Agent de Gestion 2022 au Conseil d'Administration National

Préparé en vue du CAN du 12 décembre 2022 et actualisé au 31/12/2022

Introduction

1. Le rôle d'Agent de Gestion (AG) a pour objectif d'assurer la *gestion et la responsabilité fiduciaires* sur les projets du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) mis en œuvre par des organisations partenaires non-UN, en complément de la *responsabilité programmatique* qui est assurée pour tous les projets par le Secrétariat Technique. Le rôle d'Agent de Gestion du FCS est assuré par le bureau du PNUD en République démocratique du Congo.
2. Les fonctions remplies par l'AG à l'égard des partenaires non-UN consistent en : (i) gestion des contrats, (ii) gestion des transferts financiers, (iii) activités d'assurance suivant l'approche harmonisée de transfert d'espèces (HACT).

Gestion contractuelle

3. L'AG gère un portefeuille de huit contrats avec des partenaires pour la conduite des projets de stabilisation, dont six avec des ONG internationales et deux avec des ONG nationales. En plus des sept contrats en cours fin 2021, l'AG a signé en 2022 un contrat avec un nouveau partenaire (Heks-Eper). En outre, des amendements contractuels (extension sans coût) ont été signés avec trois partenaires (ACIAR, CORDAID et Danish Refugee Council). La liste des contrats avec date de validité est présentée dans le tableau 1.

Gestion financière

4. Les contributions reçues de l'agent administratif (*Multi-Donor Trust Fund Office*) par l'agent de gestion pour les projets des partenaires non-UN totalisent un montant de 16,04 millions de dollars américains. Cette somme inclut les montants contractuels, ainsi qu'une réserve de 1 pourcent pour les activités d'assurance et de 7 pourcents pour les frais administratifs de l'AG, tel que présenté dans le tableau 2. La date de fin de contrat marque la clôture opérationnelle du projet, la clôture financière intervient après cette date pour liquider tous les engagements financiers restants.
5. A la fin décembre 2022, un montant de près de 12 millions de dollars américains a été décaissé par l'AG aux partenaires de mise en œuvre non-UN sur les projets en cours, tel que détaillé dans le tableau 3, par tranches successives. Il reste 2,8 millions à décaisser, soit 19,2% des montants prévus aux contrats. Les partenaires ont justifié un total de 11,9 millions de dollars américains, soit 100% des sommes mises à leur disposition. Dans l'ensemble, le taux d'exécution budgétaire moyen pour les projets des partenaires non-UN atteint 72% à la fin décembre 2022.

Activités d'assurance

6. Dans l'exercice de la gestion fiduciaire avec les partenaires, l'AG applique l'approche harmonisée pour le transfert d'espèces (ou *Harmonized Approach for Cash Transfers*, HACT en sigle). A ce titre, l'AG a exécuté des tâches d'assurance-qualité auprès des partenaires de mise en œuvre non-UN, en fonction du niveau de risque et des recommandations issus des micro-évaluation effectuées. Ces activités intègrent : (i) les micro-évaluations (pour les partenaires sélectionnés ou prospectifs) ; (ii) les vérifications ponctuelles (ou *spot-checks*), (iii) les audits ordinaires ou spéciaux ; (iv) le suivi financier (essentiel pour comparer l'exécution budgétaire et l'avancement vers les résultats) ; (v) le renforcement de capacités par formations ou coaching. Voir le tableau 4 pour les activités de 2022.
7. L'AG a organisé en juin 2022 une formation pour tous les partenaires du FCS sur l'approche HACT, principalement sur le remplissage du formulaire simplifié de demande d'avances et justification des dépenses. Par ailleurs, plusieurs séances de travail (coaching) ont été réalisées, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions de contrôle, gestion budgétaire et suivi des plans de décaissement en lien avec les plans de travail budgétisés.

Tableau 1. Situation des contrats avec les partenaires non-UN

Project ID MPTF/UNDP	Project Description	Province	Partenaire de mise en œuvre	Date de début	Date de fin
00121568/ 00121721	Appui à la réinsertion des FRPI	Ituri	ACIAR	1 juin 2020	30 sept. 2022
00123593/ 00123544	ESPAD	Ituri	Cordaid	1 sept. 2020	31 déc. 2022
00123594/ 00123545	Cohésion sociale, et R. Econ.	Ituri	DRC	1 sept. 2020	31 déc. 2022
00123982/ 00124080	ESPASK	Sud Kivu	Cordaid	1 oct. 2020	31 mars 2023
00124131/ 00124150	terre et élevage pour la paix	Sud Kivu	ZOA	1 nov. 2020	30 avr. 2023
00124130/ 00124151	Mchango wetu kwa amani	Sud Kivu	Interpeace	1 nov. 2020	31 déc. 2022
00127948/ 00127995	Dialogue pour la paix à Beni	Nord Kivu	Pole Institute	1 sept. 2021	31 oct. 2022
00131367/ 00131333	Muda wa Amani	Nord Kivu	HEKS EPER	1 juin 2022	31 mai 2024

Tableau 2. Contributions reçues pour les projets des partenaires non-UN et leur répartition

Project ID MPTF/UNDP	Project Description	Partenaire de mise en œuvre	Contributions reçues	Accord signés	Activités d'assu- rance	GMS
00121568/ 00121721	Réinsertion des FRPI	ACIAR	810 525	750 000	7 500	53 025
00123593/ 00123544	ESPAD	Cordaid	2 484 000	2 300 000	23 000	161 000
00123594/ 00123545	Cohésion sociale,R. Econ.	DRC	3 024 000	2 800 000	28 000	196 000
00123982/ 00124080	ESPASK	Cordaid	2 808 000	2 600 000	26 000	182 000
00124131/ 00124150	terre et élevage pour la paix	ZOA	2 915 982	2 699 983	27 000	188 999
00124130/ 00124151	Mchango wetu kwa amani	Interpeace	755 809	699 823	6 998	48 988
00127948/ 00127995	Dialogue pour la paix à Beni	POLE INST.	539 999	499 676	4 997	35 327
00131367/ 00131333	Muda wa Amani	HEKS EPER	2 701 519	2 499 786	24 998	176 735
Total			16 039 834	14 849 268	148 493	1 042 073

Tableau 3. Situation des décaissements et justification par les partenaires non-UN à fin novembre 2022.

Project ID MPTF/UNDP	Project Description	Partenaire de mise en œuvre	Montant décaissé	Solde à Décaisser	Montant Justifié	Exécution budgétaire
00121568/ 00121721	Réinsertion des FRPI	ACIAR	750 000,32	-	750 000,32	100%
00123593/ 00123544	ESPAD	Cordaid	2 154 580,00	145 420,00	2 154 580,00	92%
00123594/ 00123545	Cohésion sociale,R. Econ.	DRC	2 666 786,00	133 214,00	2 666 786,00	91%
00123982/ 00124080	ESPASK	Cordaid	1 980 650,00	619 350,00	1 980 650,00	65%
00124131/ 00124150	terre et élevage pour la paix	ZOA	2 550 000,00	149 983,00	2 550 000,00	80%
00124130/ 00124151	Mchango wetu kwa amani	Interpeace	699 823,00	-	699 823,00	100%
00127948/ 00127995	Dialogue pour la paix à Beni	POLE INSTITUTE	407 947,50	91 728,50	407 947,50	57%
00131367/ 00131333	Muda wa Amani	HEKS EPER	787 911,00	1 711 875,00	787 911,00	16%
Total			11 997 697,82	2 851 570,50	11 997 697,82	72%

Tableau 4. Niveau de risque des partenaires, modalités de remise d'espèces, et activités d'assurance réalisées en 2022

<i>Partenaire</i>	<i>Niveau de risque</i>	<i>Modalité HACT</i>	<i>Micro-évaluation</i>	<i>Spot check</i>	<i>Audit</i>	<i>Audit Special</i>	<i>Suivi financier</i>	<i>Formations/ coaching</i>
CORDAID	faible	Transfert direct		x			x	x
ACIAR	modéré	Transfert direct		x	x		x	x
ZOA	faible	Transfert direct		x	x		x	x
INTERPEACE	faible	Transfert direct			x		x	x
POLE INSTITUTE	faible	Transfert direct			x		x	x
DRC	faible	Transfert direct			x		x	x
HEKS EPER	faible	Transfert direct	1				x	x
Partenaires prospectifs			7		x	x		

ANNEXE 3:

RAPPORT

d'IMPACT

SMS : Système de Monitoring de la Stabilisation

FCS Rapport d'Impact : pour expliquer les changements en stabilisation dans chaque territoire où le FCS est actif

Juillet – Décembre 2022

Préparé conjointement par l'équipe MEAL : Division du Plan, PDDRCS et PNUD

Table des matières

0 INTRODUCTION

0.1 Fonds de Cohérence pour la Stabilsation (FCS)

0.2. Objet

0.3. Méthodologie

I. PROVINCE DU NORD KIVU

I.1. Contexte de la zone

I.2. Aperçu de la mise en œuvre du FCS au Nord-Kivu

I.3. Changement dans la Beni-ville

I.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Beni

I.3.2. Pilier 2- Sécurité à Beni

I.3. 3. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'Etat à Beni

I.3.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Beni

I.3. Changement dans le territoire de Lubero

I.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Lubero

I.3.2. Pilier 2- *Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique* à Lubero

I.3.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Lubero

I.4. Changement dans le territoire de Rutshuru

I.4.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Rutshuru

I.4.2. Pilier 2- *Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique* à Rutshuru

I.4.3. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Rutshuru

I.5. Changement dans la territoire de Walikale

I.5.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Walikale

I.5.2. Pilier 2- *Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique* à Walikale

I.5.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Walikale

II. PROVINCE DU SUD KIVU

II.1. Contexte

II.2. Aperçu de la situation dans chaque territoire

II.2.1. Changement dans le territoire de Fizi

II.2.1.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Fizi

II.2.1.2. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État à Fizi

II.2.1.3. Pilier 4- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique

II.2.1.4. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

II.2.2. Changement dans le territoire d'Uvira :

II.2.2.1. Pilier 1- Dialogue démocratique

II.2.2.2. Pilier 2- Sécurité

II.2.2.3. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État

II.2.2.4. Pilier 4- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique

II.2.2.5. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

II.3. Changement dans le territoire d'Uvira : (Kamaniola)

II.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique

II.3.2. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État

II.3.3. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

III. PROVINCE DE L'ITURI

III.1. Contexte de la zone

III.2. Aperçu de la mise en œuvre du FCS en Ituri

III.2.1. Changement dans le territoire d'Irumu

III.2.1.1. Pilier 1 - Dialogue démocratique à Irumu

III.2.1.2. Pilier 4 - Retour Réintégration et Réinsertion à Irumu

III.2.1.3 Pilier 5- Femme, Paix et sécurité à Irumu

III.2.2. Changement dans le territoire de Djugu

III.2.2.1. Pilier 1 - Dialogue démocratique à Djugu

III.2.2.3. Pilier 3 - Restauration de l'autorité de l'État à Djugu

III.2.2.4. Pilier 4 - Retour, Réintégration et la Relance socio-économique à Djugu

III.2.2.5. Pilier 5 - Femme, Paix et Sécurité à Djugu

IV. CONCLUSION

V. LEÇONS APPRISSES

0 INTRODUCTION

Dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri, les conflits autour de la propriété foncière, de la dualité du pouvoir (coutumier/étatique), des différends entre chefs traditionnels, droit écrit et droit coutumier, les conflits interethniques, la multiplicité et la diversité des groupes armés ont prospéré.

Dans ce contexte, la communauté internationale a conçu la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) dans l'Est de la RDC en appui au programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés du gouvernement (STAREC). Cette stratégie est en partie mise en œuvre par le biais du Fonds de Cohérence de la Stabilisation (FCS) et par l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS) de la MONUSCO et du PNUD. Suite à la dixième réunion du Conseil d'administration national du FCS, le Programme de Désarmement, Démobilisation Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCS) assume ensemble avec l'UAS le rôle de secrétariat technique du FCS, et l'équipe de SEA (géré par le PNUD) a intégré ce dernier dans sa structure. Le FCS finance des projets pour répondre aux problématiques de stabilisation dans les trois provinces de l'Est (Sud Kivu, Nord Kivu et Ituri) à la suite des défis généraux et spécifiques mentionnés ci-dessus.

0.1 Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (83 millions USD) est un fonds multi-donateurs établi pour soutenir la mise en œuvre de l'ISSSS et des Stratégies et Plans d'Action de Stabilisation Provinciaux pour le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la Province d'Ituri. Vu que le programme STAREC absorbé par le P-DDRCS et une nouvelle stratégie nationale a été divulgué en avril 2022, pour les allocations de 2022, le CAN a décidé d'allouer des fonds en appui au P-DDRCS, toute en respectant les accords et les procédures en vigueur. Cependant, le présent rapport ne concerne que les projets financés

dans le cadre de la mise en œuvre de l'ISSSS, vu que la sélection des projets de l'allocation 2022 n'avait pas encore été finalisé au moment de la production du présent rapport.

L'Unité d'Appui à la Stabilisation (SSU) et le PNUD gèrent ce fonds. Depuis 2016, ce fonds a financé un portefeuille de projets de stabilisation mettant en œuvre la stratégie ISSSS. L'expérience antérieure des projets FCS, de 2016 à 2019 (budget moyen de 4M USD), montre que même les plus grands consortiums mis en œuvre par des ONG internationales avec les ONG nationales apprennent et réapprennent constamment des leçons sur l'intervention la plus efficace, efficiente et durable. Ce processus d'apprentissage et l'aspect plus standard du suivi des contrats nécessitent un effort de suivi et d'évaluation plus intensif.

0.2. Objet

L'objectif principal de ce rapport est de résumer l'impact des projets financés par le FCS en capturant les perceptions de toutes les parties prenantes. Ce rapport fait le constat des benchmarks des FCS par rapport aux cibles contenues dans le cadre logique ISSSS. Ce rapport identifiera également les facteurs principaux qui contribuent au changement de contexte, positivement ou négativement, et le rôle joué par les projets financés par le FCS dans ce changement.

¹ (Rapport PNUD, 2014 : 14).

0.3. Méthodologie

Le présent rapport utilise une approche qui se concentre sur les contributions au changement, plutôt que d'attribuer directement tous les résultats aux activités du projet, car le changement n'est pas linéaire et est l'aboutissement de multiples facteurs ¹ La méthodologie a été basée sur une approche participative, focalisée sur la collecte des données quantitatives et qualitatives provenant du system SMS – Stabilisation Monitoring System. En particulier : i) le FCS Framework et le guide des indicateurs pour la

stabilisation (SMS 2), ii) Etude longitudinale qualitative (SMS 5), iii) Etude de contexte (SMS4), iv) Entretien avec les parties prenantes gouvernementales et de la société civile, bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre v) Boucle de rétroaction avec tous les partenaires FCS dans chaque province. Pour plus d'information, consulter le Plan de Suivi et Evaluation SMS.

Cette triangulation des données garantit que des résultats cohérents sont soutenus par des preuves crédibles. Elle comprend : la triangulation des sources, la triangulation des méthodes, la triangulation des chercheurs, le débriefing après les visites sur le terrain et le partage du rapport d'évaluation avec l'équipe - projet de l'ONG partenaire dans le cadre du processus de validation.

Limites de ce rapport

La mise en œuvre de la phase 2020-2023 des projets FSC est toujours en cours. Les données de ce rapport rendent compte des tendances vers l'impact final des projets. Cependant elles n'établissent pas l'impact définitif, qui ne pourra être contrôlé ou vérifié que lorsque tous les projets auront été clôturés.

Toute différence significative entre les données de l'étude de base et les données collectées à mi-parcours ne peut être attribuée uniquement au projet que si nous supposons que le projet était le seul facteur de changement, ce qui est hautement improbable.

I. PROVINCE DU NORD KIVU

I.1. Contexte de la zone

La situation sécuritaire de la province du Nord Kivu reste très volatile et instable pour le deuxième semestre de l'année 2022. Depuis novembre 2022, les affrontements entre l'armée congolaise et le groupe rebelle M23 se sont intensifiés à plus ou moins 40 km de Goma, au Nord-Kivu. La situation sécuritaire est instable malgré l'accord de cessez-le-feu signé à Luanda en Angola à l'issue d'un mini-sommet qui a réuni les chefs d'Etats de la République Démocratique du Congo (RDC), du Rwanda (représenté), et de Angola et du Burundi.

Dans les différentes zones des territoires de Masisi et Rutshuru, il y a eu résurgence de plusieurs groupes d'auto-défenses qui s'opposent à la menace des « terroristes » du M23 dans la zone. Quelques groupes d'auto-défense ont aussitôt décidé de quitter leurs zones habituelles pour se diriger vers les lignes de front aux côtés des FARDC contre le M23.

I.2. Aperçu de la mise en œuvre du FCS au Nord-Kivu

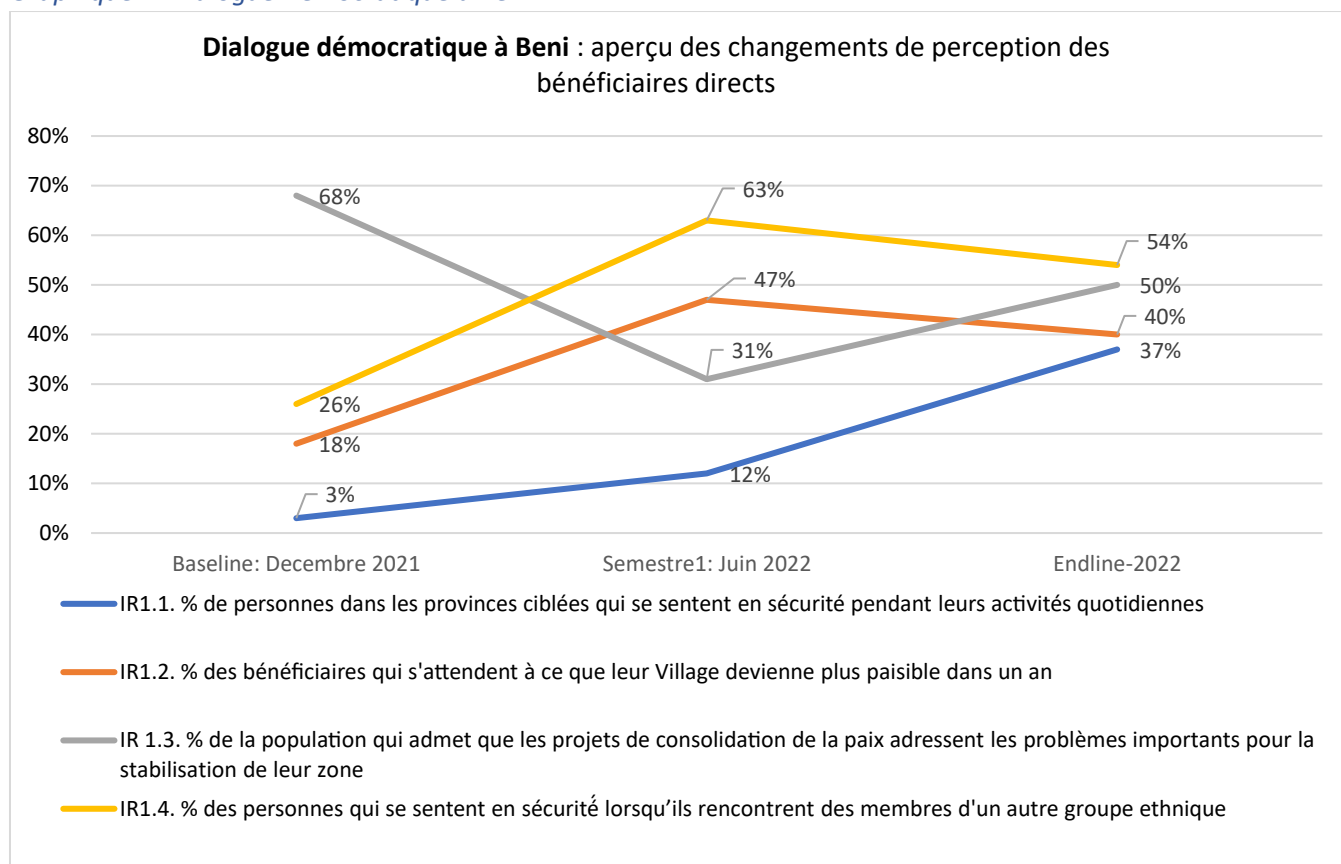
Deux projets sont concernés par ce rapport pour la province du Nord Kivu. Le projet « Dialogue démocratique pour la Paix » mis en œuvre dans la ville de Beni et le projet « Muda wa amani » mis en œuvre dans les territoires de Rutshuru, Lubero et Walikale.

1. Le consortium Pole Institute et APCDDH avec le Projet « Dialogue pour la Paix - Beni » en swahili « Majadiliano kwa Amani - Beni » s'inscrivait dans le cadre du pilier Dialogue Démocratique (DD) afin de contribuer à la réduction des facteurs moteurs directs des dynamiques de tensions entre les différentes couches de la population, et consolider le dialogue pour la restauration de la confiance entre les différentes couches de la population et les autorités. Le projet a clôturé au mois de décembre 2022.
2. Le consortium HEKS – EPER, ASP et AAP : avec comme objectif de contribuer aux efforts de stabilisation de la zone Lubero Sud, Ikobo et Bwito Nord en mettant en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires. En s'assurant que les mécanismes alternatifs de gestion de conflits sont fonctionnels, les conditions socio-économiques des bénéficiaires améliorées et que les autorités mettent en place des lois qui protègent les femmes.

I.3. Changement dans la Beni-ville

I.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Beni

Graphique 1. Dialogue Démocratique à Beni



Les données collectées par les partenaires présentées dans ce graphique indiquent que le pourcentage de personne dans les zones ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes a progressé de 34%. Elle est passée de 3% à l'étude de base, dont 2% de femmes et 5% d'hommes, contre 37% à l'étude finale, dont 35% de femmes et 38% d'hommes.

Les entretiens et focus groups ont corroboré cette tendance selon l'affirmation de participants qui ont déclaré : « Pendant la journée, la situation sécuritaire est relativement bonne dû aux activités du projet car, grâce à ses activités, il s'observe une accalmie, moins de barbaries au niveau communautaire, la collaboration entre différentes parties prenantes (société civile, structure de pression, autorité civil – militaire

etc.), mais la nuit il y a détérioration de la situation vu les cas de vol, viol, tuerie etc. observés dans certains quartiers de la ville de Beni ».

Le pourcentage des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible dans un an a progressé de 22%. Il est passé de 18% à l'étude de base dont 14% de femmes et 18% d'hommes contre 40% à l'étude finale dont 43% de femmes et 38% d'hommes.

Selon les groupes de discussions, la majorité de participants perçoivent qu'il est possible que leur village devienne plus paisible. Néanmoins, il y a des conditions qui s'imposent notamment la collaboration entre les autorités et la population, la fin de massacres au niveau local, engagement des parties prenantes, occupations de jeunes et prise de conscience

de différentes parties prenantes (population, autorités et leaders).

Le pourcentage de la population qui admet que les projets de consolidation de la paix traitent les problèmes importants de la stabilisation de leur zone, a connu une régression de 18%. Il est passé de 68% à l'étude de base, dont 73% de femmes et 63% d'hommes, contre 50% à l'évaluation finale, dont 51% de femmes et 49% d'hommes.

Dans les entretiens en revanche, la perception est positive en ce sens que les participants trouvent : que « le projet de consolidation de la paix traite les problèmes importants car, il touche les problèmes auxquels les populations font face dont : le dialogue démocratique au niveau communautaire, les conflits entre les

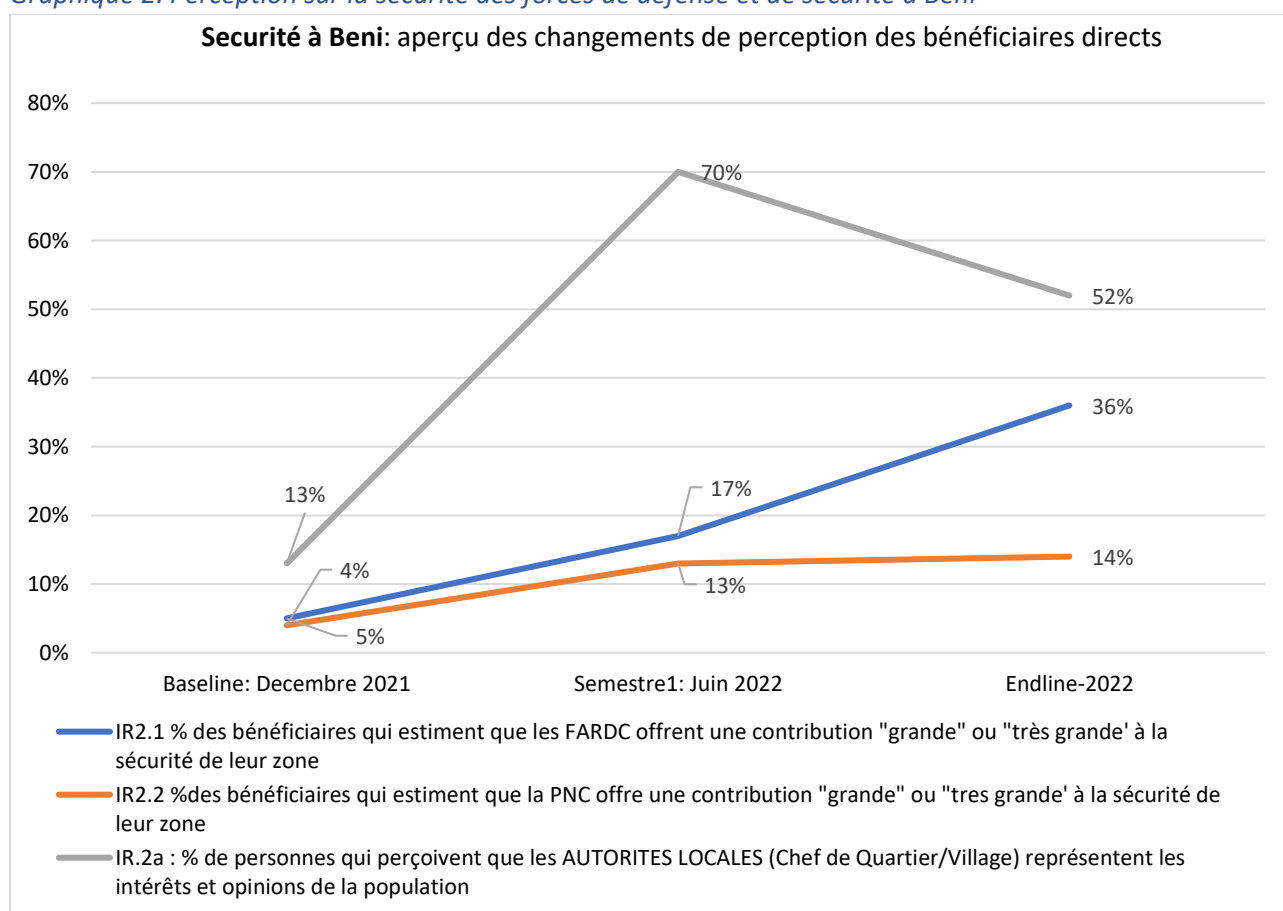
parties prenantes, la collaboration des parties prenantes, le leadership, etc. ».

Le pourcentage de personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'un autre groupe ethnique a augmenté de 28%. Il est passé de 26% à l'étude de base dont 21% de femmes et 31% d'hommes, contre 54% à l'étude finale, soit 48% de femmes et 58% d'hommes.

Les focus groupes organisés confirment cette tendance car les participants déclarent : « Nous nous sentons en sécurité en face d'un groupe ethnique d'origine congolaise car notre ville est cosmopolite. Le problème se pose quand nous sommes en face d'un groupe ethnique étranger car ce sont les étrangers qui sont à la base des tueries et insécurité dans notre ville de Beni ».

I.3.2. Pilier 2- Sécurité à Beni

Graphique 2. Perception sur la sécurité des forces de défense et de sécurité à Beni



Les données de graphique indiquent que le pourcentage des bénéficiaires qui estiment que les FARDC offrent une contribution « grande » ou « très grande » à la sécurité de leur zone, a connu une progression de 31%. Il est passé de 5% à l'étude de base, dont 4% de femmes et 6% d'hommes, contre 36% à l'étude finale, soit 34% de femmes et 37% d'hommes.

Les groupes de discussion ont indiqué que : « les FARDC arrivent à contribuer à notre sécurité car il y a une forme de restauration de l'autorité de l'Etat. Les FARDC ont changé leur façon d'agir vis-à-vis de la population. Actuellement il y a une sorte de confiance entre les populations et les FARDC.

Également, le pourcentage des bénéficiaires qui estiment que la PNC offre une contribution « grande » ou « très grande » à la sécurité de leur zone : a connu une augmentation de tendance de 10%. Il est passé de 4% à l'étude de base, dont 2% de femmes et 7% d'hommes et 14% à l'évaluation finale, soit 15% de femmes et 13% d'hommes.

Pendant les entretiens, les participants ont confirmé que : « la PNC fait au maximum sa

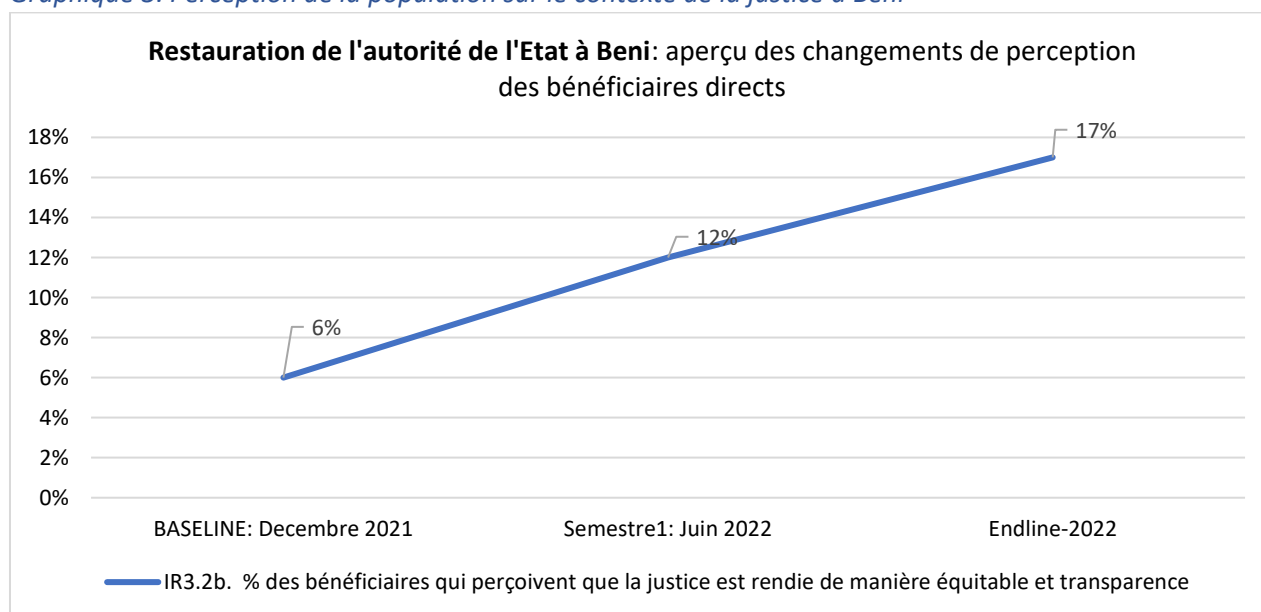
tâche en maintenant l'ordre public au niveau local, la protection de la population et leurs biens. Elle intervient en cas de banditismes dans les quartiers et il y a une réduction du taux de banditisme à la suite des interventions faites par cette dernière dans notre zone.

Aussi, le pourcentage des personnes qui perçoivent que les autorités locales (chef de quartier/village) représentent les intérêts et opinions de la population a connu une progression de 39%. Il est passé de 13% à l'évaluation de base, dont 10% de femmes et 17% d'hommes, contre 52% à l'évaluation finale dont 51% de femmes et 53% d'hommes.

Dans les groupes de discussion et entretiens il s'est observé une tendance négative et contraire aux données collectées présentées dans le graphique ci-dessous. Les participants aux groupes de discussion ont déclaré que : « la majorité d'autorités locales ne sont pas formées et la plupart d'entre elles voit d'abord l'intérêt privé et non l'intérêt de la communauté. Sur ce, elles ne représentent donc pas les intérêts et opinions de la population au niveau local.

I.3. 3. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'Etat à Beni

Graphique 3. Perception de la population sur le contexte de la justice à Beni

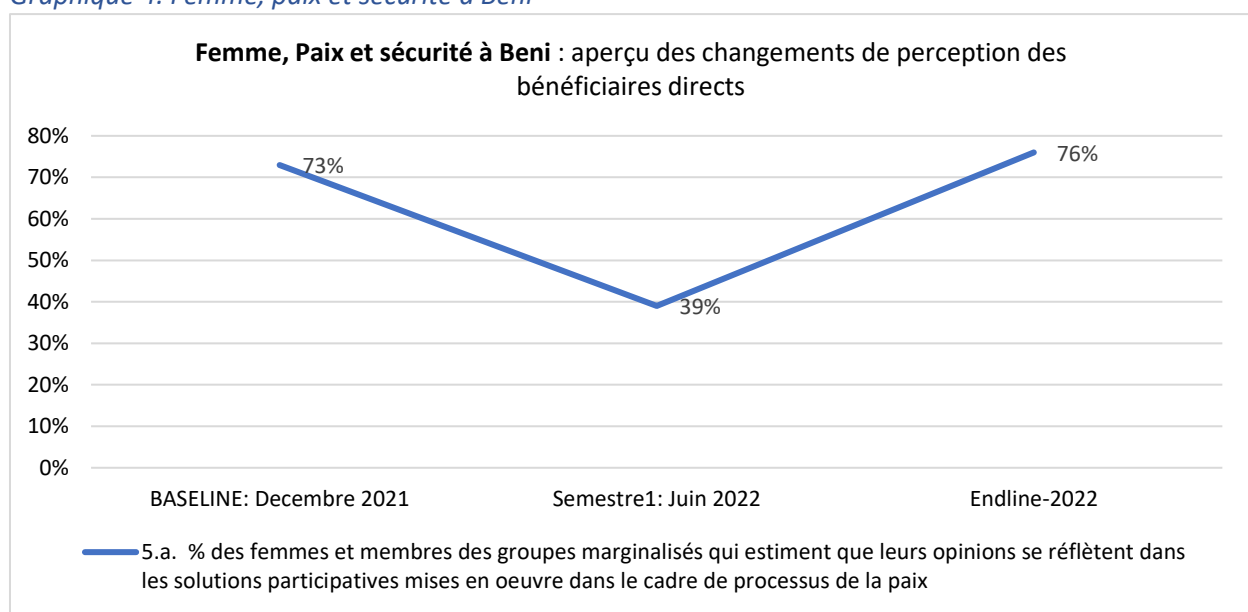


Le pourcentage des bénéficiaires qui perçoivent que la justice est rendue de manière équitable et transparente a progressé de 11%. Il est passé de 6% à l'évaluation de base, dont 5% de femmes et 5% d'hommes contre 17% à l'évaluation finale dont 16% de femmes et 18% d'hommes.

Les entretiens et focus groups font ressortir une forme de négation car les participants perçoivent que : « La justice n'est pas rendue d'une manière équitable et transparente, car dans le milieu, il y a la loi du plus fort (financièrement) et la corruption, trafic d'influence dans le jugement, instrumentalisation de la justice par les autorités au niveau local, etc. ».

I.3.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Beni

Graphique 4. Femme, paix et sécurité à Beni



La proportion des femmes et membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre de processus de la paix présente une progression de 3%. Elle est passée de 73% à l'étude de base, dont 76% de femmes et 71% d'hommes contre 76% à l'évaluation finale dont 80% de femmes et 73% d'hommes.

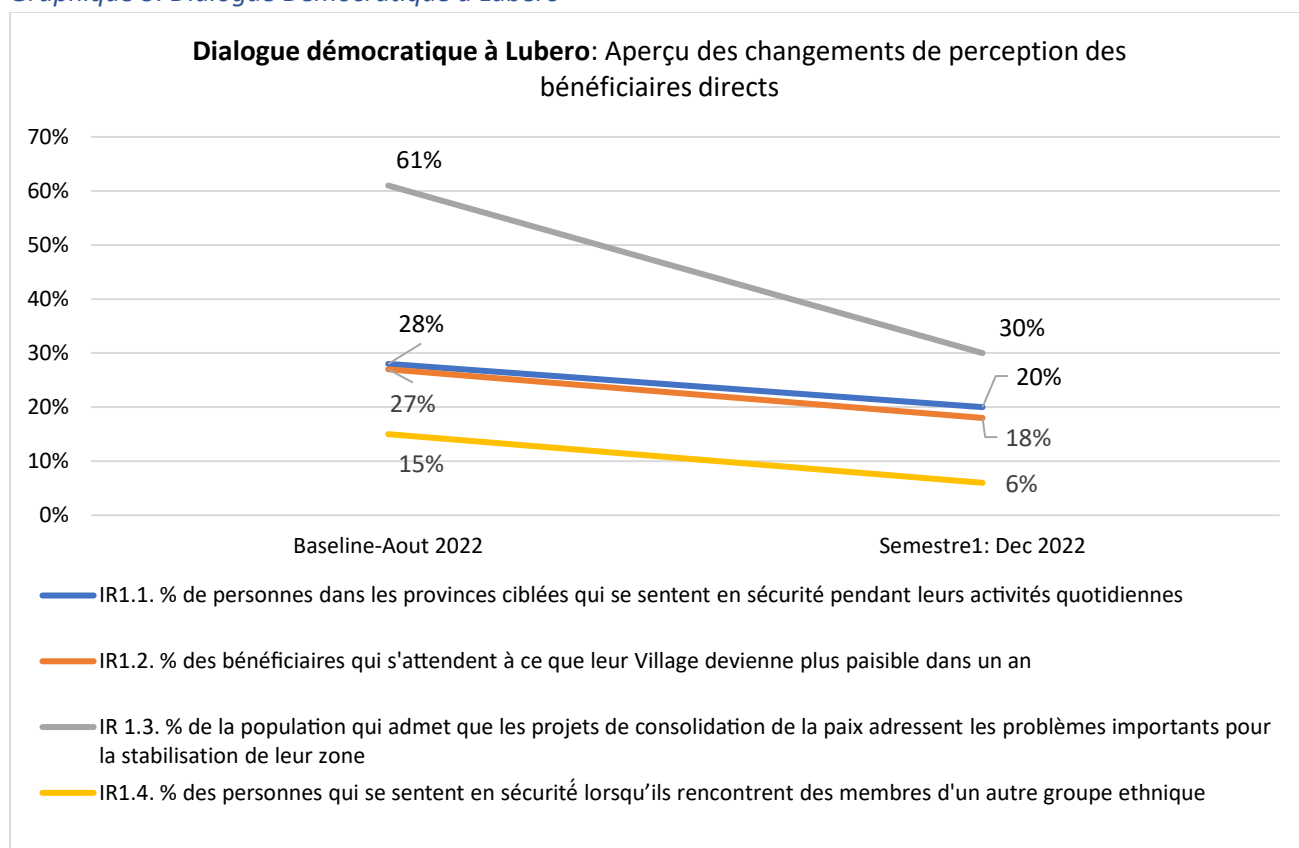
Des entretiens et groupes de discussion, les participants sont du même avis en affirmant qu'ils : « ont été consultés lors de l'implémentation du projet dialogue démocratique pour la paix à Beni. Il y a des choses qui sont faites dans le milieu à la suite

des recommandations et suggestions faites par les femmes et membres des groupes marginalisés au niveau local ».

I.3. Changement dans le territoire de Lubero

I.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Lubero

Graphique 5. Dialogue Démocratique à Lubero



Le pourcentage des personnes dans les zones ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes a régressé de 8%. Il est passé de 28% à l'étude de base, dont 28% de femmes et 29% d'hommes, contre 20% au semestre de rapportage soit 21% de femmes et 20% d'hommes.

La proportion des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible dans un an a également connu une régression de 9%. Elle est passée de 27% à l'étude de base, dont 27% de femmes et 27% d'hommes, contre 18% pour la période rapportage soit 13% de femmes et 26% hommes.

Aussi, le pourcentage de la population qui admet que les projets de consolidation de la paix traitent les problèmes importants pour la stabilisation de leur zone a connu une

régression de 31%. Il est passé de 61% à l'étude de base, dont 62% de femmes et 59% d'hommes, contre 30% en ce semestre de rapportage dont 30% de femmes et 31% d'hommes.

Également, la proportion des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique a régressé de 9%. Elle est passée de 15% à l'étude de base, dont 15% de femmes et 16% d'hommes, contre 6% pendant le semestre dont 3% de femmes et 11% d'hommes.

Selon la boucle rétroaction, cette régression des indicateurs serait dû à la détérioration de la sécurité au niveau de la province avec entre autres les affrontements entre les FARDC et les M23 comme plus grande problématique. Les groupes armés qui sont remobilisés pour

combattre les M23, la détérioration du climat de coopération entre les ethnies à la suite de la résurgence des affrontements au niveau de la zone.

Les mouvements de populations qui s'observent à cause de la guerre. Les populations sont pessimistes quant à une amélioration de la sécurité dans leurs zones dans un futur proche (soit dans une année).

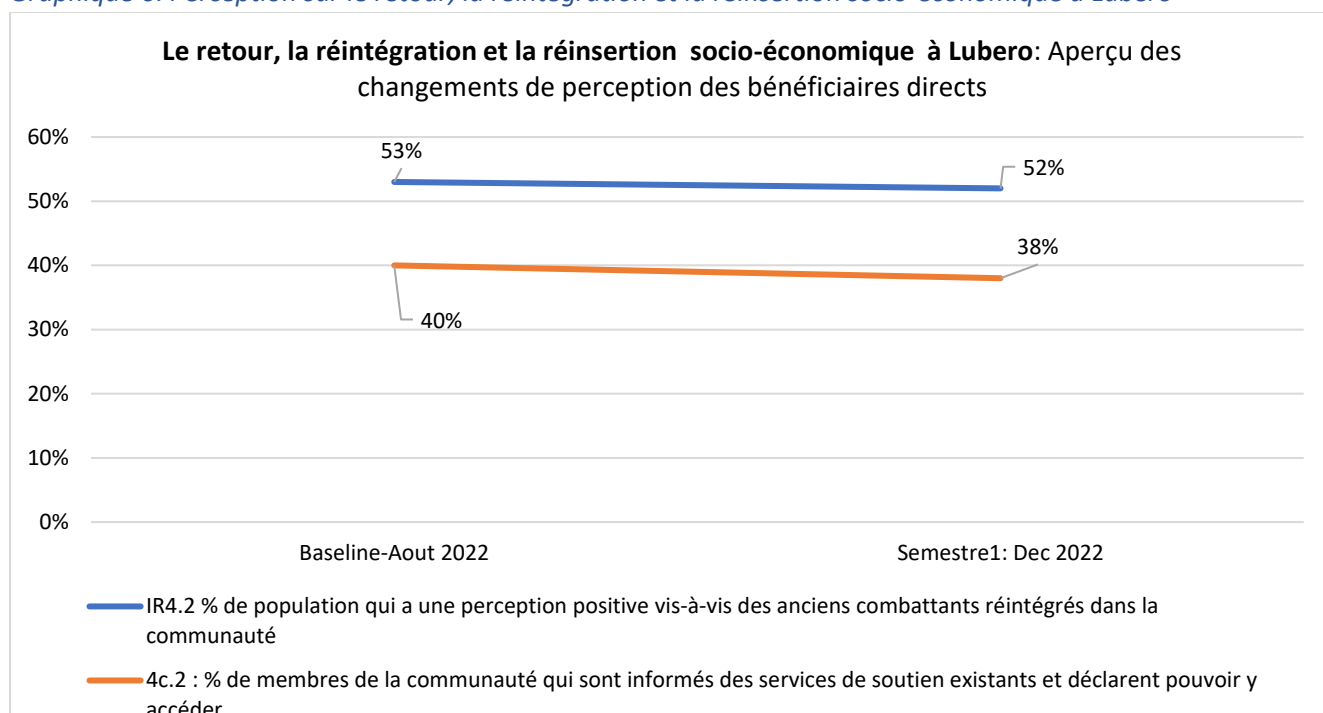
La suspension de mouvements des personnes et des véhicules/marchandises dans les zones sous contrôle des « terroristes » du M23 (y compris la Route Nationale, RN2 fermée de Munigi, près de Goma jusqu'à Kanyabayonga)

laisse les populations penser que le projet ne traite pas les problèmes importants pour la stabilisation de leurs zones. Les communautés soutiennent que projet devrait s'adresser au M23, groupe qui est à l'origine de cette insécurité actuellement observée dans la zone.

Les grandes actions de dialogue proprement dit ne sont pas encore abordé dans le cadre du pilier dialogue démocratique et plus particulièrement la table ronde qui pourrait aider dans la résolution des différends. On constate une diminution de la confiance entre le niveau national et local à cause de la situation sécuritaire. Il semble que le niveau national ne fait rien contre le M23.

1.3.2. Pilier 2- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Lubero

Graphique 6. Perception sur le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Lubero



Selon ces données récoltées par les partenaires, le pourcentage de la population qui a une perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté a baissé de 1%. Elle a passée de 53% à l'étude de base, soit 56% de femmes et 48% d'hommes, contre 52% au cours de semestre soit 55% femmes et 46% d'hommes.

La proportion des membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et déclarent pouvoir y accéder a également connue une régression de 2%. Elle est passée de 40% à l'étude de base, soit 41% de femmes et 38% d'hommes, contre 38% à la collecte semestrielle soit 34% de femmes et 44% d'hommes.

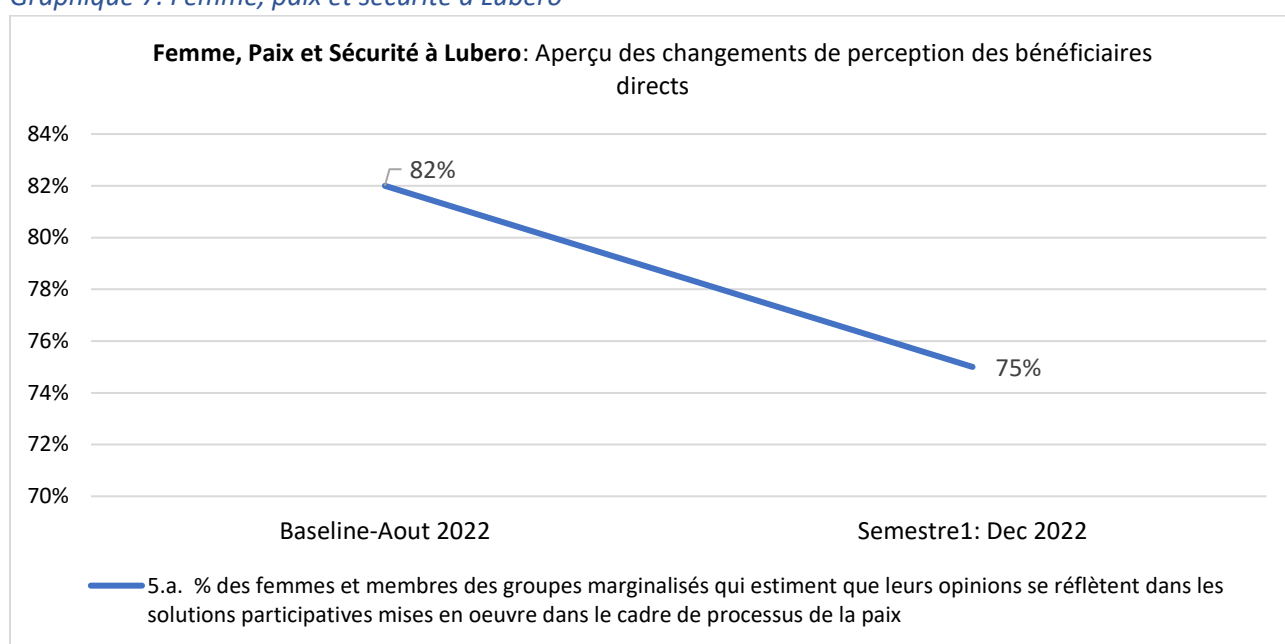
La boucle rétroaction affirme que cette tendance est restée presque la même car la réinsertion des ex-combattants dans la zone a commencé tardivement vers décembre 2022.

Les activités qui favorisent la réintégration des ex-combattants comme les travaux HIMO sur la route Lusogha – Kimaka – Buleusa ont démarré tardivement. Il y a également un grand retard dans la mise en œuvre des activités de

formation professionnelle des ex-combattants. En effet, le P-DDRCS avait recommandé que les ex-combattants cantonnés à Mubambiro et ressortissants de la zone du projet soient également considérés dans la base de données des ex-combattants de potentiels bénéficiaires des formations professionnelles. Les activités de soutien psychosocial, sont moins réalisés, elles sont essentiellement liées aux activités d'encadrement des ex-combattants.

I.3.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Lubero

Graphique 7. Femme, paix et sécurité à Lubero



La proportion des femmes et membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de la paix, a connu une régression 7%. Elle est passée de 82% à l'étude de base, dont 80% de femmes et 85% d'hommes, contre 75% pendant le semestre sous examen dont 68% de femmes et 89% d'hommes.

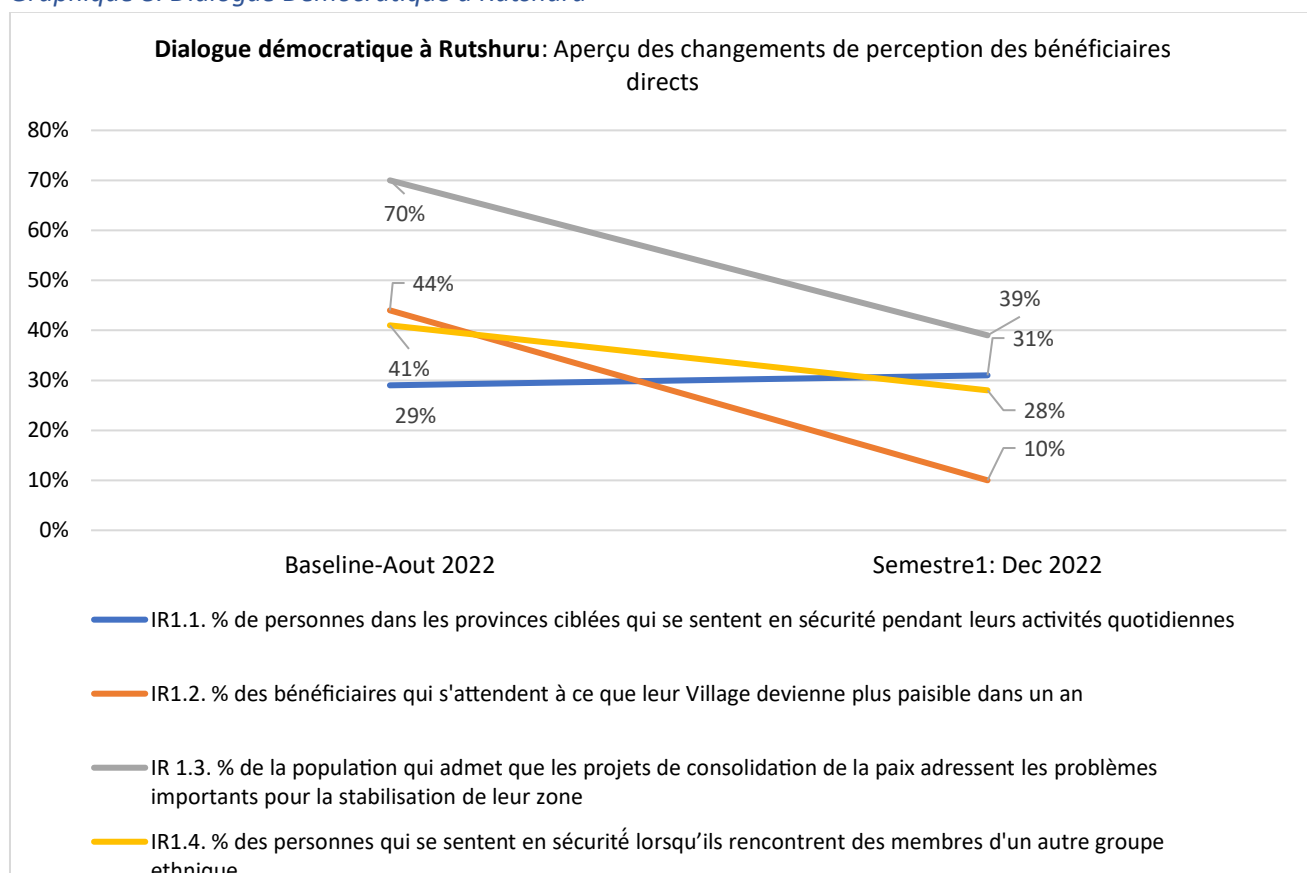
Au cours de la boucle rétroaction, il est ressorti que cet indicateur était probablement mal compris et qu'il y aurait un préjugé pendant la phase de collecte au début du projet. Spécifiquement dans la zone de Lubero, il y a moins de projets qui cadrent avec la

thématique de la femme. Les données collectées pendant ce semestre montrent encore une baisse, cependant une prochaine collecte permettra de pouvoir confirmer.

I.4. Changement dans le territoire de Rutshuru

I.4.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Rutshuru

Graphique 8. Dialogue Démocratique à Rutshuru



La proportion des personnes dans les zones ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes présente une progression de 2%. Elle est passée de 29% à l'étude de base, dont 26% de femmes et 34% d'hommes, contre 31% pendant le semestre sous examen, dont 29% femmes et 36% hommes. Il est l'unique indicateur en progression alors que les trois autres ont connu une régression.

Le pourcentage des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible dans un an a régressé de 34%. Il est passé de 44% à l'étude de base, dont 39% de femmes et 52% d'hommes, contre 10% pendant ce semestre de rapportage dont 9% de femmes et 14% d'hommes.

Également, la proportion de la population qui admet que les projets de la consolidation de la paix traitent les problèmes importants pour la stabilisation de leur zone a connu une régression de 31%. Elle est passée de 70% à l'étude de base, dont 72% de femmes et 67% d'hommes, contre 39% au cours de la période sous examen, dont 42% de femmes et 33% d'hommes.

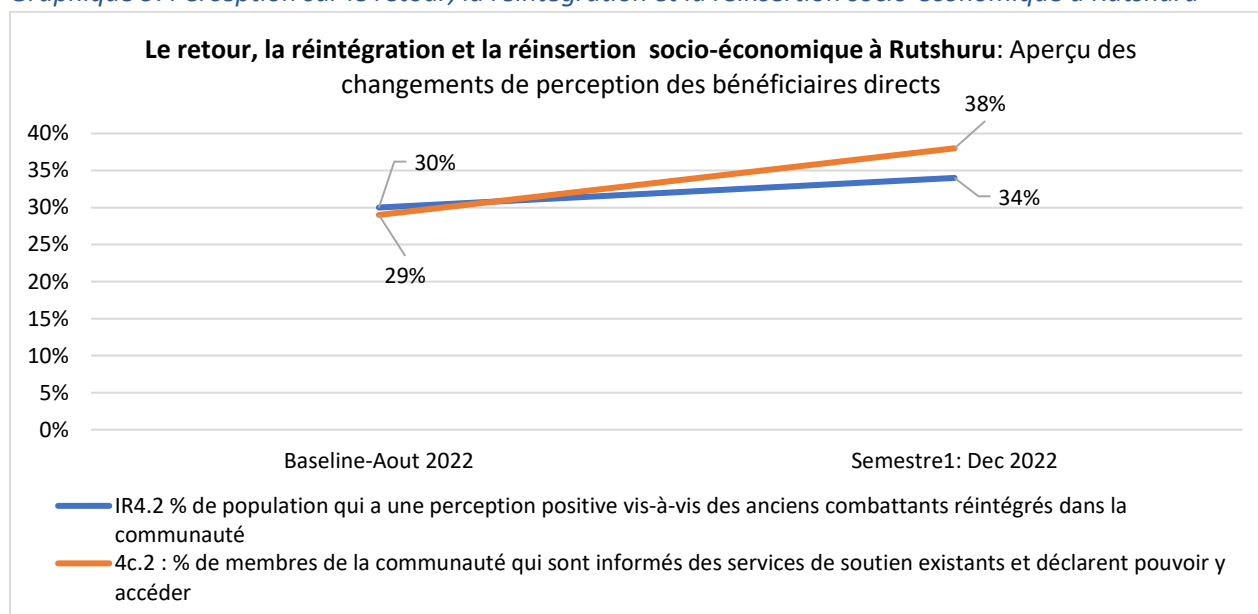
Aussi, le pourcentage des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique a régressé de 13%. Il est passé de 41% à l'étude de base, dont 35% de femme et 53% d'hommes, contre 28% pour le trimestre sous examen, soit 25% de femmes et 34% d'hommes.

La boucle rétroaction a fait ressortir le fait que, pendant la phase de la collecte des données en décembre 2022, un seul indicateur reste en progression car la situation semble relativement calme dans la zone du projet et les communautés peuvent vaquer librement à leurs occupations quotidiennes, il y a eu réduction de nuisance par les groupes armés dans la zone. Ces groupes se seraient dirigés vers les zones où le M23 étaient plus actif.

Malgré cela, la population perçoit que cette accalmie était de courte durée et trouve que pour l'année à venir, il sera difficile de croire à une stabilité dans la zone. Elle trouve aussi que le projet de stabilisation ne traite pas le vrai problème car il y a eu déjà plusieurs projets qui cadrent avec la thématique stabilisation dans la zone mais le changement n'est toujours pas perceptible. Cette situation de guerre serait aussi à la base de la perturbation de la cohabitation entre les différentes ethnies avec une connotation quasi tribale.

I.4.2. Pilier 2- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Rutshuru

Graphique 9. Perception sur le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Rutshuru



La proportion de la population qui a une perception positive vis – à – vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté a progressé de 4%. Elle est passée de 30% à l'étude de base, dont 30% de femmes et 31% d'hommes, contre 34% pendant cette période sous examen soit 34% de femmes et 35% d'hommes.

Aussi, le pourcentage des membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et déclarent pouvoir y accéder a augmenté de 9%. Il est passé de 29% à l'étude de base, dont 22% de femmes et 41% d'hommes, contre 38% à la collecte

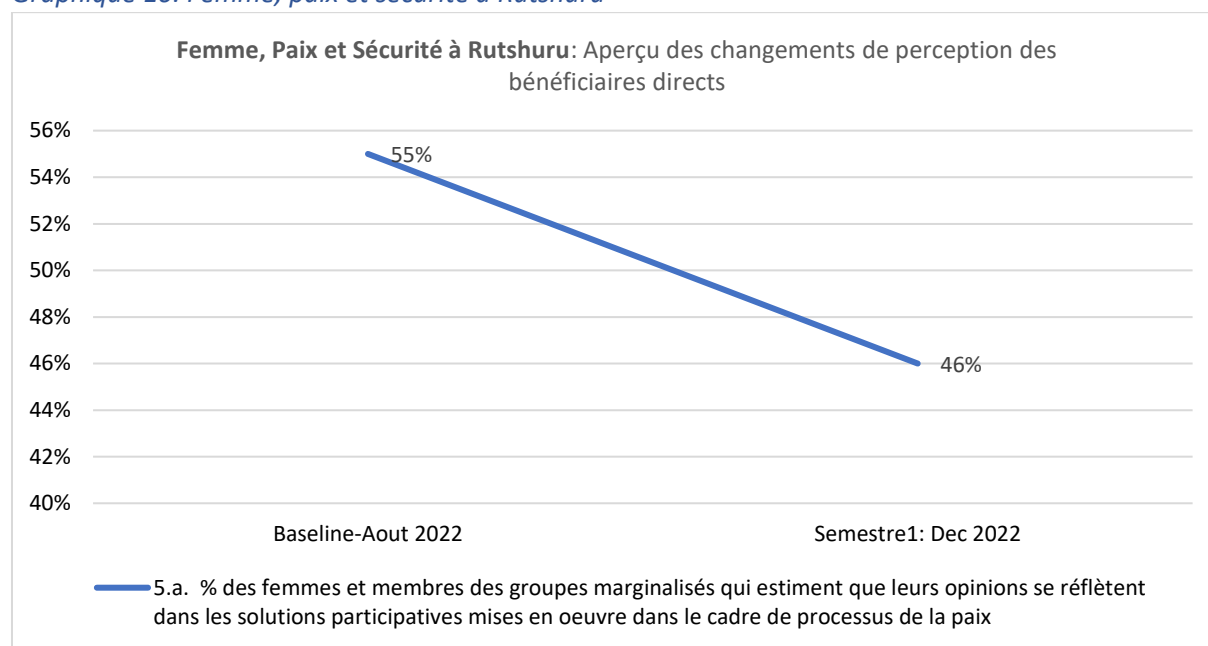
semestrielle, dont 28% de femmes et 56% d'hommes.

Pendant la boucle rétroaction, il est ressorti que dans le Rutshuru, les activités HIMO sont lancées et les anciens combattants sont pris en compte dans les différentes activités. Cette occupation des ex -combattants favorise leur intégration ainsi que la stabilité dans la zone. Ils sont tellement occupés qu'ils ne pensent plus à l'ancienne vie. Il y a une sorte de prise de conscience et les déviances sont réduites. Les travaux HIMO changent la vie des ex-combattants et aident dans la stabilité de la

zone. Les services de soutien existent dans la zone.

I.4.3. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Rutshuru

Graphique 10. Femme, paix et sécurité à Rutshuru



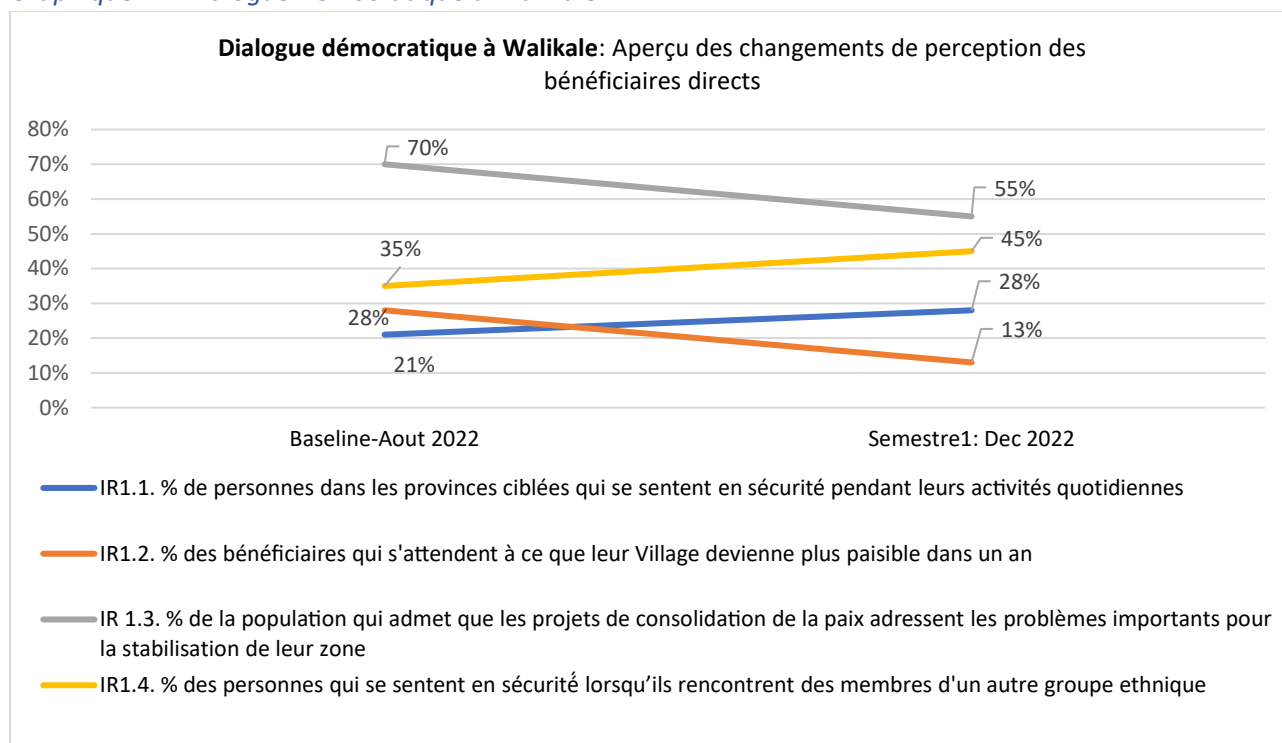
Le pourcentage des femmes et membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix, a connu une régression de 9%. Il est passé de 55% à l'étude de base, dont 48% de femmes et 68% d'hommes, contre 46% à la collecte des données semestrielle, dont 35% de femmes et 66% d'hommes.

Dans la boucle rétroaction, il a été proposé que pour cet indicateur scruté davantage et que l'on continue à chercher les raisons en faisant une triangulation des données pour comprendre cette tendance actuelle comparé à la tendance de l'étude de base. Il semble difficile de confirmer qu'actuellement dans la zone du projet (Rutshuru) la tendance soit déjà à ce stade. Les études longitudinales et les focus groupes aideront pour cette fin.

I.5. Changement dans la territoire de Walikale

I.5.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Walikale

Graphique 11. Dialogue Démocratique à Walikale



Selon les données de ce graphique, la proportion des personnes dans les zones ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes a progressé de 7%. Elle est passée de 21% à l'étude de base, dont 23% de femmes et 18% d'hommes, contre 28% au cours de ce semestre de rapportage, dont 28% de femmes et 27% hommes.

Le pourcentage des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible dans un an a quant à lui connu une régression de 15%. Il est passé de 28% à l'étude de base, dont 25% de femmes et 36% d'hommes, contre 13% au cours de cette période sous examen, soit 10% de femmes et 19% d'hommes.

Aussi, la proportion de la population qui admet que les projets de la consolidation de la paix traitent les problèmes importants pour la stabilisation de leur zone a régressé de 15%. Elle est passée de 70% à l'étude de base, dont 77% de femmes et 55% d'hommes, contre 55%

au cours de ce semestre, dont 56% de femmes et 54% d'hommes.

Le pourcentage des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique a quant à lui progressé de 10%. Il est passé de 35% à l'étude de base, dont 33% de femmes et 39% d'hommes, contre 45% au de la période en examen, dont 42% de femmes et 52% d'hommes.

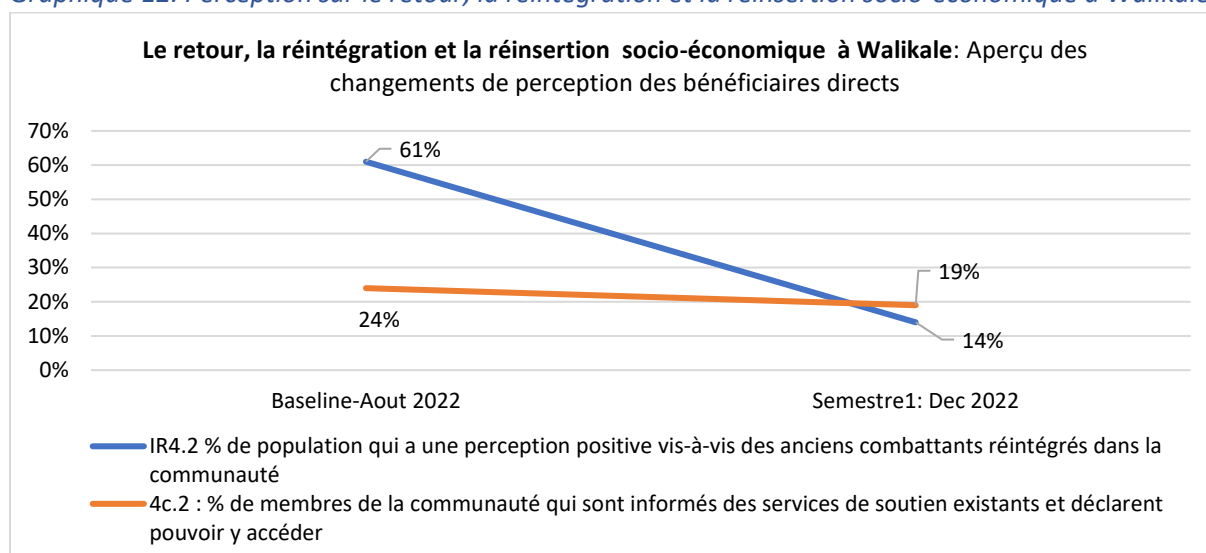
Les données de boucles rétroactions confirment que ce sentiment de sécurité car entre août – novembre 2022 il y avait des affrontements entre deux groupes armés Front des Patriotes pour la Paix, Armée du Peuple (FPP/AP) et « Nduma Défence of Congo Renové » (NDC/R) de Guidon. Cependant, avec la tendance M23, les deux groupes se focalisent sur la progression du M23 et ont quitté la zone de Walikale pour se retrouver dans les zones de Masisi où il y a présence du M23. Cette situation serait à la

base du changement de tendance actuelle. Ces groupes armés ont laissé la zone du projet pour se retrouver dans les zones d'influence du M23. La zone est hétérogène et la présence d'un autre groupe ethnique ne constitue pas

un problème, les communautés (ethnies) sont dans la même zone et ne se divisent pas sur base de leur origine ethnique.

1.5.2. Pilier 2- *Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Walikale*

Graphique 12. Perception sur le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Walikale



Selon ces données collectées par les partenaires, le pourcentage de population qui a une perception positive vis – à – vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté a connu une régression de 56%. Il est passé de 61% à l'étude de base, dont 57% de femmes et 69% d'hommes, contre 14% à la phase semestrielle, dont 14% de femmes et 13% d'hommes.

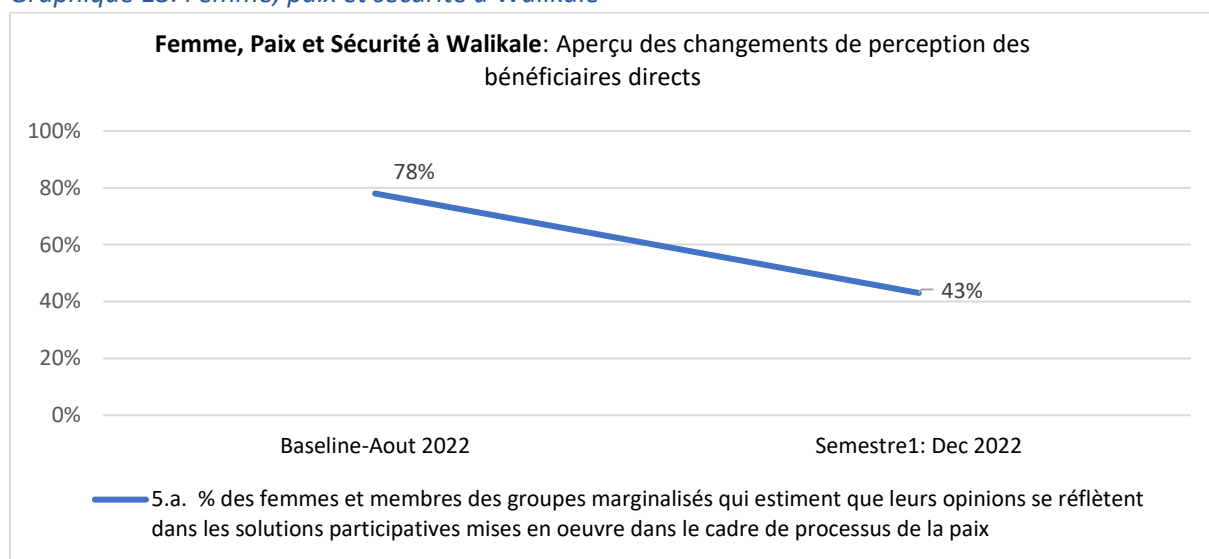
Aussi, la proportion des membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et déclarent pouvoir y accéder a diminué de 5%. Elle est passée de 24% à l'étude de base, dont 21% de femmes et 31% d'homme, contre 19% au semestre sous

examen, dont 18% de femmes et 21% d'hommes.

Dans la boucle rétroaction, il a été démontré qu'avec la situation actuelle (guerre du M23), il y a beaucoup de crainte de voir les ex-combattants reprendre les armes au détriment du processus de démobilisation afin de répondre à la menace. Cela semble être plus évident pour intégrer les groupes armés disponibles et défendre les zones quand elles sont envahies. La zone étant un peu dans l'instabilité, cela ne permet pas à l'équipe du projet d'y être trop active.

I.5.4. Pilier 5- Femmes, Paix et sécurité à Walikale

Graphique 13. Femme, paix et sécurité à Walikale



Selon ces données recueillies par les partenaires, la proportion des femmes et membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de la paix, a régressé de 35%. Elle est passée de 78% à l'étude de base, dont 76% de femmes et 84% d'hommes, contre 43% au cours de ce semestre, dont 31% de femmes et 71% d'hommes.

II. PROVINCE DU SUD KIVU

II.1. Contexte

Au cours de ce semestre, trois projets ont été financés par le Fonds de Cohérence de la Stabilisation (FCS) au Sud Kivu avec un budget de 6.000.000 \$ depuis 2020. Ils sont exécutés dans les zones prioritaires 1 et 2².

Ces projets se focalisent sur les 5 piliers de la stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) : (1) le dialogue démocratique, (2) la restauration de l'autorité de l'État, (3) la sécurité, le (4) le Retour, Réintégration et Réinsertion (RRR) et (5) le pilier Femme, Paix et Sécurité.

Le contexte socio-sécuritaire dans les deux zones prioritaires se fonde sur toute une dynamique des conflits où l'on note des problèmes identitaires autour de la terre, des problèmes liés aux ressources naturelles et des problèmes sécuritaires dus à la présence des groupes armés. A cela s'ajoutent les considérations tribalo- ethniques ayant un impact sur la gouvernance locale. Les dynamiques des conflits sont interconnectées dans les zones prioritaires 1 et 2. Les analyses des conflits faites par l'Université Gant dans la zone y ont décelé les causes suivantes :

- Les conflits interethniques et lien étroit entre communautés et groupes armés : L'appartenance ethnique est une donnée incontournable dans l'analyse des dynamiques des groupes armés actifs dans les zones prioritaires citées. En effet, la majorité de groupes armés justifient leur existence par le besoin d'assurer la survie de leurs communautés respectives et protéger leurs intérêts essentiellement liés à l'accès et au contrôle des ressources (principalement la terre) et du pouvoir ;
- La dynamique régionale et l'ingérence des groupes armés étrangers : il existe une présence importante et dangereuse de groupes armés politico-militaires étrangers qui sont en alliance avec des groupes locaux ;

- Déplacements massifs des bétails : les conflits armés dans la zone ont alimenté un mouvement de bétails vers les zones sécurisées avec comme corollaire la destruction des cultures et le déclenchement d'un conflit entre éleveurs et agriculteurs. Il y a aussi un défi lié à la transhumance, lorsque pendant la saison sèche les vaches se déplacent à la recherche des pâturages, et détruisent, à cette occasion, les champs des agriculteurs ;

- La problématique de la gouvernance locale, contestation de pouvoir et celle de la dualité du pouvoir : dans certains groupements, il y a une dualité de pouvoir et cela se caractérise par une situation dans laquelle deux individus se prévalent le droit du pouvoir coutumier créant ainsi deux sources de pouvoir regroupant des communautés d'un même groupement autour de l'un d'entre eux selon leurs appartenances ethniques. On assiste aussi dans certaines chefferies, à des conflits d'origine identitaire et des droits de certaines communautés occasionnant des contestations de pouvoir.

- Échec des programmes de réintégration : plus particulièrement, en ce qui concerne les diverses tentatives de désarmement, démobilisation, réinsertion/réintégration (DDR) développées sans l'implication des communautés concernées.

Les projets financés par le FCS ont pour objectif de répondre à cette problématique. Les projets ont démarré au deuxième semestre 2020 et l'étude de base (la Baseline) a été faite au même moment.

Le présent rapport fait état des données du deuxième semestre 2022.

II.2. Aperçu de la situation dans chaque territoire

² Plaine de la Ruzizi, le moyen et haut plateau d'Uvira et de Mwenga couvrant ainsi une partie du territoire de Mwenga et de Walungu, et le

territoire d'Uvira et dans la zone prioritaire 2 couvrant le territoire de Fizi

II.2.1. Changement dans le territoire de Fizi

Plusieurs types de conflits continuent de jouer un rôle important dans la dynamique des conflits dans le territoire de Fizi. Ces conflits comprennent à la fois les conflits fonciers (conflits d'accès à la terre entre individus et familles, conflits entre grands concessionnaires et paysans, conflits d'utilisation des terres entre éleveurs et agriculteurs dans le cadre de la transhumance où l'on note aussi une implication des groupes armés). Ces différents conflits se déroulent dans un environnement

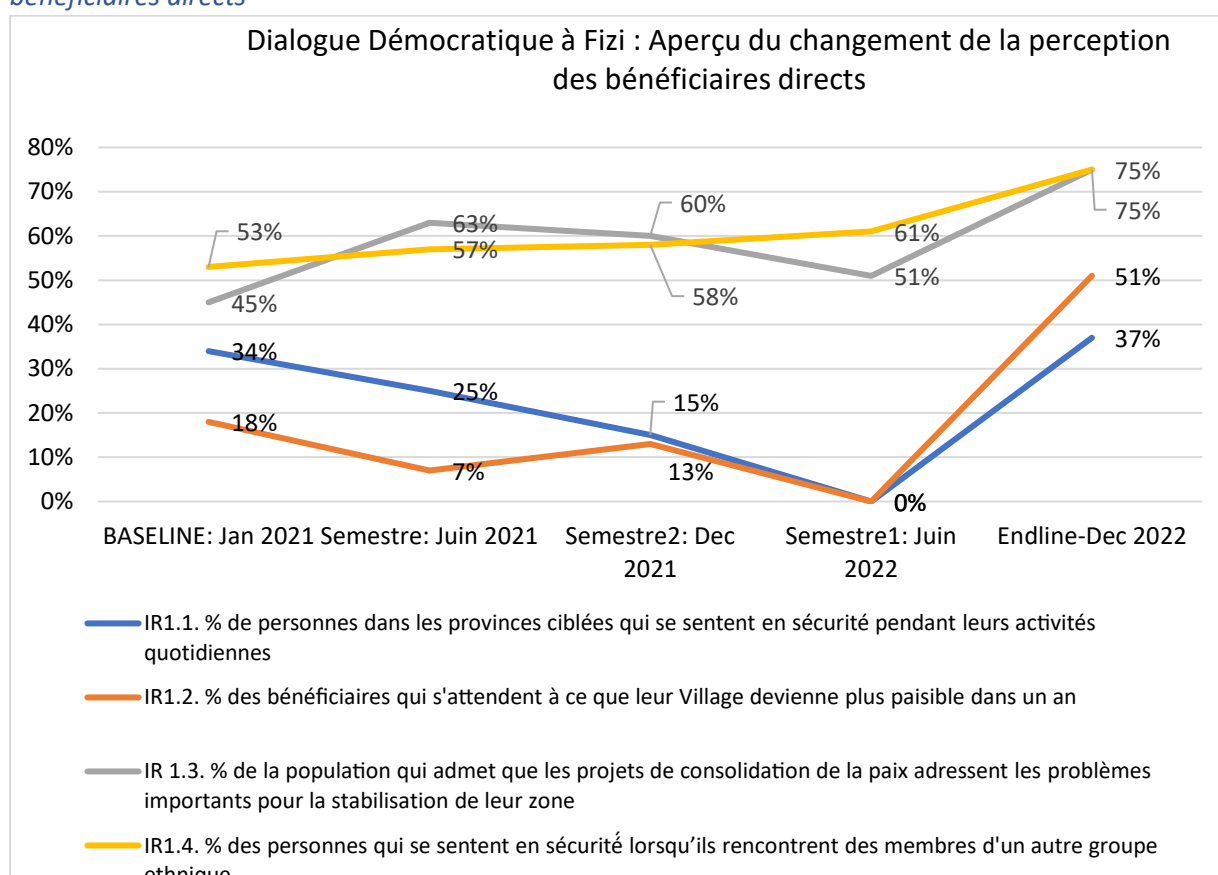
permissif dû à la faiblesse de l'autorité de l'État dans la zone.

Pour tenter de résoudre ce problème, le FCS a financé le projet UJAMA, à hauteur de 2,7 millions, mis en œuvre par le consortium (ZOA, KUA et PSVS) avec comme l'objectif principal de contribuer à la réduction de l'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et ceux liés à la transhumance. Pour atteindre cet objectif, le projet s'est appuyé sur les piliers dialogue démocratique, restauration de l'autorité de l'État ainsi que femme, paix et sécurité de la stratégie ISSSS.

Les données présentées dans le graphique ci-dessous donnent un aperçu du progrès des indicateurs standards par pilier à Fizi.

II.2.1.1. Pilier 1- Dialogue démocratique à Fizi

Graphique 13. Dialogue démocratique à Fizi : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Fizi en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du plan sud Kivu en février

2023 démontrent une progression de 22 % de la perception sur le sentiment de sécurité avec les autres groupes ethniques. Elle est passée de 53 % à l'étude de base, soit 53 % de femmes et 54 % d'hommes, contre 75 % au 2^{ème} semestre

2022, soit 74 % de femmes et 77% d'hommes. Pour les partenaires du FCS (Consortium UJAMA) qui mettent en œuvre les activités de dialogue démocratique dans le territoire de FIZI, cette progression pourrait se justifier par les activités du projet notamment :

- Les séances de psychothérapies et de PIP développées par le projet, qui ont permis de renforcer la confiance entre les différentes communautés, a une influence sur la sécurité des personnes pendant leurs activités quotidiennes. En effet, ces stratégies développées par le projet permettent à différentes communautés de se regrouper, de parler de leurs problèmes et de trouver des solutions notamment sur les questions sécurités ;
- Les structures communautaires ont également contribué à cette progression, notamment le CCI Baraka appuyé par le projet qui a permis de renforcer les questions sécuritaires à travers les dialogues démocratique organisés entre les différentes communautés de Bibokoboko.
- La cartographie participative mise en œuvre par le projet a également permis d'identifier et de résoudre les conflits fonciers dans certaines entités de Fizi. Elle a également contribué au sentiment de sécurité des personnes pendant leurs activités quotidiennes ;
- L'organisation des réunions de plaidoyers entre les autorités locales et les structures communautaires, a permis d'identifier et de résoudre les problèmes sécuritaires notamment les barrières illégales et leurs démantèlements. Selon les bénéficiaires, « Avant le projet, on comptabilisait environs 50 barrières entre Uvira et Baraka, avec un impact non seulement sur l'accessibilité dans la zone, mais aussi contribuait à l'appauvrissement des familles qui

devaient déboursier au moins 500 FC par barrière » ;

- Les activités de rapprochement entre communautés (Match de football) ;
- Les AGR et AVEC collectives ont permis de renforcer la cohésion, car elles permettent à leurs membres de partager les intérêts économiques.

Cependant, pour les autres partenaires, cette progression s'expliquerait par la coalition des groupes armés locaux à caractère ethnique qui a réduit les attaques entre différents groupes armés et les exactions contre les communautés.

Les focus groups organisés avec les bénéficiaires confirment également cette progression. A Malinde, Madame G, institutrice et membre de la psychothérapie affirme que «Actuellement toutes les communautés de Malinde vivent en Harmonie, c'est qui n'était pas le cas il y a deux ans».

De même, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Fizi en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent une progression de 3 % de la perception sur le sentiment de sécurité avec les autres groupes ethniques . Elle est passée de 34 % à l'étude de base soit 33 % de femmes et 35% d'hommes, contre 37 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 38 % de femmes et 33 % d'hommes.

En effet, lors de la boucle retro action, les partenaires de mise en œuvre ont justifié cette progression par:

- la mise en œuvre des activités de psychothérapie permettant de réunir des personnes de plusieurs groupes ethniques ;
- l'organisation des activités socioculturelles (match de foot Baraka-Fizi), et les différentes activités de rapprochement entre les différents groupes ethniques ;

- la mise en place des AGR et AVEC collectives réunissant des personnes de différents groupes ethniques renforçant ainsi la cohésion sociale.

En outre, la confiance dans l'avenir a aussi augmenté. Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de FIZI en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent une progression de 33 % des personnes qui s'attendent à ce que leurs villages deviennent paisible dans un an. Elle est passée de 18 % à l'étude de base dont 16 % de femmes et 19% d'hommes, contre 51 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 48 % de femmes et 67% d'hommes.

Pour les partenaires de mise en œuvre, cette progression s'expliquerait par :

- Le PIP (Plan Intégré du Paysan) dans lequel les villageois ont une vision pour tout le village ;
- La résolution des problèmes qui divisaient les villages permettant aux personnes d'espérer à une stabilité grâce aux activités de la sociothérapie.

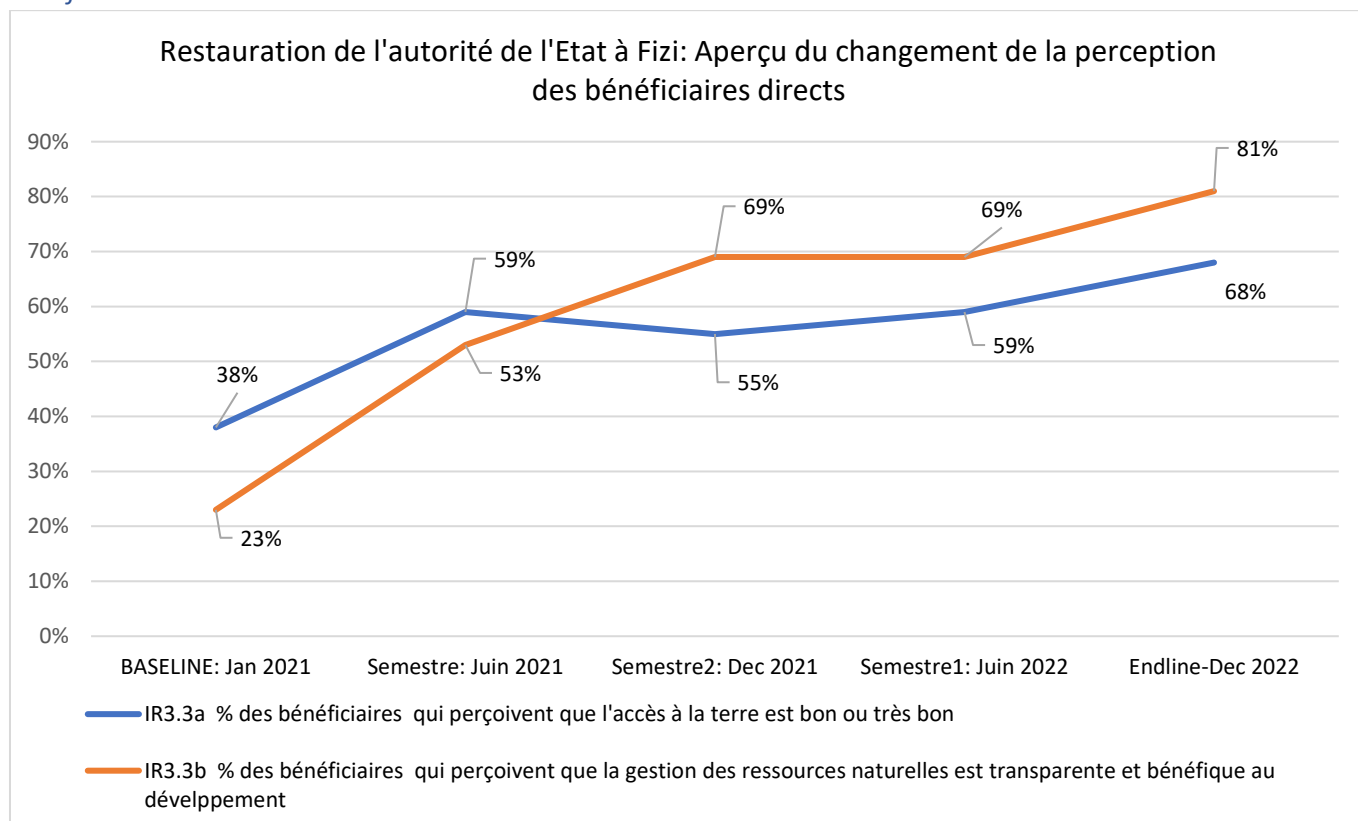
De même, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Fizi en décembre 2022 et

vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent une progression de 30 % des personnes qui admettent que les projets de consolidation de la paix traitent des problèmes importants dans leurs zones. Elle est passée de 45 % à l'étude de base dont 43 % de femmes et 47% d'hommes, contre 75 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 77 % de femmes et 73% d'hommes. En effet, les partenaires de mise en œuvre estiment que cette progression s'expliquerait par :

- L'appui aux structures étatiques du domaine foncier et la prise en charge des problèmes fonciers ;
- L'identification et la résolution des conflits fonciers par les projets ;
- La sécurisation collective des terres issue des projets de stabilisation.

II.2.1.2. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État à Fizi

Graphique 14. Restauration de l'autorité de l'État à Fizi: aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Fizi en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent une progression de 30 % de la perception sur l'accès à la terre. Elle est passée de 38 % à l'étude de base dont 36 % de femmes et 40% d'hommes, contre 68 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 69% de femmes et 67 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par :

- L'approche PIP qui permet aux paysans de faire des économies pour s'acheter des espaces ;
- Le contrat de métayage qui a permis aux paysans sans terre d'y accéder. Les concessionnaires ont accepté de

céder certains espaces aux paysans sans terre ;

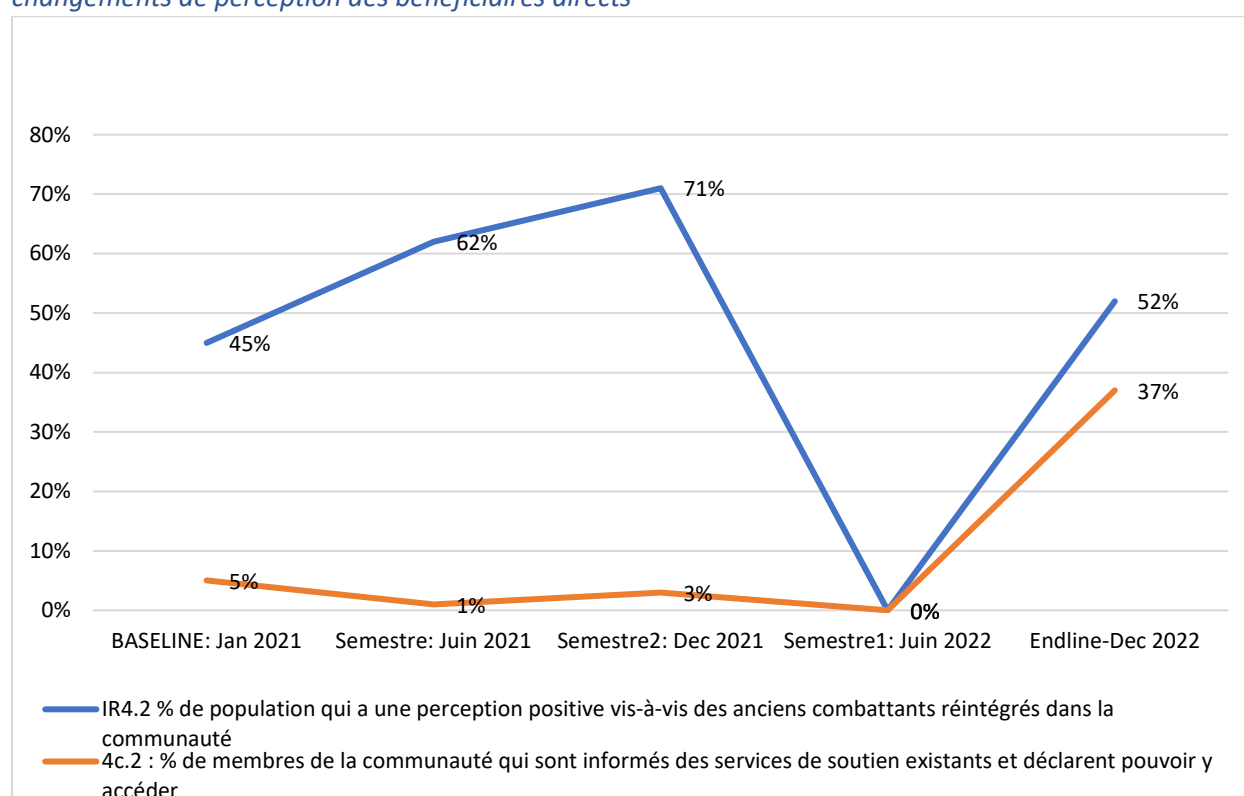
- La cartographie qui a permis la sécurisation des terres par des documents légaux.

En outre, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Fizi en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent également une progression de 60 % de la perception sur la gestion des ressources naturelles. Elle passée de 23 % à l'étude de base dont 36 % de femmes et 40% d'hommes, contre 81 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 83% de femmes et 78 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance justifiée entre autres par :

- La mise en place des infrastructures agropastorales (couloirs de transhumance) avec des chartes de cogestion définissant de quelle manière elles devraient être gérées ;
- Les contrats de métayage qui permettent à certaines personnes d'accéder à la terre ;
- L'intervention d'autres projets (par exemple la gestion de la ressource eau par le projet d'OXFAM).

II.2.1.3. Pilier 4- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique

Graphique 15. Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Fizi: aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de FIZI en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2023 démontrent une progression de 7 % de la perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté. Elle est passée de 45 % à l'étude de base dont 37% de femmes et 51% d'hommes, contre 52 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 52% de femmes et 56 % d'hommes. De même, il y a une augmentation de 32% des membres des

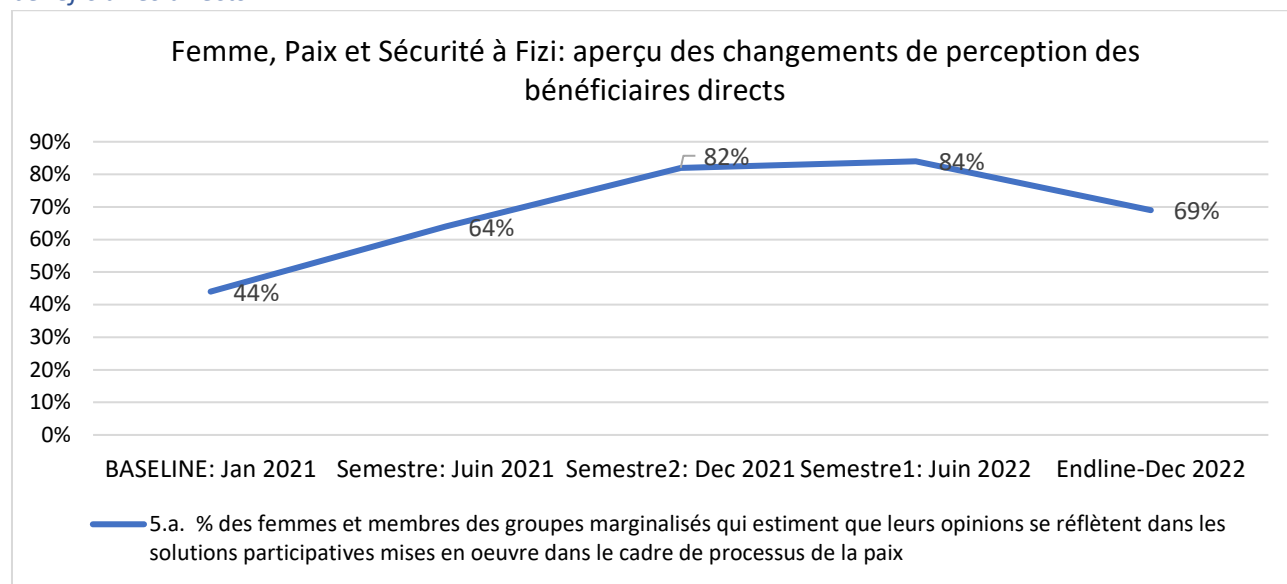
communautés qui sont informés des services de soutien existants et déclarent y avoir accès. Elle est passée de 5 % à l'étude de base dont 4 % de femmes et 6 % d'hommes, contre 37 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 38% de femmes et 33 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qu'ils justifient par:

- Les sensibilisations faites par le projet « Mchango wetu kwa Amani » envers les membres des communautés ;

- La mise en œuvre du projet pilote de réintégration et réinsertion communautaire ;
- La mise en place du PDDRCS.

II.2.1.4. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

Graphique 16. Femmes paix et sécurité à Fizi: aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de FIZI en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en février 2022 démontrent une progression de 25% concernant la perception des communautés sur la prise en compte des opinions des femmes et membres des groupes marginalisés dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix. Elle est passée de 44 % à l'étude de base dont 38 % de femmes et 49% d'hommes contre 69 % 2^{ème} semestre 2022 dont 70% des femmes et 68 % d'hommes à Fizi. Malgré les activités organisées par les partenaires de mise en œuvre en faveur de la promotion de la prise en compte des opinions de femme ainsi que l'augmentation du nombre de postes de responsabilité de la femme dans l'entité administrative (avenue, groupement, chefferie), l'on constate cette

baisse de tendance Les résultats de l'étude longitudinale qualitative et ceux de focus groupes confirment cette tendance par la prise de conscience du rôle de la femme, l'implication des femmes dans la gestion de la cité (Femme cheffe d'avenue) et la participation des femmes à l'élaboration de la stratégie du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation (PDDRCS).

II.2.2. Changement dans le territoire d'Uvira :

Plusieurs types de conflits continuent de jouer un rôle important dans la dynamique des conflits dans le territoire d'Uvira. Ces conflits comprennent entre autres les conflits fonciers (conflits d'accès à la terre entre individus et familles, conflits entre grands concessionnaires et petits paysans, conflits d'exploitation des terres entre les éleveurs et agriculteurs dans le cadre de la transhumance où l'on note aussi une implication des groupes armés), les conflits liés au pouvoir coutumier et la gestion des

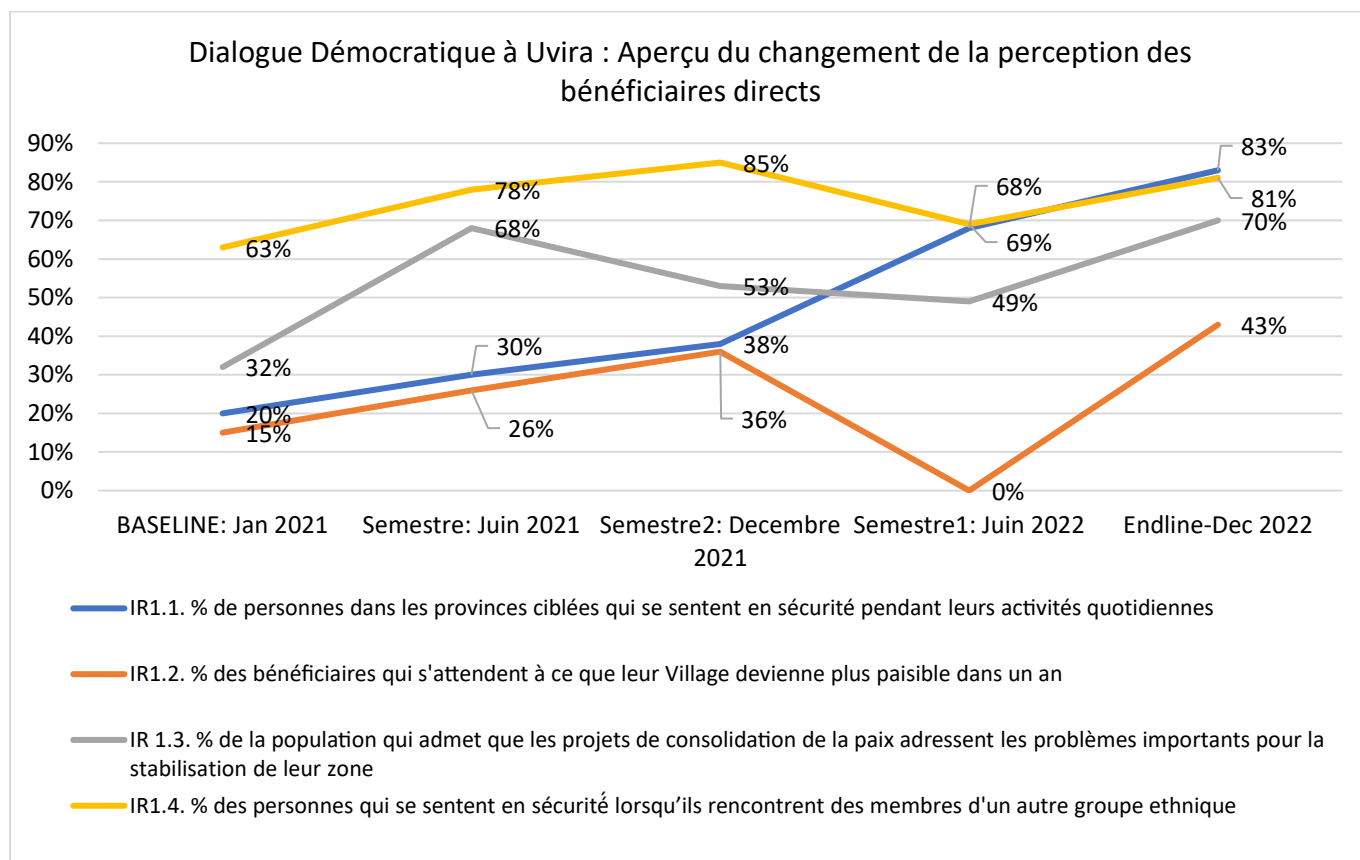
différentes entités administratives liées de manière complexe aux différends socio-économiques et aux tensions inter et intracommunautaires. Ces différents conflits se déroulent dans un environnement permissif dû

à une faiblesse de l'autorité de l'État dans la zone.

Les graphiques ci-dessous donnent un aperçu du progrès des indicateurs standards par pilier dans le territoire d'Uvira.

II.2.2.1. Pilier 1- Dialogue démocratique

Graphique 17. Dialogue démocratique à Uvira: aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 18 % de la perception sur le sentiment de sécurité avec les autres groupes ethniques. Elle est passée de 63 % à l'étude de base dont 62 % de femmes et 65 % d'hommes contre 81 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 79 % de femmes et 82 % d'hommes. Pour les partenaires des FCS qui mettent en œuvre les activités de dialogue

démocratique dans le territoire d'Uvira, cette progression se justifierait par :

- La contribution d'autres partenaires (mis à part ceux exécutant les projets financés par le FCS) travaillant dans la stabilisation notamment la sensibilisation des groupes armés qui a réduit les cas de kidnapping ;
- La cohésion sociale issue du projet ;
- La présence de la force régionale incluant les éléments de l'armée Burundaise et les FARDC pour chasser les groupes armés a permis aux populations de vaquer à leurs activités. La population des Hauts plateaux par

exemple retourne progressivement dans leurs villages ;

- Les postes de contrôles des FARDC (non payantes) le long de la route et la suppression des barrières illégales par la force régionale ;
- Appui à la tenue des réunions de sécurité des chefferies et de fora de groupement a permis de prendre des décisions notamment la restriction de circulation des véhicules à partir de 17h dans la plaine, arrestation d'un kidnappeur nommé Jean Rasta, etc. et de formuler des recommandations pour le rétablissement de la sécurité (ESPASK).
- Des plaidoyers menés par les membres CLSP au cours des réunions du conseil de sécurité auprès des FARDC pour l'organisation des patrouilles dans les zones non sécurisées ainsi que le renforcement d'effectif des militaires dans certaines zones ;
- Implication du commissariat de la PNC et du ministère de l'intérieur dans les questions de sécurité ;
- La mise en place de Plans Locaux de Sécurité (PAS) ;
- Les 2 derniers trimestres ont enregistré une amélioration de la perception sur le sentiment de sécurité grâce à l'organisation des fora qui a connu l'implication de toutes les couches de la population. Au cours de ces fora, les participants ont discuté et ont compris que la sécurité est une affaire de tous. Selon le Chef de groupement de Muhungu, chefferie de Bavira, le sentiment de sécurité des femmes a été amélioré suite au renforcement des éléments FARDC dans son groupement en exécution des recommandations des fora ;
- La coalition des jeunes du groupement de Bwegera qui a découragé la dualité du pouvoir dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi.

De même, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 63 % de la perception sur le sentiment de sécurité avec les autres groupes ethniques. Elle est passée de 20% à l'étude de base, dont 20 % de femmes et 20% d'hommes contre 83 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 83 % de femmes et 83 % d'hommes.

En effet, lors de la boucle retro action, les partenaires de mise en œuvre justifient cette progression par :

- Les activités de sensibilisations et de plaidoyer menées par les organisations de la société civile. Ces activités réunissaient les membres de différentes communautés ethniques ;
- Les activités de la sociothérapie qui réunissaient les membres de différents groupes ethniques. C'est le cas du groupe de jeunes qui s'opposent à la dualité du pouvoir évitant ainsi l'institutionnalisation du conflit ;
- Apport des activités du projet ESPER qui ont contribué à l'amélioration de la sécurité ;
- La mise en place des structures de développement notamment les comités de développement au niveau de la chefferie qui réunissent les personnes de différents groupes ethniques. Leurs activités (construction de routes, ponts, etc.) mobilisent des personnes de différentes communautés et créent un lien entre les communautés.
- Le fait que les communautés vivent les mêmes problèmes permet à ce que les personnes aient confiance entre-elles.

En outre, la confiance dans l'avenir a aussi augmenté. Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 28 % des personnes qui s'attendent à ce que leurs villages deviennent paisible dans un an. Elle est passée de 15 % à l'étude de base, dont 11 % de femmes et 18% d'hommes, contre 43 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 42 % de femmes et 43% d'hommes.

Selon les partenaires de mise en œuvre, cette progression s'expliquerait par :

- Le Travail des CLSP mis en place grâce à l'appui du projet permet aux communautés de comprendre que la sécurité est une affaire de tous. Des jeunes issue des conseils de sécurité ont mis en place des groupes de défense locaux ;
- Le contexte lié au déploiement de la force régionale ;
- Les jeunes qui tracassaient les populations y ont renoncé grâce aux activités de sociothérapie ainsi que le PIP des villages ;
- La suppression des barrières illégales.

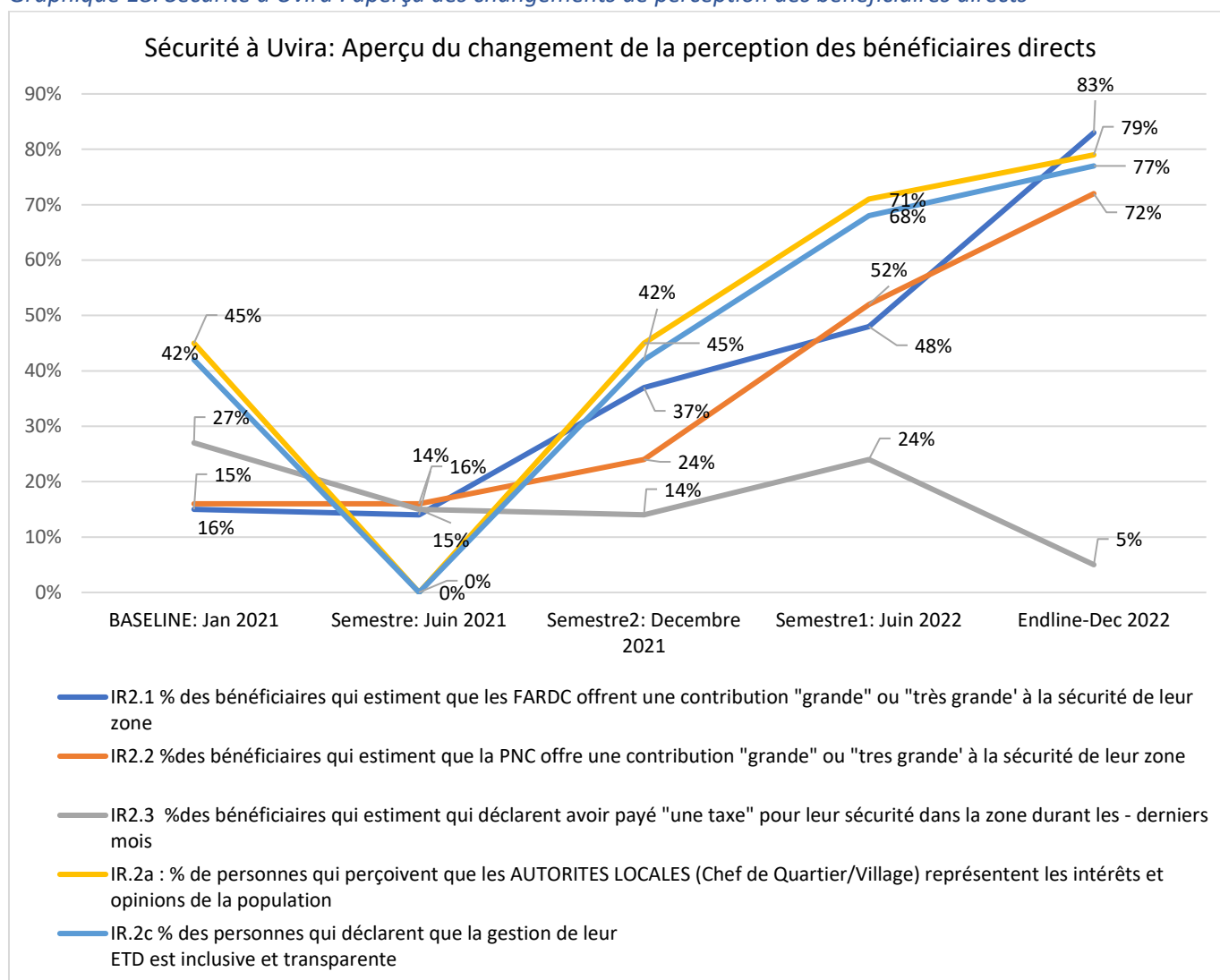
De même, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan sud Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 38 % des personnes qui admettent que les

projets de consolidation de la paix traitent des problèmes importants dans leurs zones. Elle est passée de 32 % à l'étude de base, dont 31 % de femmes et 33% d'hommes, contre 70 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 66 % de femmes et 73% d'hommes. En effet, les partenaires de mise en œuvre estiment que cette progression s'expliquerait par :

- L'amélioration de la sécurité et le renforcement de la cohésion sociale ;
- Les projets antérieurs de stabilisation. Les nouveaux projets s'adressent véritablement aux besoins de la stabilisation (Coopérative laitière de Bwegera, la sécurisation foncière) ;
- Les activités de plaidoyer réalisées, qui ont été une émanation des communautés (prise en compte des besoins exprimés par la population) ;
- La sécurisation des terres par le projet UJAMAA qui a permis aux paysans sans terre de posséder des terres et de cohabiter pacifiquement (service de cadastre) ;
- L'entente entre la chefferie de Bafuliiru et le groupement d'Itara issu du dialogue démocratique.

II.2.2.2. Pilier 2- Sécurité

Graphique 18. Sécurité à Uvira : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données renseignées dans le graphique ci-dessus démontrent une amélioration de 68% de la confiance des communautés envers les FARDC. Elle est passée de 15% à l'étude de base dont 17% de femmes et 13% d'hommes, contre 83% au 2^{ème} semestre 2022, dont 83 % de femmes et 82% d'hommes.

Selon les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction, cette hausse de confiance pendant ce semestre s'expliquerait par :

- L'organisation des conseils de sécurité réunissant à la fois les FARDC et la population. Ces conseils ont abouti à certaines résolutions ayant conduit à la

présence des FARDC le long de la RN5 et à la restriction des mouvements des personnes après 17h le long de cette route ;

- La présence de la force régionale aux cotés des FARDC ;
- L'augmentation des effectifs des éléments FARDC dans les entités jadis sans leur présence.

De même, il s'observe également une augmentation de 56 % de la confiance des communautés envers la Police Nationale Congolaise (PNC). Elle est passée de 16% à l'étude de base dont 17% de femmes et 15%

d'hommes, contre 72 % au 2^{ième} semestre 2022, dont 72% de femmes et 71 % d'hommes.

Selon les analyses des partenaires des FCS lors de la boucle rétroaction, cette hausse de tendance s'expliquerait par l'approche RBF qui a poussé les éléments de la PNC à exercer leur travail avec excellence et performance tout en évitant certaines pratiques illégales.

Cependant, les données du graphique 5 ci-dessus démontrent une régression positive de 22 % de cas de paiement de la taxe illégale pour la sécurité. Elle est passée de 27 % à l'étude de base dont 28% de femmes et 26% d'hommes, contre 5% au 2^{ième} semestre 2022, dont 72% de femmes et 71 % d'hommes.

Les analyses des partenaires provenant de la boucle rétroaction justifient cette tendance par la suppression des barrières illégales et payantes sur l'axe Luvungi-Lemera. Toutefois, certains bénéficiaires pensent les barrières devraient rester en place pour que les FARDC continuent à assurer leur sécurité sans pour autant faire payer les taxes illégales.

La perception sur la redevabilité des ETD envers la communauté a augmenté de 34 %. Elle est passée de 45% à l'étude de base dont 49% de femmes et 41% d'hommes contre 79% au deuxième semestre 2022 dont 83% de femmes et 76% d'hommes. Selon les analyses des partenaires des FCS lors de la boucle rétroaction, cette hausse de tendance s'expliquerait par :

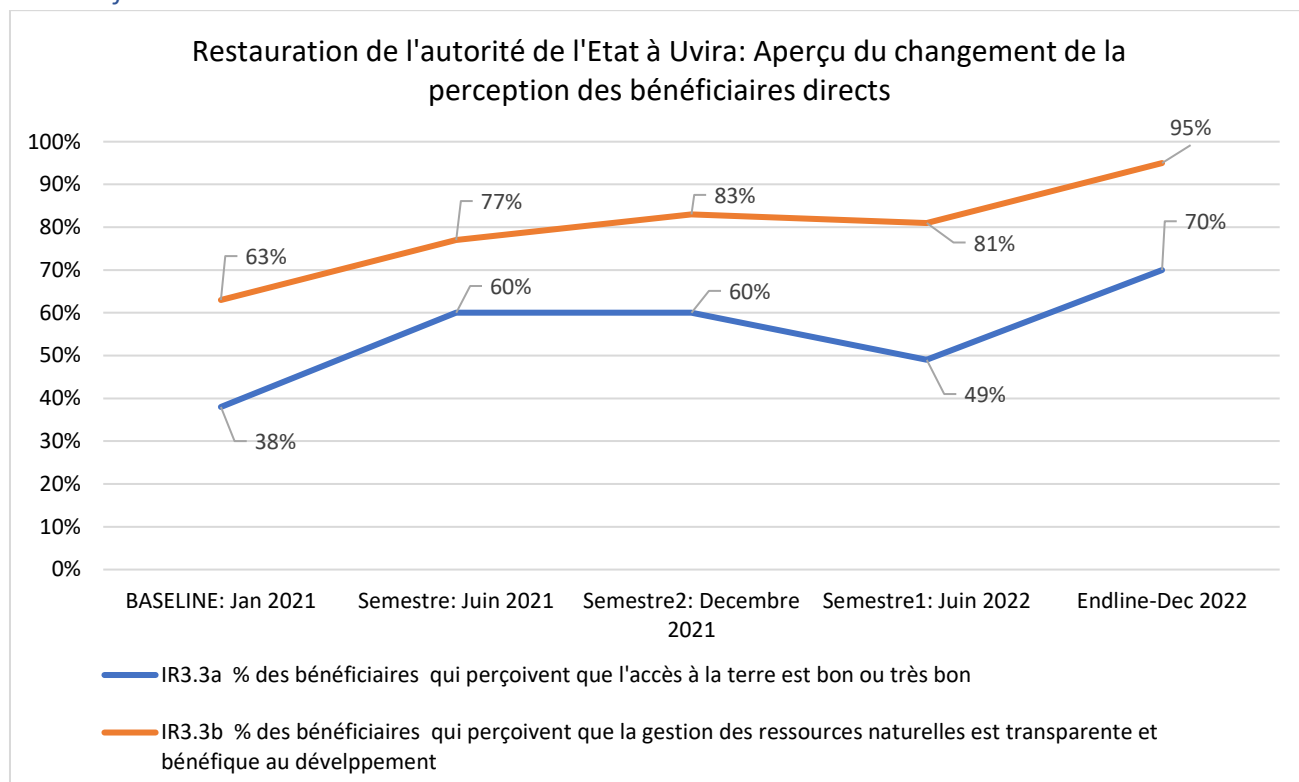
- L'organisation des réunions (redevabilité), l'itinérance des autorités locales pour se rapprocher de la population ;
- La mise en place et la participation des autorités locales aux activités de développement et aux travaux communautaires ;
- Le renforcement des capacités des communautés pour leur participation au développement. Les OSC et la chefferie travaillent ensemble et ne se considèrent plus comme des ennemis.

De même, la perception sur la confiance (gestion, inclusivité et transparence) des ETD envers la communauté a augmenté de 35 %. Elle est passée de 42% à l'étude de base, dont 49% de femmes et 37% d'hommes, contre 77% au 2^{ième} semestre 2022, dont 80 % de femmes et 75% d'hommes.

Selon les analyses des partenaires des FCS lors de la boucle rétroaction, cette hausse de tendance s'expliquerait par la mise en place des comités de développement au niveau des ETD ainsi que l'élaboration des budgets participatifs et des PAS dans lesquels les points de vue de la population sont pris en compte.

II.2.2.3. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État

Graphique 19. Restauration de l'autorité de l'État à Uvira : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 32 % de la perception sur l'accès à la terre. Elle est passée de 38 % à l'étude de base, dont 36 % de femmes et 39% d'hommes, contre 70% au 2^{ème} semestre 2022, dont 71% de femmes et 70 % d'hommes.

Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par :

- L'approche PIP qui permet aux paysans de faire des économies en vue de s'acheter des espaces ;
- Les paysans sans terre y ont accédé grâce au contrat de métayage par lequel les concessionnaires ont accepté de céder certains espaces aux

paysans sans terre. Ce contrat a amené ces paysans à accéder à la terre pour une durée de 3 ans ;

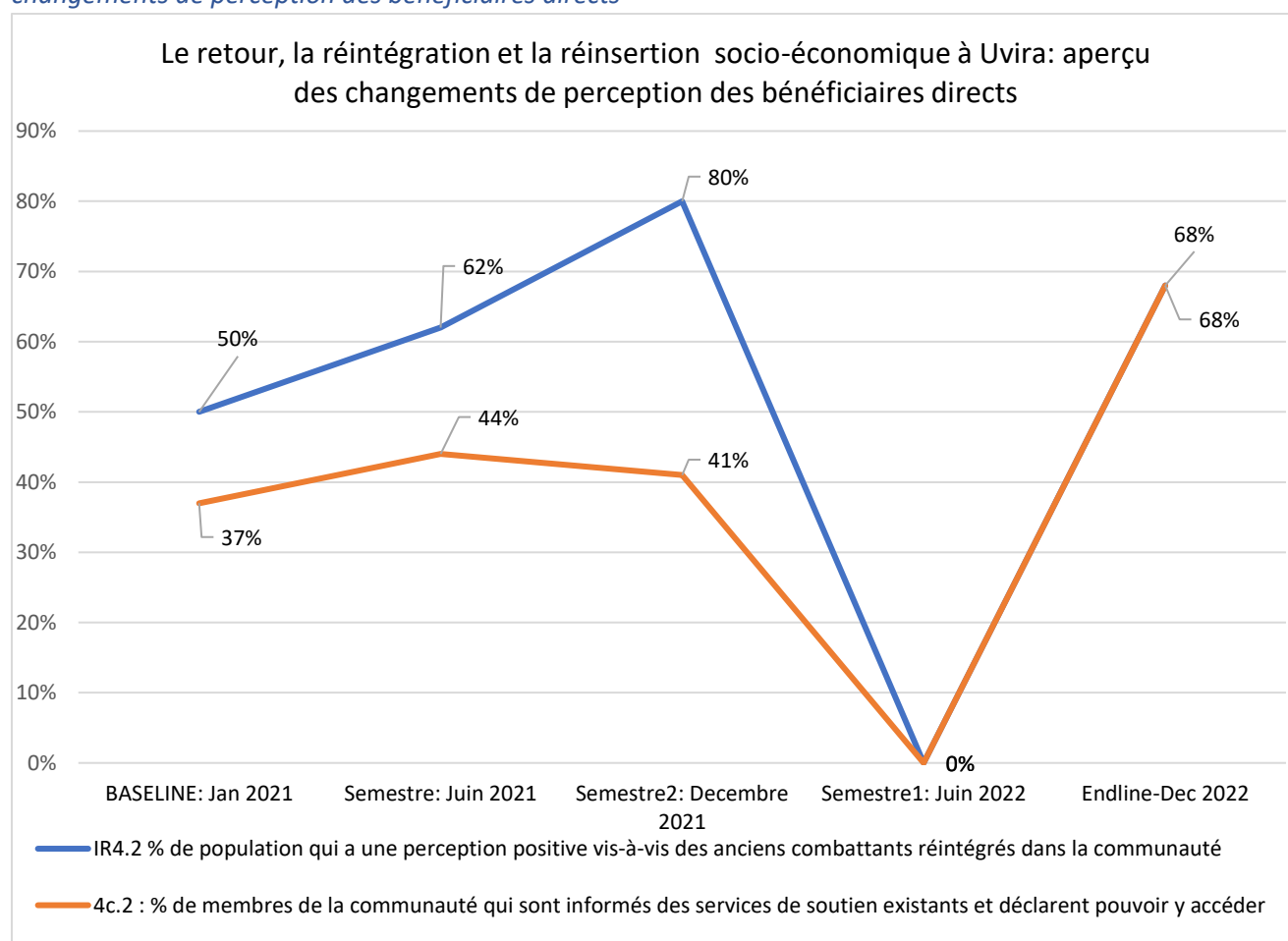
- La cartographie qui a permis de quitter l'aspect de terres non sécurisées vers la sécurisation par des documents légaux.

En outre, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent également une progression de 32 % de la perception sur la gestion des ressources naturelles. Elle est passée de 63 % à l'étude de base, dont 64 % de femmes et 63% d'hommes, contre 95 % au 2^{ème} semestre 2022 dont 95% de femmes et 95 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par :

- La mise en place des infrastructures agropastorales (couloirs de transhumance) avec des chartes de cogestion définissant de quelle manière elles devraient être gérées ;
- Les contrats de métayage qui permettent d'accéder à la terre.

II.2.2.4. Pilier 4- Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique

Graphique 20. Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Uvira : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 18% de la perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté. Elle est passée de 50 % à l'étude de base, dont 48% de femmes et 51%

d'hommes, contre 68 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 62% de femmes et 74 % d'hommes. De même, il observe une augmentation de 31% de la perception des membres des communautés qui sont informés des services de soutien existants et déclarent y avoir accès. Elle est passée de 37 % à l'étude de base, dont 34 % des femmes et 39 % d'hommes, contre 68 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 63% de femmes et 72 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors

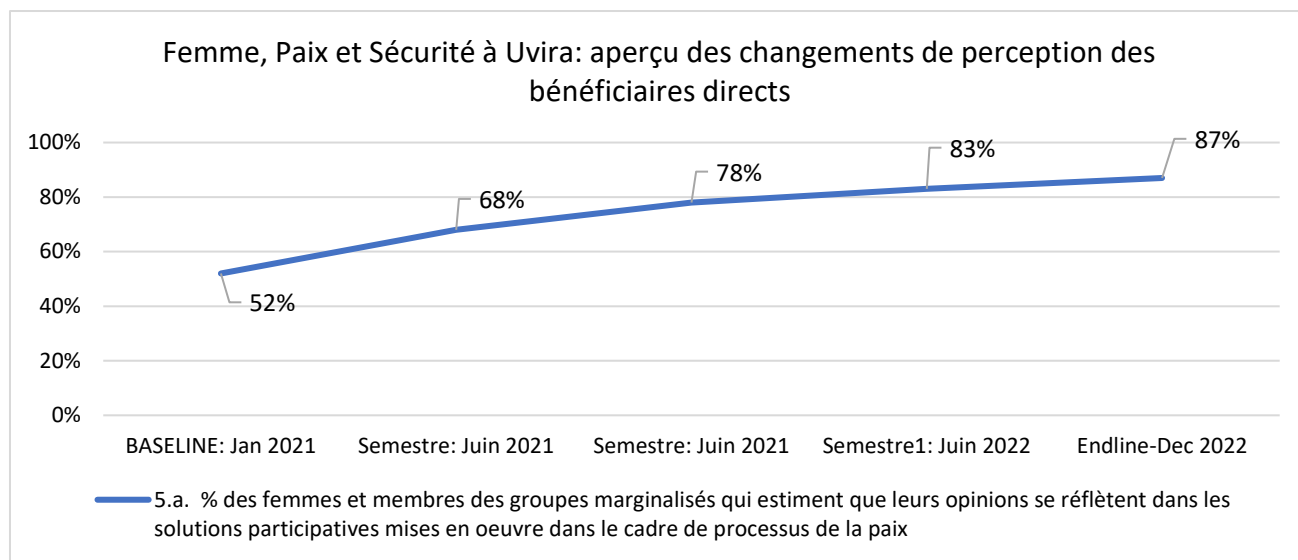
de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par :

- Les sensibilisations faites par le projet *mchango wetu kwa Amani* en faveur des membres des communautés,

- La mise en œuvre du projet pilote de réintégration et réinsertion communautaire.
- La mise en place du PDDRCS.

II.2.2.5. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

Graphique 21. Dialogue démocratique à Uvira : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2022 démontrent une progression de 35% sur la perception des communautés sur la prise en compte des opinions des femmes et membres des groupes marginalisés dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix. Elle est passée de 52% à l'étude de base, dont 48 % de femmes et 56 % d'hommes, contre 87% au 2^{ème} semestre 2022, dont 87% de femmes et 87 % d'hommes à Uvira.

Les résultats de l'étude longitudinale qualitative et ceux de focus groupes confirment cette tendance par la prise de conscience du rôle de la femme mais aussi l'implication des femmes dans la gestion de la

cité (Femme cheffe d'avenue) et la participation des femmes à l'élaboration de la stratégie du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation (PDDRCS).

Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre notamment par :

- Le fait que les opinions des femmes étaient recueillies au préalable avant l'élaboration des PDL et PAS ;
- Avant la tenue de chaque CLSP ; il y avait au préalable une réunion avec les femmes, leur permettant de se préparer en formulant d'avance leurs opinions;
- Les structures féminines du projet permettaient aux femmes d'exprimer

leurs besoins spécifiques et de résoudre leurs problèmes. Les femmes de ces structures venaient dans le CLSP avec les besoins des femmes ; comme cela était le cas lors de l'élaboration des PDL ;

- Grâce au projet ESPASK, les femmes ont appris à s'exprimer (fora des groupement, CLSP). Les femmes commencent à mener des plaidoyers ;
- Les femmes ont été impliquées dans la bonne gouvernance et certaines ont été promues au poste de responsabilité dans les entités ;
- Le stéréotype d'exclusion de la femme dans la prise de décision a diminué son ampleur. Dans toutes les réunions, il y a la notion du genre (aucune réunion ne peut plus se tenir sans la présence d'au moins une femme).

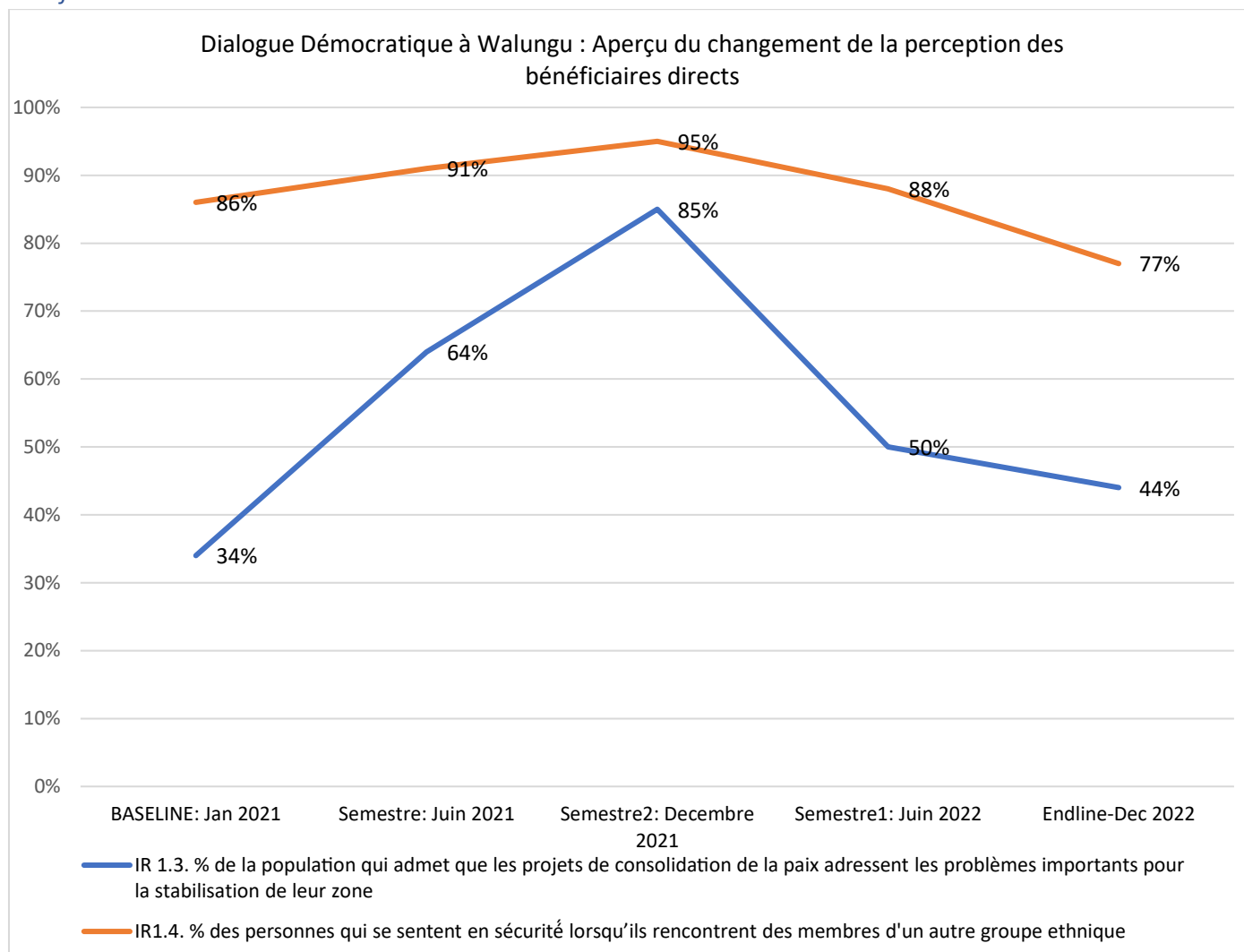
II.3. Changement dans le territoire d'Uvira : (Kamaniola)

Plusieurs types de conflits continuent à jouer un rôle important dans la dynamique des conflits dans le territoire de Walungu, spécifiquement dans la cité de Kamaniola. Cette dernière est gérée sur le plan administratif par le territoire de Walungu mais partage presque le même contexte géographique et sécuritaire que le territoire d'Uvira. Les types de conflits qu'on y observe comprennent à la fois des conflits d'accès à la terre entre individus et familles, des conflits entre grands concessionnaires et paysans, ainsi que des conflits d'utilisation des terres entre les éleveurs et agriculteurs dans le cadre de la transhumance. Ces différents conflits se déroulent dans un environnement permissif de gouvernance foncière faible, caractérisé par un manque de transparence et le dualisme entre la jurisprudence coutumière et la législation foncière moderne.

Les graphiques ci-dessous donnent un aperçu du progrès des indicateurs standards par pilier à Walungu.

II.3.1. Pilier 1- Dialogue démocratique

Graphique 22. Dialogue démocratique à Walungu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Walungu en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan sud Kivu en février 2023 démontrent une régression de 11 % de la perception sur le sentiment de sécurité avec les autres groupes ethniques. Elle est passée de 86 % à l'étude de base, dont 73 % de femmes et 97% d'hommes, contre 77 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 76 % de femmes et 78% d'hommes. Pour les partenaires des FCS (Consortium UJAMA) qui mettent en œuvre les activités de dialogue démocratique dans le territoire de Walungu, cette régression

pourrait se justifier par le fait que Kamaniola est une zone ayant trop de groupes ethniques et elle est la seule zone de refuge de plusieurs groupes ethniques dans la plaine de la Ruzizi.

De même, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Walungu en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 10 % des personnes qui admettent que les projets de consolidation de la paix traitent des problèmes importants dans leurs zones. Elle est passée de 34 % à l'étude de base, dont 20

% de femmes et 46% d'hommes, contre 44 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 46 % de femmes et 42% d'hommes. En effet, les partenaires de mise en œuvre estiment que cette progression s'expliquerait par :

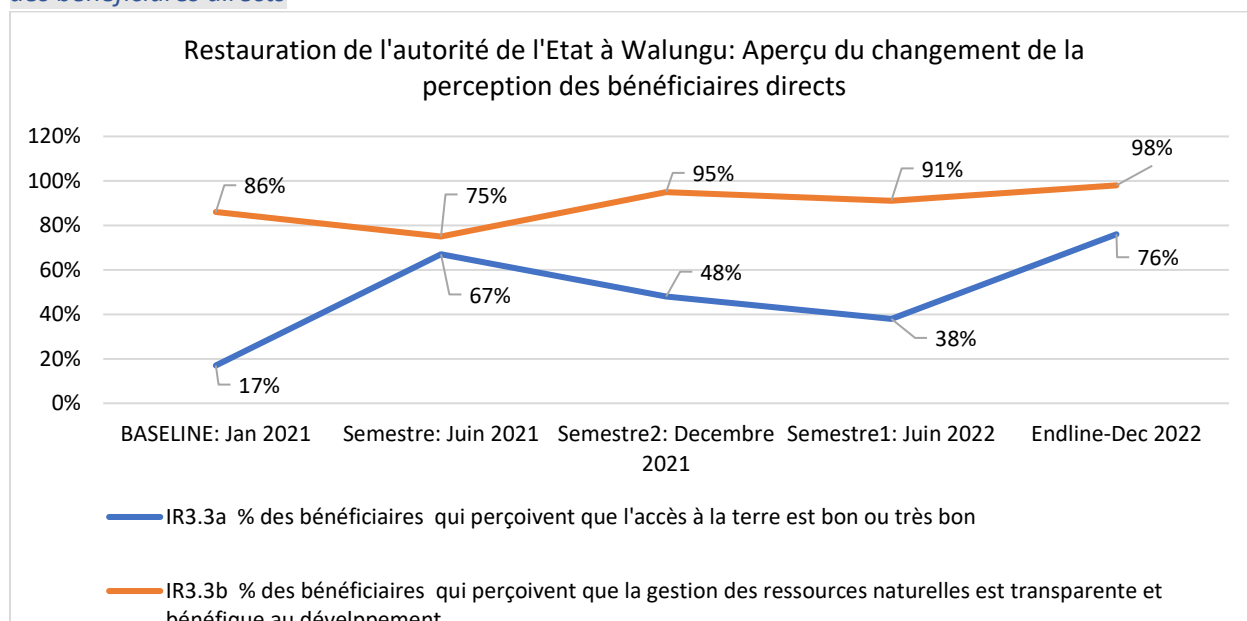
- La réalisation des activités de plaidoyer qui ont été l'émanation des

communautés (prise en compte des besoins exprimés par la population) ;

- La sécurisation des terres par le projet UJAMAA qui a permis aux paysans sans terre d'en posséder et de cohabiter pacifiquement (service de cadastre), mais aussi par la résolution des problèmes entre les agriculteurs et les éleveurs à Kamanyola.

II.3.2. Pilier 3- Restauration de l'autorité de l'État

Graphique 23. Restauration de l'autorité de l'Etat à Walungu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Walungu en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2023 démontrent une progression de 59 % de la perception sur l'accès à la terre. Elle est passée de 17% à l'étude de base, dont 19% de femmes et 15% d'hommes, contre 76 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 85% de femmes et 67 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par :

- Les activités organisées par le projet impliquant les concessionnaires et les paysans sans terre ;

- La tendance de Kamaniola à être une cité (et peut-être par le fait que Kamaniola soit proche du Rwanda), fait que les concessionnaires sécurisent eux-mêmes leurs champs même sans l'appui du projet ;
- Le respect de l'autorité locale à Kamaniola ;
- L'environnement économie de Kamaniola facilite la population l'accès à la terre ;
- La présence de la structure communautaire (CCI Kamaniola) ;
- Les formations des Mobilisateurs fonciers et des brigades foncières ainsi que l'existence d'un registre foncier communautaire (RFC).

Cependant, l'étude longitudinale et le focus group contredisent cette tendance pour des raisons diverses notamment la persistance des conflits fonciers entre autorités et communautés ainsi que les problèmes liés aux limites des parcelles et les envahissements des champs par les non originaires du milieu.

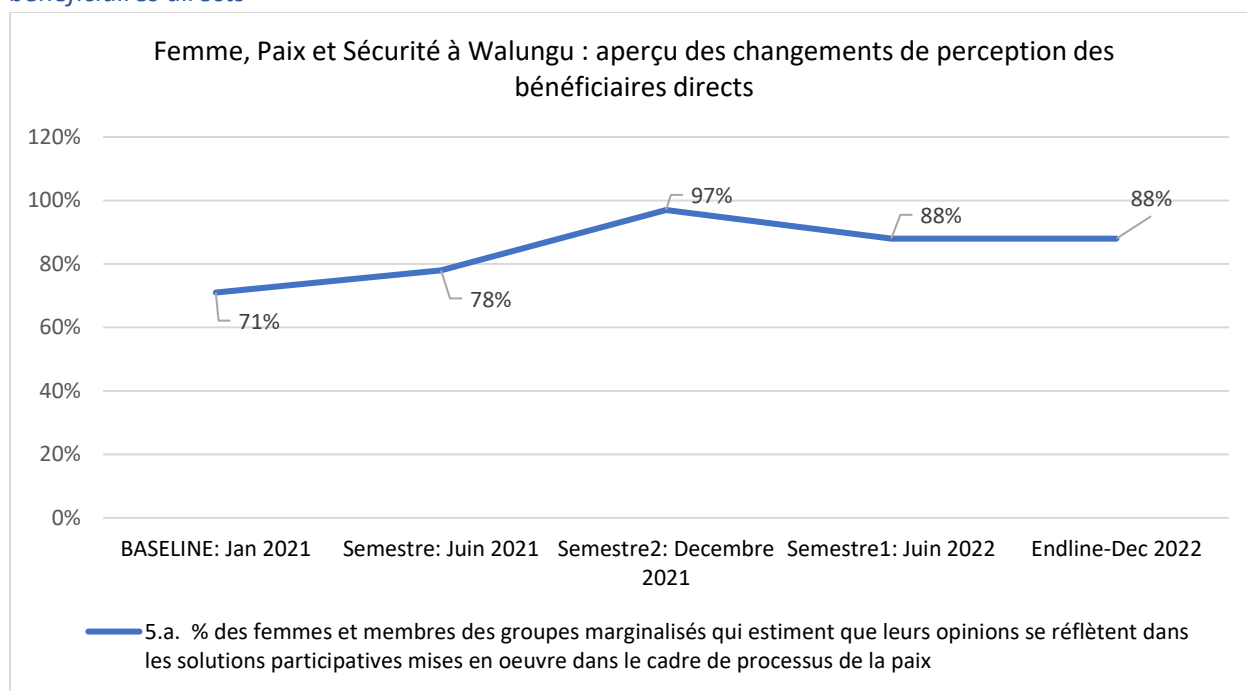
En outre, les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Uvira en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan sud Kivu en janvier 2023 démontrent également une progression de 12 % de la perception sur la gestion des ressources naturelles. Elle est passée de 86% à l'étude de base, dont 85 % de

femmes et 87% d'hommes, contre 98 % au 2^{ème} semestre 2022, dont 100% de femmes et 96 % d'hommes. Les analyses des partenaires lors de la boucle rétroaction confirment également cette tendance qui est justifiée entre autres par le fait que:

- La question de l'eau est gérée par des comités de gestion d'eau avec un mandat bien défini ;
- La rivière Ruzizi servant d'eau d'irrigation et d'abreuvoir est gérée par la CEPEGL ;
- Les comités des irrigateurs sont bien tenus.

II.3.3. Pilier 5- Femme, paix et sécurité

Graphique 24. Femmes, paix et sécurité à Walungu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire de Walungu en décembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du Plan Sud-Kivu en janvier 2022 démontrent une progression de 17% concernant la perception des

communautés sur la prise en compte des opinions des femmes et membres des groupes marginalisés dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix. Elle est passée de 71 % à l'étude de base, dont 51% de femmes et 88% d'hommes, contre 88 % au 1^{er} semestre 2022, dont 90% de

femmes et 86 % d'hommes à Walungu. Les résultats de l'étude longitudinale qualitative et ceux de focus groupes confirment cette tendance par la prise de conscience du rôle de la femme mais aussi l'implication des femmes dans la gestion de la cité (c'est à Kamaniola qu'on a eu la première Femme cheffe d'avenue) et la participation des femmes à l'élaboration de la stratégie du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation (PDDRCS). Il y a également une bonne attitude des organisations de la société civile face à la femme ainsi que la participation de la femme aux conseils de sécurité et comités de développement de leur groupement à Kamaniola.

III. PROVINCE DE L'ITURI

III.1. Contexte de la zone

Le contexte sécuritaire est resté incertain en Ituri durant ce second semestre 2022. Les exactions commises par des miliciens contre les civils et les affrontements entre miliciens se sont multipliées faisant des morts, des dégâts matériels importants, pillages et des mouvements des populations malgré la participation de certains groupes armés de l'Ituri au processus de paix de Nairobi 3.

III.2. Aperçu de la mise en œuvre du FCS en Ituri

Au cours de ce semestre, le Fonds de Cohérence de la Stabilisation (FCS) a financé 4 des 5 projets en Ituri pour un budget total de 8752578 USD depuis 2020. Un projet a été clôturé en septembre 2021. Les projets suivants ont ainsi été financés au cours de la période sous examen :

- ACIAR : Projet clôturé depuis le mois de septembre 2022. Ce projet avait pour objectif d'appuyer les opérations de désarmement et de démobilisation des éléments de la FRPI et la Stabilisation du Sud Irumu en Ituri. Le projet a été depuis réorienté après l'échec du lancement des opérations de désarmement de la FRPI. Les activités du projet ont débuté au mois de décembre 2021. Au mois de mars 2022, le projet été révisé mais la mise en œuvre effective de ses activités a commencé au mois de juillet 2022 à la

suite du retard dans le décaissement des fonds.

- Consortium OIM, TROCAIRE et CARITAS : l'exécution de ce projet avait été suspendu pendant une année mais a repris depuis le mois de septembre 2021 avec une réorientation. Le projet est actuellement axé sur le pilier Retour Réintégration et Réinsertion (RRR) et vise à contribuer à la cohésion sociale et à la résilience des communautés grâce à des activités de relance économique.
- Consortium DRC, AJEDEC, ASSOSITUR et Justice Plus, il était axé sur le pilier RRR dans le territoire de Djugu. Projet clôturé depuis novembre 2022. Il avait comme principales thématiques : la réintégration économique des groupes à risque, la cohabitation pacifique, l'autonomisation des femmes, la redynamisation des associations des jeunes et leur participation au processus de consolidation de la paix, y compris la redevabilité.
- Consortium CORDAID, VNGI, Justice plus et FOMI, il assurait la mise en œuvre du pilier Restauration de l'Autorité de l'État à travers trois axes majeurs en l'occurrence : l'amélioration des performances et de la qualité des services de l'administration judiciaire, des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) et des services de sécurité (PNC/FARDC). Projet clôturé depuis novembre 2022

Les zones d'intervention de ces projets sont les territoires d'Irumu et de Djugu.

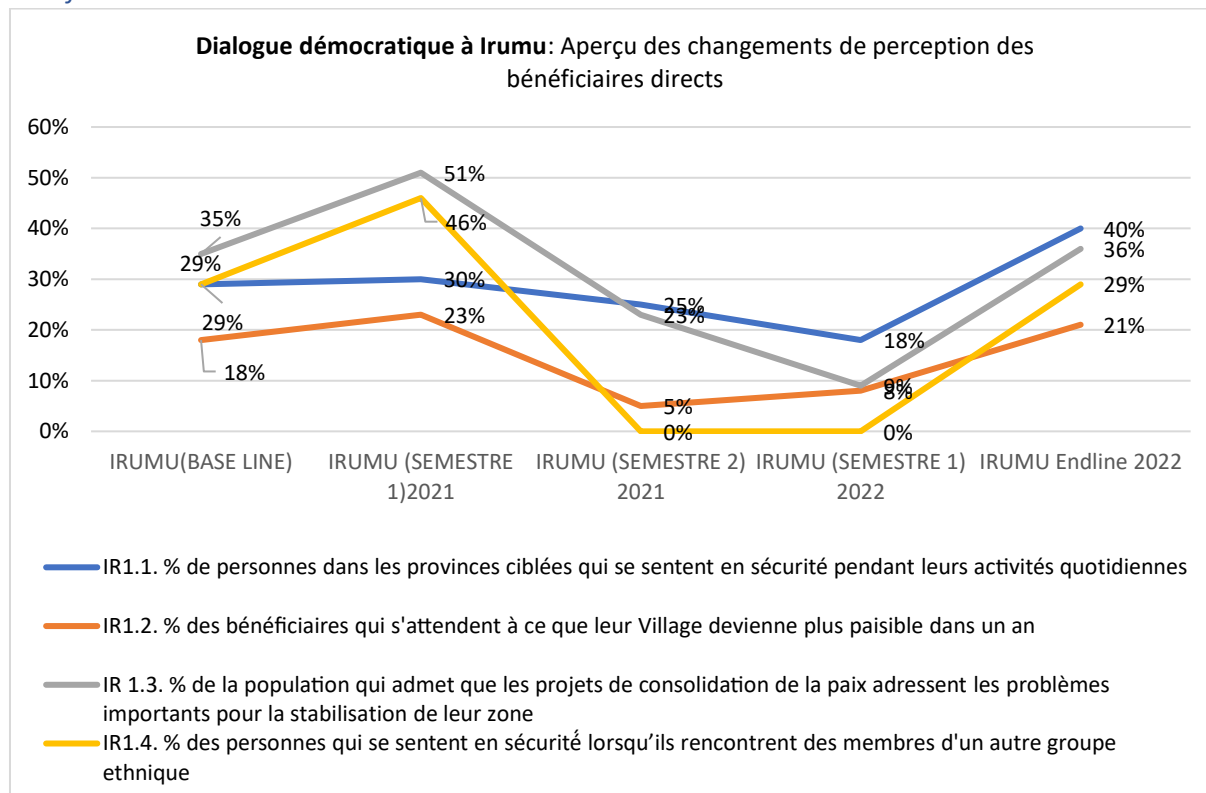
III.2.1. Changement dans le territoire d'Irumu

Deux projets sont financés par les fonds de cohérence dans le territoire d'Irumu. L'un était implémenté par le partenaire ACIAR (00121568) et portait sur le dialogue démocratique et l'autre est exécuté par

le consortium OIM, Trocaire et Caritas (00121338) sur le RRR ayant comme objectif d'appuyer la cohésion sociale et la résilience communautaire.

III.2.1.1. Pilier 1 - Dialogue démocratique à Irumu

Graphique 25. Dialogue démocratique à Irumu : : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Irumu en septembre 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du plan de l'Ituri en octobre 2022 démontrent une progression de 11 %, soit 29 % à l'étude de base (23 % de femmes et 35% d'hommes) contre 40% à l'étude finale), sur le sentiment de sécurité pendant les activités quotidiennes. L'étude longitudinale réalisée au mois d'Octobre 2022 aborde dans le même sens en démontrant une bonne perception de sentiment de sécurité pendant les activités quotidiennes pour le deuxième semestre 2022. Elle est justifiée par la diminution des atrocités commises par les groupes armés et le vol des gros bétails. Les communautés commencent à fréquenter les champs proches des villages sans crainte car les ADF ont été repoussé loin. Elles fréquentent

également les marchés. Les cas de tueries et pillages sont presque inexistants pour cette période. Toutefois, les barrières illégales des FRPI existent toujours mais en nombre limité et avec moins d'exigences qu'avant. Cette perception a également été confirmée comme étant améliorée lors de l'actualisation trimestrielle du contexte d'Irumu avec les structures communautaires et aussi pendant les séances de boucles rétroactions réalisées avec les parties prenantes des projets à Irumu.

En outre le pourcentage de bénéficiaires qui s'attendent à ce que leurs villages deviennent plus paisibles dans un an a connu une progression de 3%, soit 18 % à l'étude de base (17 % de femmes et 19 % d'hommes) contre 21% à l'étude finale (23 % de femmes et 20% d'hommes). Les boucles rétroaction avec les parties prenantes expliquent cette tendance

par le fait qu'au semestre deux 2022, il y a eu une petite amélioration de la situation sécuritaire dans Irumu, particulièrement à Boga où l'activisme des ADF NALU était notable depuis le début de l'année 2021 jusqu'au 1er semestre 2022. Le résultat des boucles rétroactions a révélé qu'à la suite de cette situation, la communauté de Boga et ses environs pensaient déjà à quitter définitivement leurs villages vers d'autres chefferies dans Walendu Bindi. Toutefois, au début du 2ème semestre 2022, Les FARDC et les UPDF (Uganda People Defense Force) ont conjointement intensifié les interventions dans cette zone jusqu'à repousser très loin l'ennemi. Ainsi, les communautés qui étaient en déplacement ont regagné leurs villages, ce qui redonner espoir à la restauration de la paix dans un bref délai.

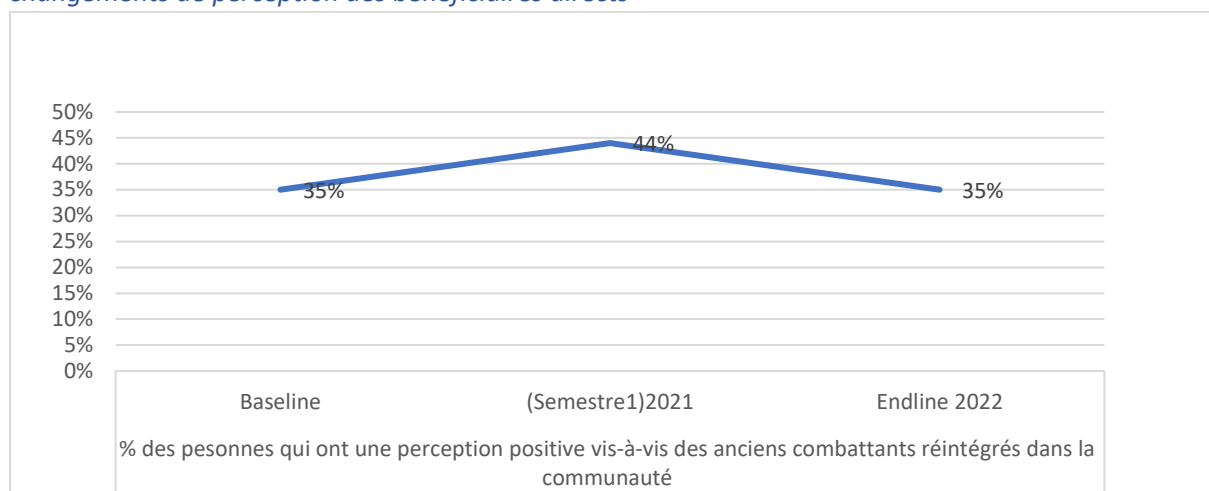
Le pourcentage de la population qui admet que les projets de consolidation de la paix traitent les problèmes importants pour la stabilisation de leur zone a connu une faible progression de 1%, soit 35 % à l'étude de base (34 % de femmes et 36 % d'hommes) contre 36% % au endline (38% de femmes et 35 %

d'hommes). Les boucles rétro- action avec les parties prenantes du projet ont soutenu que la population d'Irumu est désintéressée aux projets de stabilisation depuis le non-aboutissement du processus de désarmement de la FRPI et pense que ces projets ne sont pas en mesure de restaurer la paix dans sa zone. Ils ont ajouté que ce projet essaye seulement de traiter les problèmes liés aux groupes armés locaux mais n'envisage rien pour les groupes armés étrangers comme les ADF.

Concernant le pourcentage des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'un autre groupe ethnique, il n'y a eu aucun changement soit 29% à l'étude de base comme à l'étude finale (29% de femmes et 29% d'hommes). Les boucles rétroactions avec les parties prenantes du projet ont appuyé cela dans ce sens qu'à chaque fois qu'ils rencontrent une personne d'une autre ethnie dans des coins isolés ils se sentent en insécurité et par moment ils se sentent en insécurité même avec une personne de son ethnie

III.2.1.2. Pilier 4 - Retour Réintégration et Réinsertion à Irumu

Graphique 26. Le retour, la réintégration et la réinsertion socio-économique à Irumu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs

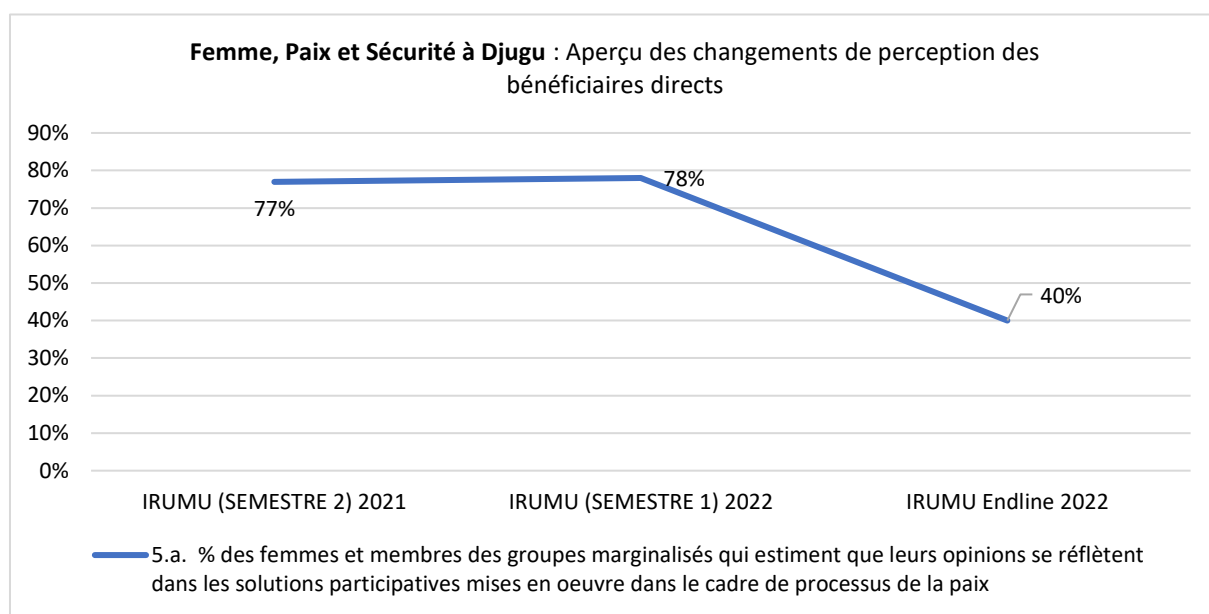


Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Irumu en juin 2022 et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du plan de l'Ituri en octobre 2022 démontrent que la perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté n'a pas connu de changement. Elle est restée à 35 % à l'étude de base (34 % de femmes et 36 % d'hommes) et à l'étude finale (34 % femmes et 36 % d'hommes). Les boucles rétroactions démontrent une perception positive pour les

ex combattants qui ont intégré la vie courante et exercent des petits commerces, le taxi moto et d'autres font l'agriculture. Cette catégorie ne présente aucune menace pour la communauté d'accueil. Cependant, il y a aussi une autre catégorie qui a une double casquette. Ils sont déjà réintégrés, mais ne rassurent pas les communautés du fait de leurs comportements qui parfois déstabilise les communautés par des cas de vols, de détournement et d'autres actes criminels.

III.2.1.3 Pilier 5- Femme, Paix et sécurité à Irumu

Graphique 27. Femmes Paix Sécurité à Irumu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



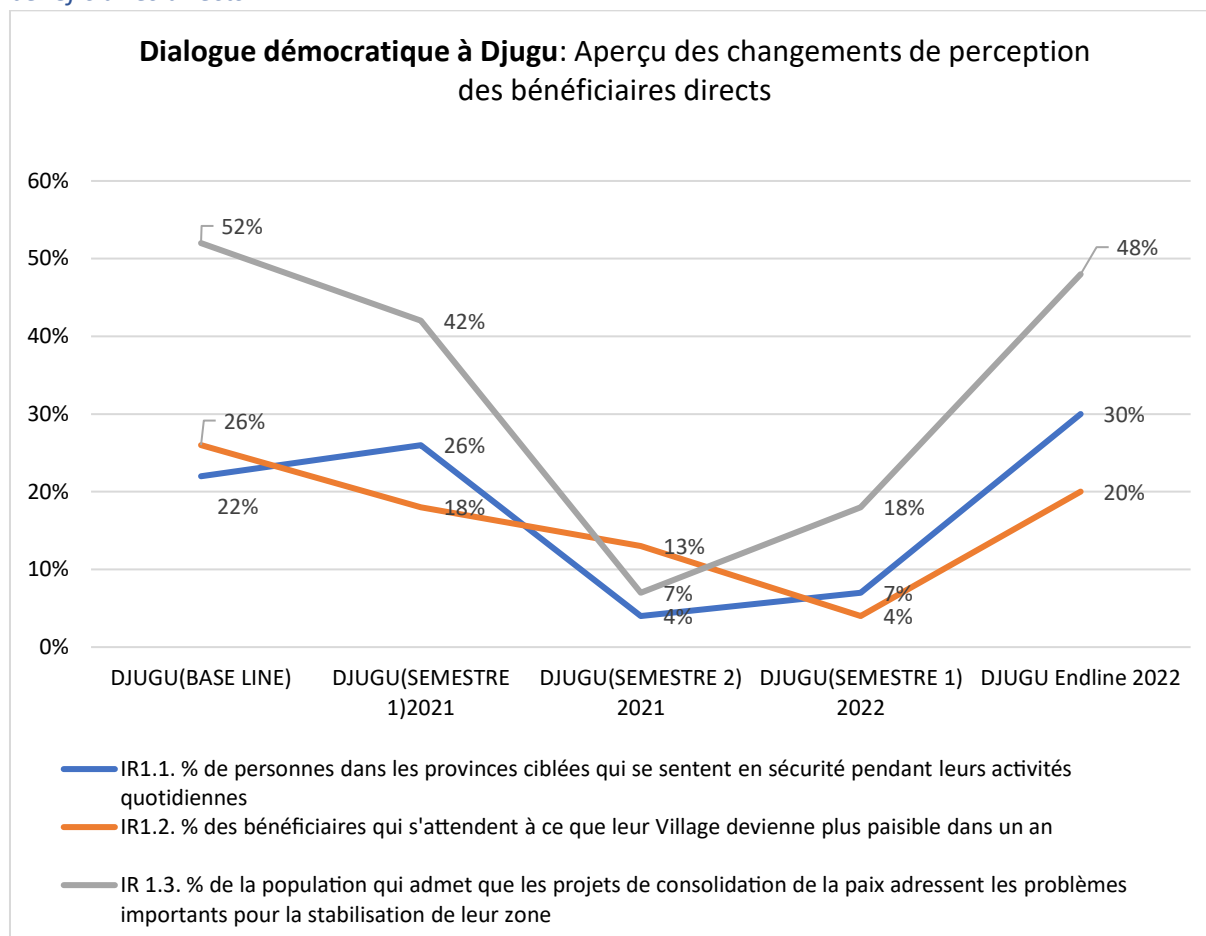
Les données collectées par les partenaires de mise en œuvre des projets FCS dans le territoire d'Irumu à l'étude finale (décembre 2022) et vérifiées par l'équipe conjointe M&E, PNUD-SSU, PDDRCS, Division du plan de l'Ituri en octobre 2022 démontrent une régression de 37% de la perception des communautés sur la prise en compte des opinions des femmes et membres des groupes marginalisés dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix à Irumu, soit 77 % à l'étude de base (74 % de femmes et 81 % d'hommes) contre 40 % à l'étude finale (42% de femmes et 38 % d'hommes). Le résultat des

boucles rétroactions et étude longitudinale prouve le contraire et démontre que le taux devait aller à 85% car les femmes sont impliquées dans tout ce qui se passe dans leurs communautés. Elles sont représentées dans toutes les réunions (assemblée générale, réunion de sécurité élargie) et exposent leurs problèmes. Également, la zone a accueilli des déplacés à la suite des attaques des ADF. Leurs problèmes sont aussi portés par les femmes et traités dans des réunions organisées par les autorités, bien qu'ils n'y participent pas.

III.2.2. Changement dans le territoire de Djugu

III.2.2.1. Pilier 1 - Dialogue démocratique à Djugu

Graphique 28. Dialogue démocratique à Djugu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



Le sentiment de sécurité pendant les activités quotidiennes a connu une progression de 8% à l'étude finale, soit 22% à l'étude de base (19 % de femmes et 25% d'hommes) contre 30 % à l'étude finale (35% femmes et 25 % d'hommes). Les résultats des études longitudinales au mois d'octobre 2022 justifient ces tendances à travers le dynamisme et la flexibilité des FARDC et la PNC. Ils se sont démarqués par des interventions spontanées à tout moment que la population en avait besoin. Ils sont présents sur la RN 27 et travaillent en collaboration avec les autorités locales et la communauté. La communication sécuritaire est partagée à toutes les couches. La population se réjouit de la libre circulation des personnes et de leurs biens. La population vaque librement à ses occupations

quotidiennes sans craintes (aller aux champs, au marchés ...). Les données collectées lors de l'actualisation du contexte aux structures communautaires de Djugu abordent dans le même sens, précisant que pendant cette période de rapportage, la zone a enregistré moins de cas d'enlèvement et de tueries, mais aussi une diminution de barrières illégales et d'extorsions du côté FARDC/PNC et du côté CODECO.

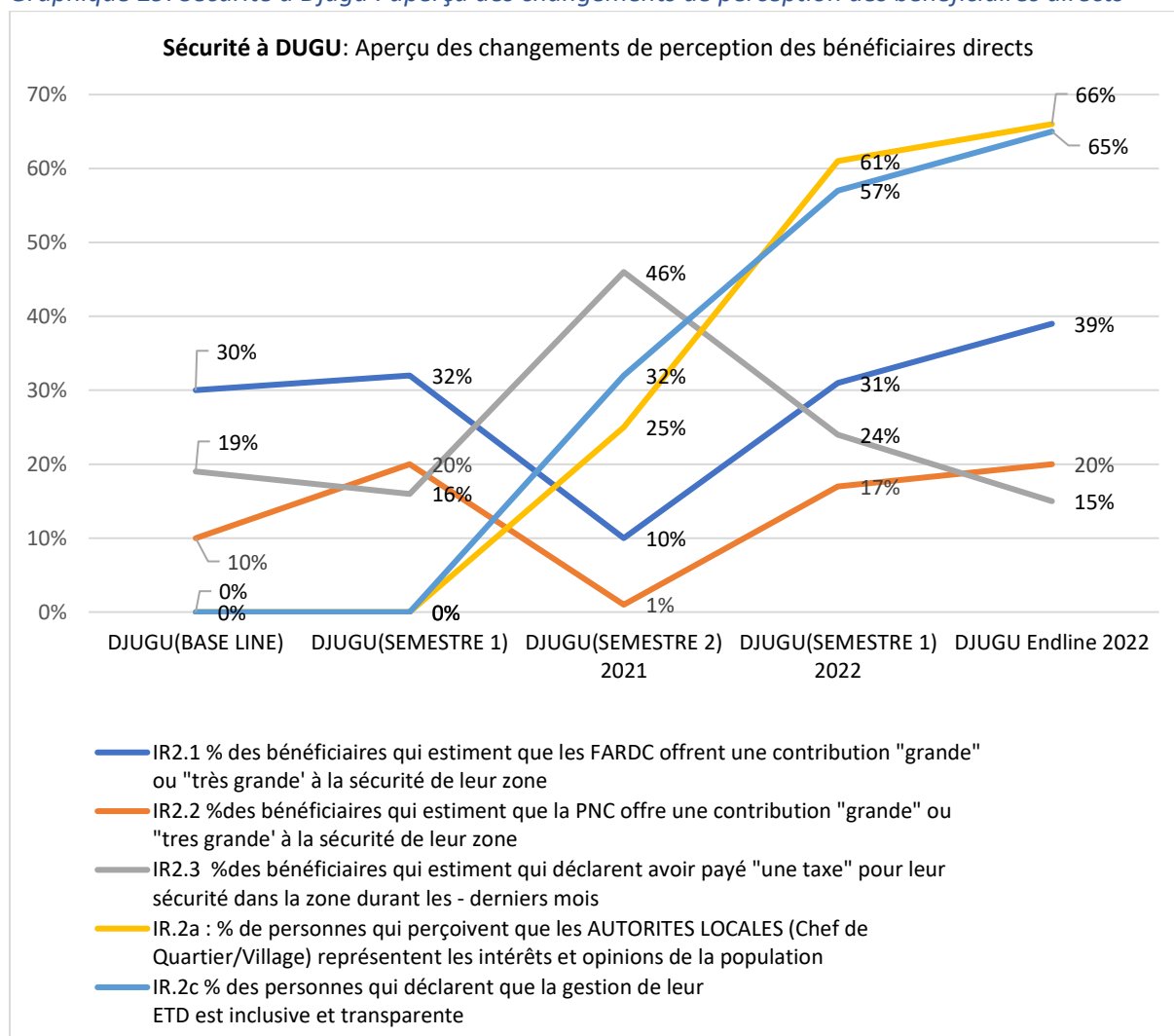
La proportion des personnes qui s'attendent à ce que leurs villages deviennent paisibles dans un avenir proche (un an) a régressé de 2%. Il est passé de 26% à l'étude de base (dont 25% de femmes et 27% d'hommes) contre 20% au endline (dont 22% de femmes et 18% d'hommes). Bien que les tendances montrent une régression de 2%. Les résultats de la

collecte des données qualitatives soutiennent que, comparativement au premier semestre 2022 où la situation sécuritaire était davantage détériorée à la suite de multiples attaques de CODECO, notamment dans un site des déplacés, les enlèvements et les tueries, le renforcement des efforts conjoints des FARDC, PNC, ANR et la communauté a produit des bons résultats qui a redonné un espoir de paix pour cette population bien que dans les villages éloignés des grands centres, des CODECO incontrôlés commettent toujours des exactions.

Une régression de 4% sur la contribution des projets FCS à la paix dans Djugu a été enregistrée. Cette perception est passée de 52% à l'étude de base (52% de femmes et 51% d'hommes) contre 48% à l'étude finale (dont 52 % de femmes et 44 % d'hommes). Selon les autorités locales de Djugu lors des focus groups au mois de septembre 2022, ceci s'expliquerait par le fait que les efforts des projets FCS dans la paix à Djugu sont salutaires, mais ils estiment que leurs apports sont encore minimes par rapport à l'ampleur des problèmes dans la zone.

III.2.2.2. Pilier 2 - Sécurité à Djugu

Graphique 29. Sécurité à Djugu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



La perception sur l'appréciation de la contribution des FARDC à la sécurité à Djugu a

connu une progression de 9%. Cette perception est passée de 30% à l'étude de base (30% de

femmes et 30% d'hommes) contre 39% à l'étude finale (dont 42 % de femmes et 35 % d'hommes). En ce qui concerne la contribution de la PNC sur la sécurité, une progression de 10% a été enregistrée : 10% à l'étude de base (10% de femmes et 10% d'hommes) contre 20% à l'étude finale (dont 18 % de femmes et 21% d'hommes). Les analyses des données qualitatives collectées au mois d'octobre 2022 justifient ces tendances par un renfort en éléments supplémentaires FARDC et PNC dans le territoire et surtout dans les chefferies et secteur que les miliciens occupaient. Ainsi, des actions pour la sécurisation de la population ont été renforcées depuis le premier semestre 2022. Des patrouilles conjointes FARDC et PNC étaient renforcées surtout dans les grandes agglomérations suivies parfois des bouclages. La population fait confiance aux services de l'ordre et de défense.

Le pourcentage des personnes qui payent les taxes illégales pour leur sécurité a connu une régression positive de 4%, soit 19% à l'étude de base (18% de femmes et 20% d'hommes) contre 15% au 2e semestre 2022 (dont 15 % de femmes et 15% d'hommes). Ces tendances montrent une diminution de cette pratique justifiée par la diminution progressive des barrières illégales érigées par la PNC, les FARDC et les groupes armés depuis le deuxième semestre 2021. Les résultats des données qualitatives collectées en octobre 2022, révèlent que les commandements FARDC et PNC ont sévèrement réprimés certains éléments FARDC et PNC pour des cas d'indisciplines/ tracasserie dénoncés aux checkpoints et pendant les patrouilles nocturnes. Il s'observe un changement dans le comportement des éléments FARDC/PNC lors

de leurs prestations. Les patrouilleurs n'extorquent plus les personnes attrapées entrain de circuler la nuit (référence faite à l'approche financement basé sur le résultat (RBF)).

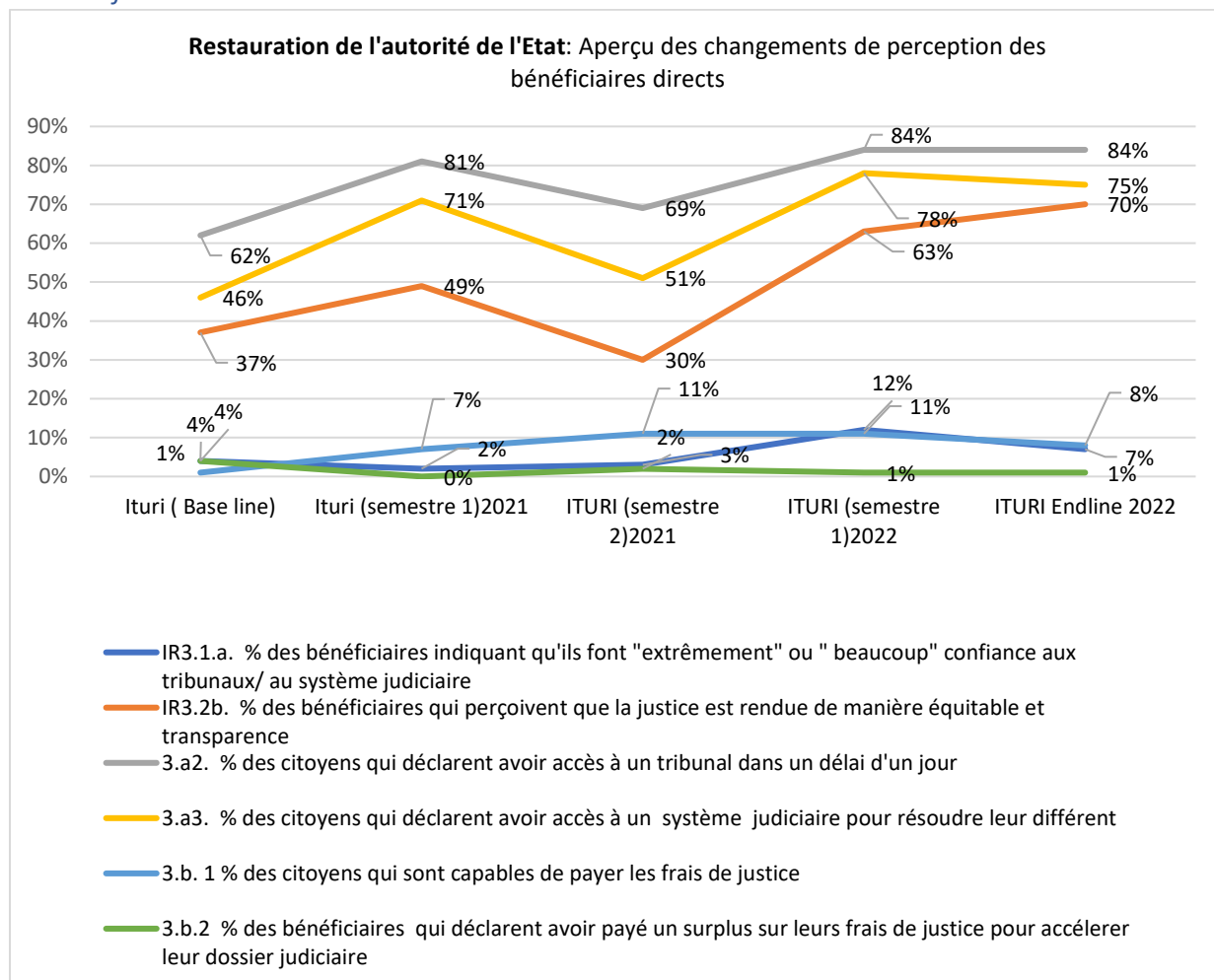
Une augmentation de 66% de la population qui atteste que les autorités locales représentent les intérêts et opinions de la population a été observée. Cette perception est passée de 0% à l'étude de base contre 66% à l'étude finale (67 % de femmes et 64 % d'hommes).

La proportion des personnes qui déclarent que la gestion des ETD est inclusive et transparente a augmenté de 65%, soit 0% à l'étude de base contre 65% à l'étude finale (66 % de femmes et 64 % d'hommes).

Les informations collectées pendant la collecte qualitative au mois d'octobre 2022, ont soutenu cette bonne perception qui s'explique par le rapprochement des autorités à la population à travers les consultations populaires pour saisir ses avis et considérations avant la prise de toute décision importante de l'entité et surtout se rassurer que les besoins de la communauté aient été prise en compte dans le budget de l'ETD. Cela se justifie aussi à travers le diagnostic sécuritaire participatif, lors de l'actualisation du Plan d'Action Sécuritaire (PAS) du territoire, où toutes les couches de la population étaient représentées. En effet, le projet avait multiplié les séances de renforcement des capacités des gestionnaires des ETD sur la bonne gouvernance, ce qui a amélioré la qualité des services fournis aux administrés.

III.2.2.3. Pilier 3 - Restauration de l'autorité de l'État à Djugu

Graphique 30. Restauration de l'autorité de l'État à Djugu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



L'appréciation de la population vis-à-vis du système judiciaire a connu une faible augmentation de 3 %, il est passé de 4% à l'étude de base (2% de femmes et 6% d'hommes) contre 7% à l'étude finale (7% de femmes et 7 % d'hommes). Le résultat de la collecte des données qualitative en d'octobre 2022 justifie cette faible augmentation par le fait que, malgré la construction du tripaix et le logis du personnel judiciaire, l'affectation des magistrats, et la délocalisation du tripaix de Mungwalu à Djugu centre, l'administration judiciaire n'est pas encore effective car les magistrats affectés ne sont pas encore déployés à Djugu centre à la suite du contexte sécuritaire volatile du territoire de Djugu.

La proportion des bénéficiaires qui perçoivent que la justice est rendue de manière équitable

et transparente a augmenté de 33%, soit 37% à l'étude de base (34% de femmes et 40% d'hommes) contre 70% à l'étude finale (68 % de femmes et 71 % d'hommes). Ces tendances ont été confirmées lors de la collecte des données qualitatives en octobre 2022 justifiées par les audiences foraines organisées et les médiations réalisées par les cliniques juridiques dans le cadre du projet. Les parties au procès en audiences foraines ont été satisfaites de la manière dont le TriPaix tranchait leurs dossiers. Les inspections des amigos/cachots, appuyées par le projet ayant abouti à la libération des personnes illégalement détenues, ont aussi rassurées la population.

La proportion de la population qui déclare avoir accès à un tribunal dans un délai d'un jour a

connu une augmentation de 22%. Il est passé de 62% à l'étude de base (60% de femmes et 64% d'hommes) contre 84% à l'étude finale (83% de femmes et 85% d'hommes).

La proportion des citoyens qui déclarent avoir accès à un système judiciaire pour résoudre leur différend a connu une augmentation de 29%. Il est passé de 46% à l'étude de base (44% de femmes et 48% d'hommes) contre 75% à l'étude finale (74% de femmes et 75% d'hommes).

La proportion des membres de la communauté qui sont capables de payer les frais de justice a connu une augmentation de 8%, il est passé de 1% à l'étude de base (1% de femmes et 2% d'hommes) contre 8% à l'étude finale (6% de femmes et 9% d'hommes)

La proportion des bénéficiaires qui déclarent avoir payé un surplus sur leurs frais de justice pour accélérer leur dossier judiciaire a connu

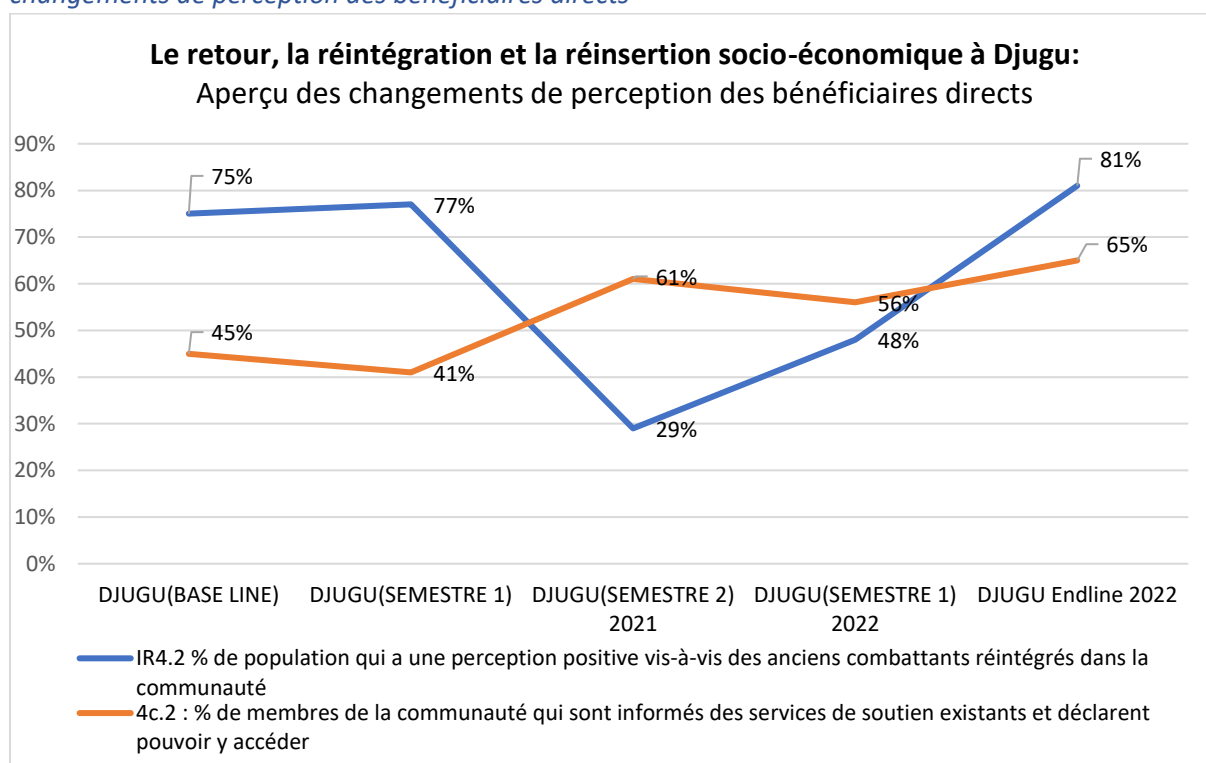
une régression positive de 3%. Il est passé de 4% à l'étude de base (2% de femmes et 5% d'hommes) contre 1% à l'étude finale (1% de femmes et 1% d'hommes)

L'étude longitudinale justifie l'amélioration de l'accès à la justice à travers les deux cliniques juridiques mises en place par le projet. Ces cliniques juridiques ont formé des parajuristes dans toutes les zones cibles du projet pour résoudre les conflits dans leurs zones respectives à travers des médiations vu que le tripaix n'était pas encore opérationnel. L'accès à la justice s'est également amélioré grâce aux audiences foraines tenues dans la zone.

Toutes les audiences organisées dans la zone étaient en foraines et tous les frais y relatifs étaient pris en charge par le projet. Il n'y avait pas moyen de payer des surplus de frais de justice par les justiciables.

III.2.2.4. Pilier 4 - Retour, Réintégration et la Relance socio-économique à Djugu

Graphique 31. Le retour, la réintégration et la relance socio-économique à Djugu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



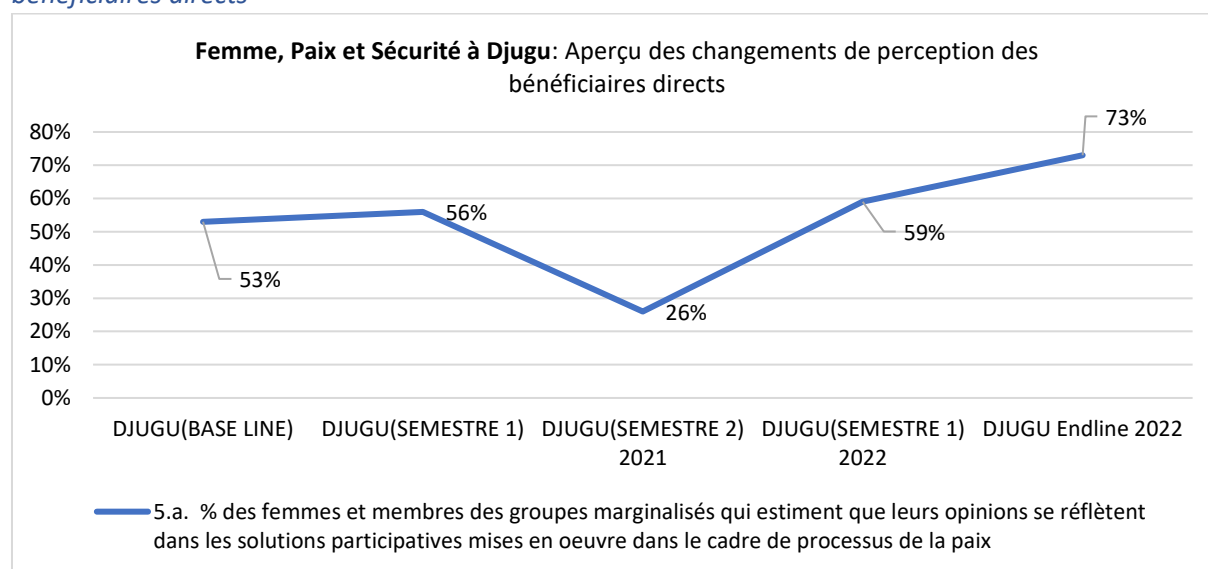
A Djugu, la perception de la population vis-à-vis des ex-combattants réintégrés a connu une progression de 6%. Cette perception est passée de 75% à l'étude de base (74% de femmes et 76% d'hommes) contre 81% à l'étude finale (82% de femmes et 79 % d'hommes). Le résultat de l'étude longitudinale et les discussions avec les parties prenantes au projet justifient cette bonne perception envers les ex-combattants par le fait que le projet a beaucoup occupé les jeunes dans les activités HIMO, socio-économique et à travers les formations/ sensibilisation sur l'éducation civique et la cohésion sociale. Ceci a permis à tous les jeunes à risque et les ex-combattants à adopter un comportement qui rassure toute la communauté.

Le ratio des membres de la communauté qui sont informés des services de soutien existants et qui déclarent pouvoir y accéder a connu une progression de 20 %. Il est passé de 45% à

l'étude de base (45% de femmes et 45% d'hommes) contre 65% à l'étude finale (71 % de femmes et 59 % d'hommes). Le résultat de la collecte qualitative justifie cette progression par le fait que, dans la zone du projet il existe plusieurs intervenants dans le domaine de soutien psycho-social, ce qui fait que toute personne nécessitant ces services à l'information et y accède facilement. Mais également, tout au long de la mise en œuvre du projet, il y avait des séances continues de sensibilisation sur les services de soutien existant dans la zone, notamment sur la prise en charge médicale et psycho-sociale. Pour les cas éloignés des structures de prise en charge, le projet prenait en charge le transport. Pour toutes les victimes, les soins étaient payés par le projet. Ce qui a facilité l'information et l'accès aux services de soutien.

III.2.2.5. Pilier 5 - Femme, Paix et Sécurité à Djugu

Graphique 32. Femmes Paix Sécurité à Djugu : aperçu des changements de perception des bénéficiaires directs



A Djugu, il y a eu une augmentation de 20% de la perception des femmes et membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de paix. Cette perception est passée

de 53% à l'étude de base (46% de femmes et 59% d'hommes) contre 73 % à l'étude finale (74 % de femmes et 72 % d'hommes). Il ressort des boucle rétroactions que, plusieurs intervenants étaient dans la zone avant le projet « Pour un Djugu Pacifique », et que des

activités avaient déjà été menées pour emmener les autorités locales à prendre en compte les opinions des femmes et des groupes marginalisés (approche RBF). Le projet est venu renforcer les capacités de la femme à pouvoir s'exprimer et participer davantage aux organes de prise de décisions dans sa communauté. A titre d'exemples, nous pouvons citer : la signature des actes d'engagement des autorités locales à intégrer les femmes dans les instances de prise de décision et la participation des femmes dans les réunions de sécurité élargies. Les données collectées à travers les focus group et l'étude longitudinale au mois d'octobre 2022 ont confirmé la bonne perception sur le rôle de la femme dans la communauté. Cette perception positive se justifie par la contribution de la femme dans le processus de paix à travers ses actions (plaidoyer, sensibilisation et résolution pacifique des conflits), la participation active de la femme dans les réunions du comité local de sécurité élargi, la prise en compte des opinions de la femme et la confiance des communautés aux actions posées par la femme au niveau local. Il faut aussi noter qu'au mois de juillet 2022, les femmes de Djugu ont mené un plaidoyer auprès du gouverneur de la province pour que la femme participe aux instances de prise de décisions au niveau locale et provincial.

IV. CONCLUSION

Au Nord-Kivu, les travaux HIMO sont devenus un moyen pour le renforcement de la cohésion entre les communautés. Les Organisations Paysannes et les AVEC mises en place dans la zone du projet sont également une opportunité pour le rapprochement des communautés. Les activités d'intérêts communs réunissaient les personnes qui jadis ne pouvaient se parler. La zone du Sud Lubero et Nord Bwito étant une zone hostile à la coexistence communautaire, des réunions préparatoires y ont été menées avec les leaders communautaires et les autorités

locales. Ces réunions ont renforcé l'acceptation du projet et ont suscité un accompagnement de leur part.

Au Sud-Kivu, les partenaires ont développé l'approche de médiation pacifique utilisée par les structures communautaires pour la gestion des conflits dans la communauté. Cette approche s'est avérée efficace, car les structures communautaires s'en sont appropriées comme mécanisme de résolution pacifique des conflits. Le projet ESPASK a accompagné la résolution des conflits locale à travers le Cadre Consultatif de Résolution des Conflits Coutumiers (CRCCC).

En Ituri, le sentiment positif de la sécurité d'une manière générale se justifie par le fait qu'il s'est observée une diminution d'atrocités commises par les groupes armés et, la diminution de vol de gros bétails à Irumu. L'intensification des patrouilles conjointes FARDC et UPDF (Uganda People Defense Force) a repoussée les ADF qui semaient la terreur dans la partie Bahema -Boga. A Djugu, le dynamisme et la flexibilité des FARDC et la PNC sur terrain ainsi que l'augmentation d'effectifs des FARDC/ PNC dans la zone, accompagnée de la diminution de barrières illégales d'extorsion, a contribué à la diminution d'incidents sécuritaires dans la zone.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du pilier sécurité au Sud-Kivu, les partenaires ont développé l'approche RBF en français FBR (Financement Basé sur les Résultats). Cette approche bien que dépendante du projet s'est avérée efficace, car elle stimule la police à bien faire son travail tout réduisant sensiblement les abus contre les personnes arrêtées. La mise en place de structures de gouvernance sécuritaire au niveau des ETDS (CLSP) et des groupements (CLS) a également permis d'améliorer la gouvernance sécuritaire.

L'approche RBF a été également appliquée aux ETDS de Bavira et Bafuliru. Ces dernières recevaient des subventions basées sur des indicateurs convenus et des résultats vérifiés (sur le plan technique, opérationnel, et du

point de vue de la satisfaction communautaire) pour une meilleure gouvernance locale. En Ituri, la population travaille avec les chefs des ETD à travers une gestion inclusive est réalisée incitée par l'approche RBF.

Dans le cadre de la gouvernance foncière le FCS a développé deux approches ont facilités l'accès à la terre aux communautés, notamment: les brigades foncières mobiles à Fizi et Uvira, et la titrisation (l'octroi des titres fonciers) groupée. En Ituri, les cliniques juridiques mises en place par le projet et les audiences foraines organisées pour résoudre les conflits fonciers ont amélioré l'accès à la justice.

La sociothérapie à base communautaire (CBST) a favorisé une cohésion sociale et a facilité une cohabitation pacifique entre les différentes communautés et les ex-combattants au Sud-Kivu. En Ituri, la perception positive vis-à-vis des ex-combattants qui ont intégré la communauté est perceptible car ils exercent déjà des petits commerces, font le taxi moto et l'agriculture. Cela rassure la communauté.

Différentes initiatives ont été engagées afin d'impliquer davantage les femmes dans les problèmes communautaires (sensibilisations, formations, inclusion dans différents comités locaux de paix, etc). Elles sont devenues autonomes. Elles s'expriment mieux et s'impliquent davantage lorsque les espaces sûrs et spécifiques leur sont offerts au Nord-Kivu. En Ituri, les autorités locales ont signé des actes d'engagement pour intégrer les femmes dans les instances de prise de décision et la participation des femmes dans les réunions de sécurité élargies.

V. LEÇONS APPRISES

- La sociothérapie peut favoriser la cohésion sociale et faciliter une cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Les différentes communautés se réunissent actuellement à travers des groupes de sociothérapies, et partagent ensemble les mêmes intérêts économiques.

- La diversification des revenus réduit non seulement les effets des chocs externes, car différentes sources de revenu sont susceptibles d'être affectées différemment, mais la fourniture d'actifs ayant des cycles de production à court et à long terme peut permettre aux ménages de compléter leur principale source de revenu lors de fluctuations prévisibles (par exemple saisonnières).
- Promouvoir les systèmes d'AGR collectifs: les AGRS collectives et autres activités communautaires contribuent au renforcement de la cohésion sociale.
- Une zone d'intervention vaste ne permet pas d'avoir assez d'impact. Le projet s'étend sur deux territoires, le territoire de Fizi avec une superficie de 41 745 Km² et le territoire d'Uvira avec une superficie de 3164 Km².
- Les structures de gouvernance sécuritaire peuvent renforcer la gouvernance sécuritaire inclusive. Les CLS et CLSP sont des mécanismes de gouvernance sécuritaire qui identifient et traitent les problèmes de sécurité au niveau local.
- Le financement basé sur la performance (Result Based Funding) finance des résultats précis et bien déterminés qui se réalisent et qui sont constatés par le contractant (qui peut être l'Etat et/ou le bailleur de fonds) et les bénéficiaires. En effet, il incite le contractant à remplir ses obligations avec une meilleure performance.
- L'approche médiation pacifique mis en œuvre par les structures communautaires a démontré qu'elles sont des mécanismes de résolution pacifique des conflits. Elle contribue non seulement à la réduction des conflits dans les communautés mais aussi épargnent aux ménages des dépenses liées à la judiciaire.
- La résolution communautaire des conflits est une approche qui conduit à une résolution non violente des conflits. Elle suscite la conclusion d'accords de paix

soutenus par toute la communauté plutôt que par une élite.

- La création des espaces d'échanges, de discussion des jeunes renforcent la culture de dialogue.
- La responsabilisation des leaders communautaires, des organisations de femmes et des jeunes dans la conduite des initiatives de paix et de cohésion sociale est une garantie de durabilité des acquis des projets.
- Le renforcement de capacité des agents des services de sécurité et de l'ordre sur leurs rôles et responsabilités améliorent leurs capacités opérationnelles et deviennent redevables et accessibles.
- Le renforcement de capacité des chefs des ETD sur leurs rôles & responsabilités conduit à une gouvernance transparente et inclusive. Ceci renforce la confiance de la population vis-à-vis d'eux et deviennent proches.
- La présence des instances judiciaires dans une zone et qui tranche les problèmes de manière équitable, réduit le recours à la justice informelle et l'impunité.
- L'inclusion de toutes les couches des communautés dans les mécanismes de résolution des conflits est favorable à la réussite des projets de consolidation de la paix.
- Le renforcement des capacités des organisations locales de paix rend les processus locaux de paix plus efficaces et inclusifs.

